

Non classifié

CCNM(2007)1



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

14-Feb-2007

Français - Or. Anglais

CENTRE POUR LA COOPERATION AVEC LES NON-MEMBRES

L'OCDE ET LES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Ce document dresse la liste des activités en cours dans l'ensemble de l'Organisation qui ont été entreprises en coopération avec d'autres organisations internationales. Il sera examiné lors de la réunion du Comité des relations extérieures du 18 janvier 2007.

**JT03221852
TA 79837**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

**CCNM(2007)1
Non classifié**

Français - Or. Anglais

TABLE DES MATIÈRES

I.	BANQUES DE DÉVELOPPEMENT.....	4
	Banque mondiale (BIRD)	5
	Banque asiatique de développement (BAD)	35
	Banque interaméricaine de développement (BID)	42
	Banque africaine de développement (BaD).....	48
	Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)	54
	Banque islamique de développement (BID)	60
II.	NATIONS UNIES	61
	Nations Unies (ONU).....	62
	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	66
	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (daes).....	69
	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	70
	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	78
	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	79
	Organisation mondiale du tourisme (OMT).....	85
	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU).....	86
	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)	89
	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	92
	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).....	94
	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).....	97
	Convention sur la diversité biologique (CDB).....	100
	Commission du développement durable des Nations Unies (CDD)	101
	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).....	103
	Pacte mondial des Nations Unies	104
	Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire Général des Nations Unies (UNSGAB)	105
	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).....	106
	Fonds international de développement agricole (FIDA)	108
	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	110
	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).....	111
	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)	112
	Bureau pour l'Afrique de l'Ouest des Nations Unies (UNOWA).....	114
	Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).....	115
III.	AUTRES ORGANISATIONS MONDIALES.....	120
	Organisation mondiale de la santé (OMS)	121
	Organisation mondiale du commerce (OMC)	129
	Fonds monétaire international (FMI)	133
	Organisation internationale du travail (OIT).....	140
	Organisation internationale pour les migrations (OIM)	143
	Centre international pour le développement de politiques migratoires (CIDPM).....	144
	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	145
	Organisation mondiale des douanes (OMD)	146
	Association mondiale des organismes de promotion des investissements (WAIPA).....	147

Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI)	148
Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement	149
Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)	151
Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV).....	152
Organisation internationale des contrôleurs de pensions (IOPS) & Association internationale de la sécurité sociale (AISS).....	153
International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE)	155
IV. ORGANISATIONS RÉGIONALES.....	157
Réseau euroméditerranéen d'agences de promotion des investissements (ANIMA).....	158
Asian Environmental Compliance and Enforcement Network (AECEN).....	159
Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).....	161
Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP).....	166
Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)	167
Coopération économique de la mer Noire (CEMN).....	168
Société andine de développement (CAF).....	169
Centre européen pour le développement de la formation PROFESSIONNELLE (CEDEFOP).....	170
Initiative centre-européenne.....	171
Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT)	172
Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).....	173
Conseil de l'Europe.....	174
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).....	178
Agence européenne pour l'environnement (AEE)	180
Association européenne de libre-échange (AELE)	181
Association internationale des autorités de contrôle de l'assurance (AICA) & Asociación de Supervisores de Seguros de América Latina (ASSAL).....	182
Société financière internationale – Private Enterprise Partnership for the Middle east and North Africa (SFI PEP-MENA)	183
Partenariat pour le développement municipal en Afrique de l'Ouest.....	185
Commission nord-américaine de coopération environnementale (CNACE)	186
Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)	187
Organisation des États américains (OEA).....	190
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	192
Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique (FIP).....	193
Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB).....	194
Union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest (UEMOA)	195
DIRECTION DES STATISTIQUES.....	196
DIRECTION DES SERVICES DES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX D'INFORMATION.....	202

I. BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

BANQUE MONDIALE (BIRD)

VEILLE ÉCONOMIQUE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
ECO a participé à un atelier de la Banque mondiale sur la politique budgétaire des pays candidats à l'adhésion à l'UE (Prague, novembre 2005).	Les comptes rendus de l'atelier contiennent des éléments utilisables pour réformer la dépense publique dans ces pays.	Organisé par la Banque mondiale. Contribution d'ECO/CS5 limitée à la participation d'ECO.
ECO a pris part à l'examen par les pairs d'une proposition de projet de la Banque mondiale en Bulgarie (octobre 2006).	Contribution au ciblage plus précis du projet.	Organisé par la Banque mondiale. Contribution d'ECO/CS5 limitée à la participation d'ECO.
La BERD a accueilli à Londres, à l'intention de fonctionnaires russes, un séminaire sur la stratégie commerciale russe (26 et 27 octobre 2006).		ECO/CS5 et la Direction des échanges ont aidé la Banque mondiale à organiser le séminaire et, dès le début, à en définir le programme. Lorsqu'il est apparu que ni l'OCDE ni la Banque mondiale ne seraient en mesure d'accueillir le séminaire dans les délais souhaités par les autorités russes, la BERD a accepté de prendre le relais, avec la participation d'orateurs de l'OCDE et de la Banque mondiale.
Séminaire à l'OCDE sur la croissance de la Russie (janvier 2005) avec la participation des autorités russes.		Les économistes en chef de la BERD et du Bureau de Moscou de la Banque mondiale ont fait des exposés.
Préparation de l'Étude économique 2006 sur la Russie.	Études économiques de l'OCDE : Fédération de Russie, 2006.	Le Bureau s'est réuni à plusieurs reprises avec des représentants de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission à Moscou pour examiner l'Étude en cours d'élaboration. La Banque mondiale a également fourni ses commentaires sur la première version de celle-ci.

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Participation au Mécanisme d'échange, de coordination et d'information des donneurs (DECIM) coordonné par la Banque mondiale et l'Office de coopération EuropeAid de la CE. Jumelée avec un séminaire sur les entreprises sociales, la 3 ^e table ronde des donneurs consacrée au développement de la société civile dans les pays d'Europe orientale et centrale, dans la CEI, dans les Balkans occidentaux et en Turquie a été accueillie par le Centre OCDE-LEED de Trente pour le développement local, du 15 au 18 novembre 2006, à Trente.	Amélioration de la coordination des donneurs privés et publics et des organisations internationales travaillant sur les questions de la réduction de la pauvreté, de l'insertion sociale et de la société civile en Europe du Centre-Est et du Sud-Est.	Le Programme LEED de l'OCDE participe au DECIM. Une proposition d'examen conjoint de la question de l'insertion sociale est en cours d'élaboration.
Activité du Groupe de travail sur les PME : la fiscalité des PME (activité se terminant en 2007). Activité conjointe du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE (CTPA) et de la Division CFE/SME et entrepreneuriat.	Rapport sur la fiscalité des PME, qui sera présenté lors d'une conférence de l'OCDE organisée en Argentine en 2007.	Coopération avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, dans le contexte du Dialogue fiscal international qui a pour but d'encourager et de faciliter les débats sur les questions fiscales entre responsables nationaux du fisc et organisations internationales.
Activité du CFE : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA (doit se terminer en 2009, sous réserve de l'apport des financements nécessaires).	Rapport de synthèse de l'OCDE sur l'enquête de cadrage consacrée aux activités actuelles et futures relatives à la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.	La Banque mondiale participe au <i>Groupe informel de pilotage chargé de promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.</i>

SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Examens de la science et de l'innovation par pays (travaux planifiés).	Diffusion des bonnes pratiques en matière de science et d'innovation élaborées par les pays membres et observateurs de l'OCDE, à destination des pays assistés par la Banque mondiale ; soutien au processus d'examen et à la mise en œuvre des recommandations de l'OCDE.	À déterminer ; l'OCDE mènera ses propres examens, la Banque mondiale pourra s'impliquer dans ceux de certains pays (essentiellement non membres).

ÉDUCATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Kazakhstan : Examen de l'enseignement tertiaire ; visites sur place du 24 septembre au 3 octobre 2006.		L'examen est financé par la Banque mondiale et 4 agents de cette institution contribueront à l'établissement du rapport.
La jeunesse à risque de l'Europe du Sud-Est. Séminaire en Israël. Séminaire en Autriche sur le renforcement des capacités des directeurs d'école et des enseignants provenant d'écoles pilotes.	Impact sur l'élaboration des politiques et de la législation en matière d'éducation, et reproduction partout dans les pays.	Cette activité bénéficie d'un soutien financier de la Banque mondiale.
2007-08		
Kazakhstan : Examen de l'enseignement tertiaire ; réunion de synthèse et publication fin 2007.	Cet examen devrait avoir des incidences importantes sur la politique de l'enseignement supérieur du pays ainsi que sur une proposition de prêt à ce secteur.	
La jeunesse à risque de l'Europe du Sud-Est. Une réunion d'information à laquelle participeront des dirigeants d'entreprise sera organisée en Autriche en 2007.	Une évaluation du projet sera publiée.	Cette activité bénéficie d'un soutien financier de la Banque mondiale.

ÉDUCATION : POLITIQUES DE LA FORMATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Examen de l'enseignement tertiaire en Croatie. Visites sur place du 8 au 16 juin 2006.	Le rapport documentaire et la Fiche-pays sont terminés.	L'Examen est financé par la Banque mondiale.
2007-08		
Parachèvement du rapport sur la Croatie.	La Fiche-pays sera placée sur le site Internet au premier trimestre 2007.	

RECHERCHE ET INNOVATION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
Étude des statistiques concernant la prévalence des enfants handicapés. 2005-06 : établissement et signature du Mémorandum d'entente. Décembre 2006 : établissement du rapport sur l'Étude pilote portant sur les statistiques concernant la prévalence des enfants handicapés en Éthiopie. Conférence d'information organisée en Éthiopie en décembre 2006.	Développement de services d'éducation et de santé pour les enfants handicapés, marquant un progrès sur la voie de l'éducation pour tous. La participation aux activités de la Banque mondiale garantira le financement ainsi que l'intégration des résultats de la recherche dans les plans de développement des secteurs de l'éducation et de la santé financés par cette Banque.	Le travail sur le terrain et l'analyse est effectué par l'OCDE. La Banque mondiale élabore les plans sectoriels. L'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS sont également associés au développement de services.
Séminaire organisé par la Banque mondiale, l'UNESCO, l'OCDE et le CIEP sur le thème : Qualité et évaluation dans l'enseignement supérieur, Sèvres, 18-20 juin 2006.	Diffusion des lignes directrices UNESCO/OCDE et des travaux de l'OCDE sur l'assurance de la qualité ainsi que des travaux en cours sur le renforcement des capacités grâce à l'enseignement supérieur transnational.	L'OCDE a participé à l'établissement de l'ordre du jour et de la liste des personnes invitées, et a présenté deux exposés.
Séminaire organisé par la Banque mondiale, l'OCDE et le NUFFIC sur le thème du renforcement des capacités grâce à l'enseignement supérieur transnational, La Haye, 14 et 15 septembre 2006.	Diffusion et obtention d'un retour d'information sur les travaux conjoints en cours, portant sur le renforcement des capacités et effectués par quelques décideurs de haut niveau et des experts.	Partage des responsabilités en matière d'organisation, d'établissement de l'ordre du jour et de la liste des invitations, de présentation d'exposés, et de prise en charge des coûts.
2007-2008		
Rapport conjoint sur le renforcement des capacités grâce à l'enseignement supérieur transnational devant être publié en 2007.	Sensibilisation au nouveau potentiel de l'enseignement supérieur transnational en matière de développement, enjeux connexes sur le plan de la réglementation, et moyens de	Deux chapitres rédigés par l'OCDE, un par la Banque mondiale. Direction de la publication : OCDE. Traduction en espagnol : Banque mondiale.

	toucher la communauté du développement.	
Étude des statistiques concernant la prévalence des enfants handicapés. 2007-2008 : Rapport sur les études achevées concernant les statistiques de prévalence en Éthiopie et au Kenya : décembre 2008.		

ÉDUCATION : GESTION ET INFRASTRUCTURE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
2005 : Co-publication intitulée « L'enseignement supérieur en Amérique latine : La dimension internationale ».	Meilleures visibilité et compréhension de l'enseignement supérieur latino-américain sur un marché mondialisé.	Version anglaise publiée par la Banque mondiale. Version française publiée par l'OCDE.

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<i>Les pensions dans les pays de l'OCDE.</i> Les 7 et 8 décembre 2006, à Séoul, en Corée, réunion d'experts de l'OCDE et de la Banque mondiale sur la modélisation des régimes de pension de la région Asie/Pacifique. L'organisme-hôte de cette réunion était le Centre régional conjoint OCDE-Corée sur la politique de santé et la politique sociale (RCHSP).	Faire avancer le débat sur la réforme des régimes de pension, domaine dans lequel la Banque mondiale est un acteur clé. Publication, en 2007, de la première édition de l'ouvrage intitulé « <i>Les pensions dans les pays de l'OCDE</i> » pour l'Asie (PENSIONS-ASIE) par le RCHSP.	La Banque mondiale a commandé dix études-pays qui serviront à la modélisation des régimes de pension (par l'OCDE et le RCHSP) conformément à la méthodologie applicable à la série de publications intitulées « <i>Les pensions dans les pays de l'OCDE</i> ».
2005-06 : tenue de la Conférence de Marrakech sur le thème « Migrations, transferts de fonds et développement économique des pays d'origine » en février 2005, suivie de la publication des actes de la conférence à l'automne 2005.	Meilleure compréhension de l'articulation entre migrations, transferts de fonds et développement économique des pays d'origine, s'agissant notamment de l'impact des transferts de fonds sur l'amélioration du niveau de vie des familles des émigrés ainsi que sur le développement économique de leur pays.	Conférence organisée par l'OCDE avec la participation de la Banque mondiale et du FMI.

2007-08		
<p><i>Les pensions dans les pays de l'OCDE.</i></p> <p>Réunion OCDE/RCHSP/Banque mondiale sur le thème des possibilités d'action des pouvoirs publics concernant les régimes de pension de la région Asie/Pacifique. L'organisme-hôte de cette réunion sera le RCHSP.</p>	<p>Faire avancer le débat sur la réforme des régimes de pension, domaine dans lequel la Banque mondiale est un acteur clé. Publication, en 2007, de la première édition de l'ouvrage intitulé «<i>Les pensions dans les pays de l'OCDE</i>» pour l'Asie (PENSIONS-ASIE) par le RCHSP. Préparation, par ce même centre, de la deuxième édition de cet ouvrage, en 2008.</p>	<p>Sous l'égide de l'OCDE, le RCHSP actualisera les modèles et les fiches pays conformément à la méthodologie applicable à la série de publications intitulées «<i>Les pensions dans les pays de l'OCDE</i>».</p>

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
<p>2005-06</p> <p>Participation de la Banque au Comité des politiques d'environnement (EPOC), en qualité d'observateur régulier.</p>		<p>La Banque mondiale participe activement à différents volets du programme d'ouverture de l'OCDE dans le domaine de l'environnement. Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coopération à l'organisation de Forums mondiaux sur le développement durable, y compris à leur financement. - Participation régulière au Groupe d'étude chargé de la mise en œuvre du Programme d'action environnementale pour l'Europe centrale et orientale.
<p>2007-08</p> <p>Participation de la Banque au Comité des politiques d'environnement (EPOC), en qualité d'observateur régulier.</p>		<p>La Banque mondiale participe activement à différents volets du programme d'ouverture de l'OCDE dans le domaine de l'environnement. Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coopération à l'organisation de Forums mondiaux sur le développement durable, y compris à leur financement. - Participation régulière au Groupe d'étude chargé de la mise en œuvre du Programme d'action environnementale pour l'Europe centrale et orientale.

ENVIRONNEMENT/CHANGEMENT CLIMATIQUE, RESSOURCES NATURELLES ET PERSPECTIVES ENVIRONNEMENTALES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
2005 : Participation de l'OCDE au VARG (<i>Vulnerability and Adaptation Resources Group</i>), organisé sous l'égide de la Banque mondiale (18-19 mai 2005, Bonn).	Présentation des travaux de l'OCDE au VARG.	L'OCDE a présidé l'une des séances.
2006 :		
Réunion ministérielle ENV/DEV (4 avril). L'OCDE a co-organisé un atelier du VARG (du 2 au 4 octobre, Genève) sur l'adaptation dans la réduction des risques de catastrophe. Atelier du Forum mondial sur le développement durable (FMDD) consacré aux avantages liés aux politiques climatiques (6 et 7 juillet 2006), Paris. Événement commun du FMDD et du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I (27 et 28 mars 2006), intitulé « Travailler ensemble pour faire face au changement climatique ».	Les ministres ont adopté une « Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement ». Il s'agit de l'une des suites données à la réunion ministérielle ENV/DEV.	Bien que la Déclaration ne soit souscrite que par les membres de l'OCDE, la Banque mondiale prendra probablement part aux activités qui donneront suite à la réunion ministérielle (2007-2008). L'OCDE a fait partie du comité de pilotage et a co-organisé l'atelier. La Banque mondiale apporte un soutien financier au programme du FMDD. La Banque mondiale apporte un soutien financier au programme du FMDD.
2006-2008 : Perspectives de l'environnement de l'OCDE.	Coordination des principales analyses prospectives sur l'environnement à paraître en 2007-2008.	L'OCDE et la Banque mondiale, entre autres, se réunissent régulièrement pour examiner leurs perspectives respectives concernant l'environnement mondial.

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
Projet 2005-06 :		
Mécanismes d'évaluation des performances et de diffusion de l'information, lancés en coopération avec la Banque mondiale en septembre 2005.	L'objectif de ce projet est de développer un mécanisme pilote d'évaluation des performances et de diffusion de l'information en Ukraine, et de rédiger un document	Le Secrétariat collabore avec des experts de la Banque mondiale dans le cadre de l'analyse de précédents projets pilotes d'évaluation des performances, et de la rédaction du document

	d'orientation sur sa conception et son application à l'intention des administrations centrale et régionales. Ce mécanisme a pour fonction de présenter, d'évaluer et de stimuler les performances environnementales des entreprises, d'une façon qui soit facile à mettre en œuvre pour l'administration chargée de l'environnement et facile à comprendre du public. Il est aussi attrayant pour les médias, qui jouent un rôle important dans la diffusion des résultats et dans la sensibilisation du public aux répercussions des activités industrielles sur l'environnement.	d'orientation. Une étude pilote est actuellement menée en Ukraine par le Groupe d'étude du PAE, avec la participation de l'expert de la Banque mondiale.
Événements 2005 :		
Première réunion conjointe du réseau d'experts en financement de l'environnement du Groupe d'étude du PAE, du Groupe des hauts responsables et du Groupe de travail des pays d'EOCAC sur l'Initiative de l'UE sur l'eau, du 29 mars au 1 ^{er} avril 2005, Chisinau.		Participation régulière de représentants de la Banque mondiale aux réunions/réseaux régionaux du Groupe d'étude du PAE.
Atelier sur la participation du secteur privé dans le financement de la réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays d'EOCAC, organisé avec la Banque mondiale le 17 novembre 2005, Erevan.	Poursuite du dialogue avec les institutions financières internationales et les pays donateurs sur les facteurs favorables et défavorables à la participation du secteur privé aux services de l'eau. Ce dialogue porte sur les problèmes de confiance et d'asymétrie de l'information, la gestion des aspects sociaux et les lacunes de la réglementation.	
Événements 2006 :		
FMDD : Participation du secteur privé à la gestion et au financement des infrastructures de distribution de l'eau et d'assainissement, 29 et 30 novembre, Paris.	Examen des grandes tendances dans les partenariats public-privé dans le secteur de l'eau et des implications pour l'action des pouvoirs publics.	La Banque mondiale a cofinancé cette manifestation et a apporté une contribution intellectuelle à sa préparation.
Deuxième réunion conjointe du réseau d'experts en financement de l'environnement du Groupe d'étude du PAE, du Groupe des hauts responsables et du Groupe de travail des pays d'EOCAC sur l'Initiative de l'UE sur l'eau, du 26 au 28 avril 2006, à Almaty.		

Projet 2007-08 :		
Participation au projet de la Banque mondiale intitulé « Réforme du cadre juridique et renforcement des capacités institutionnelles relatifs aux permis environnementaux » en Ukraine (2006-2008).	L'objectif de ce projet de trois ans (2006-2008) est d'aider l'Ukraine à concevoir les fondements juridiques d'un système intégré de permis concernant les grandes entreprises et d'un système simplifié pour les PME, et de renforcer la capacité institutionnelle nationale de mise en œuvre de ces nouveaux systèmes.	Participation importante du Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE aux travaux de fond et participation au comité de pilotage du projet.
Publications/rapports 2007 :		
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat de l'OCDE) à la Conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le Comité de préparation des projets (CPP), les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC, et coordonné avec l'élaboration du rapport d'évaluation de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.	Coopération dans le cadre de la stratégie environnementale pour les pays d'EOCAC adoptée par les ministres de l'Environnement à Kiev en 2003, lors de la conférence « Un environnement pour l'Europe ». Les organisations internationales concernées apportent des contributions de fond à certains chapitres du rapport. Le Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE est responsable de la rédaction du rapport dans son ensemble.
Publication de séries de données sur les performances des entreprises de services publics sur le site Internet de la Banque mondiale appelé « <i>The International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities</i> » (www.ib-net.org).	Améliorer les informations sur le secteur de la distribution de l'eau et de l'assainissement dans les pays d'EOCAC et encourager les compagnies des eaux de la région à améliorer leurs performances.	L'OCDE recueille des données dans la région d'EOCAC ; la Banque mondiale les publie sur son site Internet spécialisé.

ÉCHANGES ET AGRICULTURE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Novembre 2005 : Forum mondial sur l'agriculture : <i>La cohérence des politiques pour le développement</i>.</p> <p>Mai 2006 : Forum mondial sur l'agriculture : <i>Les contraintes au développement de l'agriculture subsaharienne</i>.</p>	Le Forum mondial sur l'agriculture réunit régulièrement des pays membres de l'OCDE et des économies non membres (ENM) qui mettent en commun leur expérience sur les moyens d'atteindre plus efficacement les objectifs fixés	L'OCDE organise les forums ; la Banque mondiale fournit le financement et prend une part active aux travaux.

Novembre 2006 : Forum mondial sur l'agriculture : <i>Évolutions des politiques dans les économies non-membres.</i>	par les pouvoirs publics. Le Forum mondial aboutit parfois à une publication de l'OCDE (Cohérence des politiques, Suivi et évaluation des ENM par exemple).	
Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, Mexico, 23-24 octobre 2006 : <i>Les dimensions multiples de l'accès au marché et du développement.</i>	Meilleure compréhension des intérêts et des préoccupations de diverses parties prenantes aux questions d'accès aux marchés en cours de négociation, en particulier dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.	L'OCDE a organisé le Forum. La Banque mondiale a pris en charge la participation des pays en développement.
Cinquième réunion des experts des services, Paris, février 2005, et publication de l'OCDE : <i>Liberalisation and Universal Access to Basic Services.</i>	Contribution à la réforme de la réglementation des services essentiels (eau, télécommunications, services financiers et énergie)	L'OCDE et la Banque mondiale ont organisé et financé la réunion conjointement.
Atelier sur l'enseignement supérieur transnational, septembre 2006.	Publication de la Banque mondiale comportant des chapitres établis par l'OCDE (EDU et Échanges).	Publication réalisée en collaboration avec la Banque mondiale.
2007-08		
Novembre 2007 : Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, à Paris : examen des résultats du projet P3A (appui à l'agriculture africaine) dans le contexte de l'édition 2007-2008 du <i>Rapport sur le développement dans le monde</i> de la Banque mondiale, axée sur l'agriculture. Examens des politiques agricoles de l'OCDE par pays.	Comme en 2005-06. Effectués en collaboration avec le gouvernement du pays visé, les examens de l'OCDE fournissent une analyse et une évaluation complètes des politiques agricoles, en particulier des estimations internationalement reconnues des niveaux et de la composition du soutien.	Comme en 2005-06.
Projet pilote de promotion des échanges de services dans la région MENA. Lieu et date des événements à déterminer.	Le projet pilote permettra de soutenir les réformes des échanges de services dans quatre pays (Égypte, Jordanie, Liban et Maroc) et dans trois secteurs (télécommunications, transports et services financiers), en cherchant à : 1. présenter aux pays des possibilités concrètes de stratégies de réforme et de libéralisation des échanges de services ; 2. accroître la capacité des pays à concevoir et à appliquer les réformes ; et	La Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE se charge de la gestion du projet qui bénéficie d'importantes contributions du Bureau de l'économiste en chef pour la région MENA ainsi que du département du commerce de la Banque mondiale. D'autres institutions internationales et régionales comme l'ERF (<i>Economic Research Forum</i>), la CNUCED, la CESAO, l'Institut de la Méditerranée (FEMISE) et le Conseil supérieur de la recherche scientifique de Jordanie participeront au projet par des travaux de fond et des contributions administratives.

	3. renforcer les travaux d'analyse et les institutions au niveau régional pour aider les pays et les régions à engager de tels travaux.	
Sixième réunion des experts des services, Paris, février 2007, et publication conjointe sur la réglementation intérieure des services professionnels.	Connaissance approfondie des principaux enjeux de la libéralisation des échanges parmi les négociateurs et les responsables de la réglementation.	L'OCDE et la Banque mondiale organiseront et financeront la réunion conjointement.

POLITIQUE ET ADMINISTRATION FISCALES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Amélioration du site Internet du Dialogue fiscal international (activité permanente).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des questions de politique et d'administration fiscales par les pays membres et non membres.	Le Dialogue fiscal international est cofinancé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE ; son secrétariat est basé à l'OCDE.
Réseau sur les relations financières entre niveaux d'administration.	Produits statistiques et documents d'analyse.	La Banque mondiale participe aux réunions du Réseau.
2007-08		
Amélioration du site Internet du Dialogue fiscal international (activité permanente).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des questions de politique et d'administration fiscales par les pays membres et non membres.	Le Dialogue fiscal international est cofinancé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE ; son secrétariat est basé à l'OCDE.
Conférence du Dialogue fiscal international, Buenos Aires, 2007.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des questions de fiscalité des PME par les pays membres et non membres.	Le Dialogue fiscal international est cofinancé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE ; son secrétariat est basé à l'OCDE. Les apports intellectuels proviennent des trois organisations, et l'OCDE assume la majeure partie de l'administration.
Réseau sur les relations financières entre niveaux d'administration.	Produits statistiques et documents d'analyse.	La Banque mondiale participe aux réunions du Réseau.

INVESTISSEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Participation régulière de la Banque mondiale et de la SFI à des réunions de l'équipe spéciale qui a élaboré le Cadre d'action pour l'investissement entre mi-2004 et mars 2006, date de	La coopération entre la Banque mondiale et l'OCDE, notamment dans le contexte du Forum mondial de l'OCDE sur l'investissement international (FMII), vise à	La Banque mondiale co-parraine le FMII et apporte son soutien financier aux participants issus de pays en développement.

son achèvement pour la RCM de 2006.	approfondir et élargir les relations avec de nombreux pays non membres de l'OCDE et avec d'autres parties prenantes en tirant parti du vaste réseau dont dispose la Banque mondiale dans ces pays. Elle permettra une meilleure diffusion des compétences spécialisées de l'OCDE en matière de politique de l'investissement, en particulier dans les domaines qui exigent une coopération et des solutions internationales et se prêtent à des démarches d'apprentissage collégial.	
Forum mondial de l'OCDE sur l'investissement international – Initiative de l'OCDE pour un investissement au service du développement : mettre en pratique le cadre d'action pour l'investissement, Rio de Janeiro (Brésil), 25-27 octobre 2005. Manifestation annexe conjointe Banque mondiale/OCDE, le 28 octobre 2005, sur le thème du commerce au service du développement.		
Symposium multipartite OCDE-Chine sur les politiques chinoises à l'égard des fusions et acquisitions transfrontières, Beijing, décembre 2006.		Le Symposium multipartite OCDE-Chine a été coprésidé par la Banque mondiale.
Participation de la Banque mondiale à la réunion du Comité de l'investissement qui s'est tenue les 11 et 12 septembre 2006 au siège de l'OCDE (Paris).		Banque mondiale/SFI : Michael Klein, Vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour le développement du secteur privé et Économiste en chef de la SFI, a présenté au Comité de l'investissement les travaux pertinents de la Banque mondiale.
Forum mondial de l'OCDE sur l'investissement international – Améliorer le climat de l'investissement : le cas des infrastructures, Istanbul (Turquie), 6 et 7 novembre 2006.		

2007-08		
L'implication de la Banque mondiale dans les forums mondiaux se poursuivra en 2007 et 2008 ; le FMII 2007 devrait se tenir à Paris.	Les FMII futurs seront axés sur la mise en œuvre du Cadre d'action pour l'investissement, ainsi que sur la nécessité d'insister, dans les actions en cours, sur l'importance du renforcement et de l'amélioration des investissements, et sur l'importance du secteur privé en tant que soutien des mesures de développement dans l'ensemble des pays.	

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau anti-corruption pour les économies en transition (Réunion générale, mai 2005, Istanbul) et Plan d'action d'Istanbul pour la lutte anticorruption.	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des expériences des économies en transition de l'Europe centrale/orientale/méridionale, du Caucase et d'Asie centrale en matière de pratiques optimales ; coordination des activités et priorités futures. - Examen par les pairs du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption dans les pays de l'ex-Union soviétique et adoption des recommandations par pays. Surveillance par les pairs de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations. 	La Banque mondiale a apporté ses connaissances spécialisées au suivi par pays, notamment lors des visites sur le terrain.
La Banque mondiale, en tant qu'observateur auprès de l'Initiative BAD-OCDE de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique, fournit ses connaissances spécialisées en matière de politiques anticorruption.	Renforcement des programmes de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption au niveau national.	Non disponible.
Amérique latine : séminaire de formation à la lutte contre la corruption pour les procureurs et enquêteurs latino-américains, Buenos Aires (Argentine), décembre 2005 ; conférence et réunion technique sur la détection des faits de corruption, les enquêtes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en commun des expériences des experts régionaux en matière d'application de la législation en vigueur pour lutter contre la corruption. 2. Mise au point de moyens susceptibles de renforcer le 	L'OCDE organise les événements ; la Banque interaméricaine de développement (BID) apporte ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; l'OCDE et la BID assurent la publication des comptes rendus ; l'OEA et l'Office des Nations Unies

et les poursuites, Santiago du Chili, septembre 2006.	dialogue entre experts et de créer des réseaux. 3. Publication de comptes rendus des manifestations, dans le but de mieux faire connaître et stimuler les actions futures visant à mettre en œuvre les Conventions applicables.	contre la drogue et le crime apportent leurs connaissances spécialisées et prennent part aux événements. La Banque mondiale y participe également.
2007-08		
Réseau anti-corruption pour les économies en transition d'Europe orientale et d'Asie centrale (Réunion générale, mai 2007, lieu à déterminer).	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des expériences des économies en transition de l'Europe centrale/orientale/méridionale, du Caucase et d'Asie centrale en matière de pratiques optimales ; coordination des activités et priorités futures. - Examen par les pairs du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption dans les pays de l'ex-Union soviétique et adoption des recommandations par pays. Surveillance par les pairs de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations. 	À déterminer.
Initiative de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique.	Renforcement des programmes de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption au niveau national.	À déterminer.
Amérique latine : application et mise en œuvre des Conventions anticorruption (une ou deux réunions régionales à haut niveau, ainsi que deux réunions techniques visant à prolonger l'application et la mise en œuvre des Conventions régionales et internationales (dates et lieux à déterminer)).	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en commun des expériences des experts régionaux en matière d'application de la législation en vigueur pour lutter contre la corruption. 2. Mise au point de moyens susceptibles de renforcer le dialogue entre experts et de créer des réseaux. 3. Publication de comptes rendus des manifestations, dans le but de mieux faire connaître et stimuler les actions futures visant à mettre en œuvre les Conventions applicables. 	L'OCDE continuera d'organiser les événements ; la Banque interaméricaine de développement apportera ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; la possibilité d'une implication plus forte de l'OEA et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sera étudié. Les relations avec la Banque mondiale pourraient être étoffées.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La Banque mondiale a le statut d'observateur auprès du Groupe de direction sur le gouvernement d'entreprise, et du Groupe de travail de l'OCDE sur la privatisation et le gouvernement d'entreprise des actifs appartenant à l'État ; le Groupe Banque mondiale (dont la SFI) est également un partenaire dans tous les travaux relatifs aux Relations mondiales (série de rapports sur la mise en œuvre du gouvernement d'entreprise dans quelques pays et régions dans le monde entier).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques, et des livres blancs des Tables rondes régionales OCDE dans les pays membres et non membres. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques pour définir et mettre en œuvre des réformes et des améliorations du gouvernement d'entreprise.	L'OCDE a élaboré les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques, et une méthodologie pour réaliser les évaluations par pays du gouvernement d'entreprise ; la Banque mondiale évalue la mise en œuvre des Principes par les pays à travers son Rapport sur l'observation des normes et codes (RONC – 50 évaluations réalisées à la fin de 2006) ; à l'avenir, tous les RONC utiliseront la méthodologie de l'OCDE. La Banque et la SFI participent activement à toutes les activités de l'OCDE avec les non-membres visant à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Ces travaux sont aussi menés en étroite coopération avec le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, qui est rattaché à la SFI et partiellement financé par elle.
Le Forum sur le régime des faillites en Asie bénéficie en permanence de la coopération de la Banque mondiale.	Les activités sur les faillites réalisées au niveau mondial par la Banque mondiale contribuent à la formulation de recommandations sur les politiques à mener dans le cadre du Forum sur le régime des faillites en Asie.	Le Forum sur le régime des faillites en Asie utilise les Principes régissant le traitement de l'insolvabilité et la protection des droits des créanciers de la Banque mondiale comme référence pour ses travaux.
2007-08		
La Banque mondiale a le statut d'observateur auprès du Groupe de direction sur le gouvernement d'entreprise, et du Groupe de travail de l'OCDE sur la privatisation et le gouvernement d'entreprise des actifs appartenant à l'État ; le Groupe Banque mondiale (dont la SFI) est également un partenaire dans tous les travaux relatifs aux Relations mondiales. La Banque mondiale utilise les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE et les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques comme base pour ses évaluations par pays du	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques, et des livres blancs des Tables rondes régionales OCDE dans les pays membres et non membres. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques pour définir et mettre en œuvre des réformes et des améliorations du gouvernement	L'OCDE a élaboré les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques, et une méthodologie pour réaliser les évaluations par pays du gouvernement d'entreprise ; la Banque mondiale évalue la mise en œuvre des Principes par les pays à travers son Rapport sur l'observation des normes et codes (RONC – 50 évaluations réalisées à la fin de 2006) ; à l'avenir, tous les RONC utiliseront la méthodologie de l'OCDE. La Banque et la SFI participent activement à toutes les activités de l'OCDE avec les non-membres visant à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des

gouvernement d'entreprise.	d'entreprise.	politiques. Ces travaux sont aussi menés en étroite coopération avec le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, qui est rattaché à la SFI et partiellement financé par elle.
Le Forum sur le régime des faillites en Asie bénéficie en permanence de la coopération de la Banque mondiale.	Les activités sur les faillites réalisées au niveau mondial par la Banque mondiale contribuent à la formulation de recommandations sur les politiques à mener dans le cadre du Forum sur le régime des faillites en Asie.	Le Forum sur le régime des faillites en Asie utilise les Principes régissant le traitement de l'insolvabilité et la protection des droits des créanciers de la Banque mondiale comme référence pour ses travaux.

AFFAIRES FINANCIÈRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La Banque mondiale a co-organisé avec l'OCDE le Forum mondial annuel OCDE/Banque mondiale sur les marchés d'obligations (mai 2005), et le Forum mondial OCDE/Banque mondiale/FMI sur les marchés d'obligations (mai 2006). Les deux réunions se sont tenues à Washington sous l'égide du Groupe de travail de l'OCDE sur la gestion de la dette.	Partage avec les économies de marché émergentes des dernières nouveautés des marchés obligataires mondiaux et d'informations sur les politiques, les techniques et les expériences dans ce domaine.	Organisateur principal des événements, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. La Banque mondiale fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.
Le Forum mondial annuel de l'OCDE sur la gestion de la dette publique et les marchés naissants de titres d'État, organisé en décembre 2005 et 2006 à Amsterdam, a bénéficié de contributions substantielles de la Banque mondiale. Les réunions se sont tenues sous l'égide du Groupe de travail de l'OCDE sur la gestion de la dette.	Partage avec les économies de marché émergentes des dernières nouveautés en matière de gestion de la dette publique, y compris d'opérations des marchés primaire et secondaire de pays membres de l'OCDE, ainsi que diffusion de cas nationaux et de pratiques optimales (ou recommandées) dans ce domaine.	Organisateur principal des événements, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. La Banque mondiale fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.
La Banque mondiale a activement soutenu le 1 ^{er} Forum africain de l'OCDE sur la gestion de la dette publique, qui s'est tenu en décembre 2006 à Amsterdam.	Mise en commun par les gestionnaires africains de la dette et leurs homologues des pays membres et non membres de l'OCDE d'informations sur la gestion de la dette publique, y compris sur le développement des marchés africains de valeurs, ainsi que diffusion de cas nationaux et de pratiques optimales (ou recommandées) dans ce domaine.	Organisateur principal de l'événement, l'OCDE leur a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. La Banque mondiale fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.

<p>Projet OCDE/Banque mondiale sur la performance financière des fonds de pension à gestion privée.</p> <p>Le principal objectif du projet est de produire une étude qui offrira des comparaisons internationales de la performance financière des fonds de pension à gestion privée (tant obligatoires que facultatifs) en Amérique latine, en Europe centrale et orientale, et dans certains pays de l'OCDE.</p>	<p>Production d'une série de documents de recherche et d'une base de données sur les performances, organisation d'une conférence conjointe et publication par la Banque mondiale et l'OCDE des principales conclusions de ces recherches.</p>	<p>L'OCDE sera chargée de la collecte et de l'évaluation des données, de décrire les différents systèmes de pensions privées, et de coordonner et alimenter en éléments de recherche les différentes parties de l'étude.</p> <p>L'OCDE et la Banque mondiale gèreront le projet conjointement ; le travail sera réparti de façon égale.</p> <p>Enfin, l'OCDE et la Banque mondiale sélectionneront les consultants chargés de fournir les rapports de recherche destinés aux différentes parties de l'étude.</p>
2007-08		
<p>La Banque mondiale co-organisera en mai/juin 2007 le Forum mondial annuel OCDE/Banque mondiale/FMI sur les marchés d'obligations.</p>	<p>Partage avec les économies de marché émergentes des dernières nouveautés des marchés obligataires mondiaux et d'informations sur les politiques, les techniques et les expériences dans ce domaine.</p>	<p>Organisateur principal de l'événement, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. La Banque mondiale fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.</p>
<p>La Banque mondiale apportera son soutien au 2^e Forum africain de l'OCDE sur la gestion de la dette publique qui sera organisé en décembre 2007.</p>	<p>Mise en commun par les gestionnaires africains de la dette et leurs homologues des pays membres et non membres de l'OCDE d'informations sur la gestion de la dette publique, y compris sur le développement des marchés africains de valeurs, ainsi que diffusion de cas nationaux et de pratiques optimales (ou recommandées) dans ce domaine.</p>	<p>De nouvel organisateur principal de l'événement, l'OCDE apporterait aussi les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. La Banque mondiale fournirait des informations sur son expérience avec les économies en développement.</p>
<p>Projet OCDE/Banque mondiale sur la performance financière des fonds de pension à gestion privée (continuation en 2007).</p>		

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>La coopération avec la Banque mondiale dans le cadre de <i>l'Initiative pour la bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes (GfD)</i> : Participation de représentants de haut niveau de la</p>	<p>La participation de la Banque mondiale au dialogue régional sur les politiques dans le cadre de l'Initiative GfD a permis de déterminer de concert les problèmes de gouvernance communs à l'échelon régional, de</p>	<p>La Banque mondiale participe par le biais d'exposés thématiques aux réunions et au dialogue sur les politiques au niveau régional.</p>

Banque mondiale au dialogue sur les politiques au niveau régional par leur présence aux réunions des groupes de travail et aux séminaires visant à renforcer les capacités régionales.	confronter les approches novatrices pour la mise en œuvre des réformes du secteur public, d'œuvrer à la définition de normes, références et mécanismes régionaux communs, de suivre les progrès de la réforme au niveau national et d'identifier les nouveaux défis communs. L'Initiative GfD a aussi facilité les partenariats et la coopération dans le cadre des projets relatifs à la gouvernance au niveau régional et national en rattachant les plans de réforme des pays arabes aux donateurs multilatéraux.	
Coopération avec la Banque mondiale dans le domaine de la Gestion et performance du secteur public.	1. Rapport conjoint sur la participation des responsables politiques aux Décisions concernant les effectifs de la haute fonction publique. 2. Panorama des administrations, premier document de travail.	Coopération technique et préparation du document de travail conjointement avec la Banque mondiale.
Projet A (Banque mondiale) : Rapport sur la responsabilité sociale.	Impacts prévisibles sur l'élaboration des politiques, en particulier comment la coopération avec les OI permettra d'atteindre ces résultats. Ces travaux permettront de compléter les recherches dans ce domaine déjà menées par la Banque mondiale et constituent l'un des principaux éléments pour les travaux futurs sur le processus d'élaboration des politiques ouvert et inclusif qui est un programme horizontal faisant intervenir l'ensemble de la Direction GOV (priorité identifiée à la réunion ministérielle GOV à Rotterdam, en novembre dernier).	L'OCDE a effectué un inventaire et une sélection de cas intéressants de responsabilité sociale dans l'ensemble des pays de l'OCDE tandis que la Banque mondiale a réalisé la même tâche pour les pays non membres. Il s'agit là d'un exemple important de complémentarité, d'échange d'informations et de convergence d'intérêt entre deux organisations internationales.
2007-08		
Coopération avec la Banque mondiale dans le cadre de la <i>Bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> .	Coopération accrue avec la Banque mondiale.	Le dialogue régional sur les politiques dans le cadre de la Bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes a produit de nombreuses idées pour une coopération plus intense avec la Banque mondiale et s'est révélé bénéfique pour la mise en œuvre de leurs principaux programmes.

Poursuite de la coopération technique avec la Banque mondiale dans le domaine de la Gestion et performance du secteur public.	Panorama des administrations, deuxième document de travail en préparation.	Coopération technique et préparation du document de travail conjointement avec la Banque mondiale.
Projet B : Évaluation de l'impact des applications des TIC dans le secteur public dans les pays en développement.	Ces travaux permettront de créer un cadre et fourniront une première série de données pour analyser l'impact des applications des TIC et de l'administration électronique. S'il concerne plus particulièrement les pays en développement, le cadre conceptuel peut être réutilisé dans le contexte de l'OCDE.	L'OCDE a fait office de pair examinateur pour la planification conceptuelle et méthodologique de ce projet de la Banque mondiale.

SIGMA		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Conférence multi-pays sur les « Problèmes posés par la gestion des dépenses publiques dans les pays ECA/PSRP » (Varsovie, 7-9 février 2005).	Coordination accrue des donneurs pour l'aide aux nouveaux États membres de l'UE dans le domaine de la gestion des dépenses publiques.	Conférence organisée par la Banque mondiale, avec la participation de SIGMA.
Serbie : a) Collaboration pour la préparation des mandat et plan d'action pour l'examen du processus de dotation en personnel (février 2005). b) Réunions sur le décret pour la classification des fonctionnaire et les instructions pour la mise en œuvre du décret (Belgrade, 18 novembre 2005). c) Réunion sur la réforme de l'administration publique et le développement de la fonction publique (Belgrade, 22 novembre 2006).	Coordination des mesures de réforme visant à mettre en œuvre le cadre de droit administratif en Serbie.	Dans le cadre du projet SIGMA sur la réforme de l'administration publique et le développement de la fonction publique en Serbie : a) SIGMA a communiqué à la Banque mondiale ses commentaires sur le mandat et le plan d'action plan pour l'examen du processus de dotation en personnel, préparé par le Ministère de l'administration publique et de l'autonomie locale. b) SIGMA et la Banque mondiale ont participé à une réunion avec le Service législatif serbe. c) SIGMA, la Banque mondiale et la Délégation de la CE à Belgrade ont participé à la réunion.
Réunion annuelle des Points de contact nationaux pour le jumelage et renforcement des institutions) (Bruxelles, 3 mars 2005).	Complémentarité et coordination accrues entre SIGMA (approche horizontale) et le jumelage (approche verticale) dans les pays candidats à l'UE.	SIGMA a participé et organisé la participation des Points de contact nationaux de Bulgarie, Croatie, Roumanie et Turquie, ainsi que du représentant de la Banque mondiale, à la réunion de la Commission européenne.

Albanie : Atelier sur les « Structures et procédures pour gérer le processus d'intégration européenne » (Tirana, 12-13 décembre 2005).	Renforcement de la capacité de l'Albanie à coordonner le processus d'intégration européenne ; coordination accrue des donateurs en Albanie.	SIGMA a organisé l'atelier, auquel a participé le représentant de la Banque mondiale.
Roumanie : a) Atelier sur la décentralisation (Bucarest, 20 février 2006). b) Commentaires sur la proposition de réformer le système de rémunération de la fonction publique.	Coordination accrue des donateurs pour l'aide à la réforme de l'administration publique en Roumanie.	a) La Banque mondiale a organisé l'atelier ; SIGMA a présenté une communication. b) SIGMA a examiné la proposition de DAI (société de conseils privée sous contrat avec la Banque mondiale) dans le cadre du projet SIGMA sur le développement de la fonction publique en Roumanie.
Réunion sur l'étude comparative sur les capacités administratives dans l'UE (Bratislava, 5-7 septembre 2006).	Coordination accrue des donateurs pour l'aide à la réforme de l'administration publique dans les nouveaux États Membres de l'UE.	La Banque mondiale a organisé la réunion, à laquelle SIGMA a participé.
Bosnie-Herzégovine : Rédaction de la loi cadre sur l'audit interne en Bosnie-Herzégovine (juillet-novembre 2006).	Coordination accrue des donateurs pour l'aide à l'audit interne en Bosnie-Herzégovine.	Sous l'égide de la Banque mondiale, SIGMA a collaboré avec la Bosnie-Herzégovine au processus d'élaboration de la loi.
Turquie : Réunion sur la mise en œuvre du cadre juridique pour la gestion et le contrôle des finances publiques (Ankara, 1 ^{er} décembre 2006).	Dialogue accru entre les donateurs à l'appui du développement de la gestion et du contrôle des finances publiques en Turquie.	Dans le cadre du projet SIGMA sur la réforme de l'administration publique en Turquie, une réunion a été organisée avec le représentant de la Banque mondiale à Ankara.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
« L'évaluation environnementale stratégique : Guide de bonnes pratiques dans le domaine de la coopération pour le développement » (publié dans la série des <i>Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD</i> en 2006).	Mise en œuvre harmonisée par les organismes de coopération pour le développement d'approches fondées sur les évaluations environnementales stratégiques, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux.

Orientations à l'intention des donateurs visant à promouvoir une croissance pro-pauvres : les infrastructures.	Sensibiliser davantage les donateurs à l'importance du rythme et des modalités de croissance pour la réduction de la pauvreté et à l'influence des infrastructures sur la mise en place d'une croissance à assise large ou étroite, et qui inclut plus ou moins les plus démunis.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux.
Mise au point d'un instrument d'évaluation d'impact sur la pauvreté.	Aider les donateurs à prendre des décisions plus éclairées sur les programmes d'aide au développement en leur permettant de réaliser des évaluations préalables des impacts d'un projet portant sur la réduction de la pauvreté.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux.
Conférence sur les nouveaux donateurs de la communauté mondiale du développement, Moscou, avril 2006.	Attirer l'attention sur l'arrivée de nouveaux donateurs et recommander le renforcement de la coordination et l'amélioration de la coopération et de la mise en commun des informations. Reconnaître le rôle de facilitateur de l'OCDE/du CAD dans ces débats.	La Banque mondiale et la DCD ont établi conjointement le programme de fond de cette conférence qui a eu lieu sous l'égide de la Présidence russe du G8.
Étude pilote sur l'aide au développement apportée par les économies émergentes et en transition.	Accroître l'offre d'informations quantitatives et qualitatives sur le financement du développement par les économies émergentes et en transition qui ne rendent pas encore compte au CAD.	Élaboration en collaboration avec la Banque mondiale d'un questionnaire qui a été diffusé conjointement avec le PNUD et le Secrétariat d'ECOSOC.
Consultation conjointe sur les rapports du CAD et de la Banque mondiale consacrés au renforcement des capacités (mars 2006 ; au Ghana, au Kenya, en Éthiopie, au Sénégal, au Burkina Faso, au Bénin, en Mauritanie, à Paris, en Côte d'Ivoire).	Évaluation de l'impact de ces rapports en vue d'améliorer la qualité des travaux dans ce domaine.	Consultation conjointe.
Séminaire avec la Banque mondiale intitulé « Présentation sur la valeur de la gouvernance » avec Daniel Kaufmann de l'Institut de la Banque mondiale (OCDE, 26 septembre 2006).	Présentation sur la valeur de la gouvernance et présentation de la nouvelle stratégie de la Banque mondiale en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption afin de développer les activités communes entre la Banque mondiale et le CAD dans ce domaine.	Séminaire conjoint.
<i>Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement dans les États fragiles</i> (co-organisé par la CE, l'OCDE, le PNUD et la Banque	Lancement du processus de rédaction des <i>Principes du CAD pour l'engagement international dans les États fragiles et les</i>	Organisation conjointe.

mondiale ; janvier 2005, Londres).	<i>situations précaires</i> . Ces Principes ont été depuis développés et expérimentés dans neuf pays, et ont suscité une évolution des mentalités chez les spécialistes et les responsables de l'élaboration des politiques. Ils seront présentés à la réunion à haut niveau de 2007.	
Consultation sur l'égalité homme/femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement, et sur les enseignements tirés dans ce domaine (29 novembre 2006, Paris)	Contribution à la révision des <i>Lignes directrices du CAD pour l'égalité homme/femme et le renforcement du pouvoir des femmes</i> et au Rapport de suivi mondial.	Consultation conjointe.
Consultations sur « Égalité hommes-femmes pour une économie intelligente, un plan d'action de la Banque mondiale ». (16 février 2006, Washington ; 17 mars et 12 mai 2006, Paris).	Amélioration de la compréhension et de la gestion collectives des problèmes complexes de développement et de leurs répercussions mondiales par des approches stratégiques coordonnées de la communauté des donateurs en matière d'intégration de la question de l'égalité des sexes dans le processus de croissance et de développement.	Le GENDERNET a co-parrainé la première consultation en février et a accueilli deux autres consultations à Paris.
Examens par les pairs de pays membres du CAD.	Amélioration des documents produits lors des examens par les pairs grâce à des informations de meilleure qualité et plus exhaustifs sur les efforts déployés par les membres du CAD sur le terrain.	Consultations régulières à l'échelon local dans le contexte des examens des capacités et des efforts sur le terrain des membres du CAD.
Réunions du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT).	Travaux en cours du Groupe de travail.	En tant qu'observateur auprès du GT-STAT, la Banque mondiale collabore avec les membres du Groupe de travail et le Secrétariat.
Contact permanent avec le GT-STAT.	Contribution aux Indicateurs du développement dans le monde, au Financement du développement dans le monde et à d'autres publications.	DCD/STAT fournit à la Banque mondiale les données utiles à ces travaux.
Forum mondial sur le développement - Atelier d'orientation sur les programmes mondiaux et la Déclaration de Paris (Paris, 4-5 décembre 2006).	Meilleure compréhension et plus grande concertation au sein du système international d'aide sur l'évolution des rôles respectifs des instances bilatérales et multilatérales et des modes de financement du secteur multilatéral.	La DCD était responsable de l'organisation et de l'accueil de cette réunion, à laquelle la Banque mondiale était chargée d'apporter des contributions de fond.
Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide et les pratiques des donateurs (GT-EFF).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les	La Banque mondiale est membre du Bureau du GT-EFF. Elle a rejoint le Comité de pilotage du Forum à haut niveau de Paris. Elle participe aux réunions des activités conjointes du

	processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	GT-EFF sur la gestion au service des résultats et la passation des marchés.
Ateliers régionaux visant à faire connaître la Déclaration de Paris (Entebbe/novembre 2005, Bamako/mars 2006, Santa Cruz (Bolivie)/octobre 2006, Manille/octobre 2006).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque mondiale a rejoint ces quatre ateliers régionaux en tant que co-parrain et a apporté de précieuses contributions aux réunions.
2007-08		
Document sur les pratiques optimales en matière de protection sociale, de politique sociale et de réduction de la pauvreté.	Document sur les pratiques optimales en matière de protection sociale, de politique sociale et de réduction de la pauvreté.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux (avec le PNUD et l'OIT).
Étude pilote sur l'aide au développement apportée par les économies émergentes et en transition.	Accroître l'offre d'informations quantitatives et qualitatives sur le financement du développement par les économies émergentes et en transition qui ne rendent pas encore compte au CAD.	Collaboration dans le traitement analytique des résultats du questionnaire.
Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT).	Travaux en cours du Groupe de travail.	En tant qu'observateur auprès du GT-STAT, la Banque mondiale poursuivra sa collaboration avec les membres du Groupe de travail et le Secrétariat.
Contact permanent avec le GT-STAT.	Contribution aux Indicateurs du développement dans le monde, au Financement du développement dans le monde et à d'autres publications.	DCD/STAT fournira à la Banque mondiale les données utiles à ces travaux.
Troisième forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, septembre 2008).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque mondiale sera un membre du Comité de pilotage du 3 ^e Forum à haut niveau qui sera accueilli par le CAD, d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux, et des pays partenaires.

PARIS 21

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Outils et méthodes pour l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS). - Manuel sur l'intégration du	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 fournit le cadre et apporte une contribution intellectuelle à l'orientation méthodologique ; la Banque mondiale dispense ses propres conseils et enseignements.

<p>développement de la statistique sectorielle dans les SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document sur des aspects spécifiques de la conception et de la mise en œuvre des SNDS. - Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique. 		
<p>Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne. - Rapport mondial sur l'état d'avancement des SNDS. 	<p>Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.</p>	<p>La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et la Banque mondiale fournit des informations sur ses programmes. La DCD/P21 et la Banque mondiale recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.</p>
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie centrale (mai 2006, Bishkek). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie du Sud-Est (juin 2006, Bangkok). - Deuxième Forum sur le développement de la statistique en Afrique (février 2006, Addis-Abeba). - Atelier PARIS21/Banque mondiale sur les SNDS dans les pays d'Amérique centrale (mars 2005, Guatemala). - Atelier d'évaluation des SNDS dans les pays d'Amérique centrale (juin 2005, Antigua). - Atelier régional sur les SNDS dans les pays d'Amérique centrale (octobre 2005, San Salvador). 	<p>Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.</p>	<p>La DCD/P21 co-organise ces manifestations et fournit l'orientation méthodologique. La Banque mondiale fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Atelier régional sur l'établissement de plans d'action en matière de SNDS dans les pays d'Amérique centrale (mars 2006, Panama). - Réunion de présentation des SNDS des pays d'Amérique centrale à États-Unis la communauté internationale (Guatemala, septembre 2006). 		
2007-08		
<p>Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement statistique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport mondial sur l'état d'avancement des SNDS. 	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 et la Banque mondiale recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 dirige ce programme de soutien et fournit des conseils méthodologiques. La Banque mondiale fait part de ses enseignements aux pays participants et contribue au suivi.
Réseau international pour les enquêtes auprès des ménages.	Coordination de la planification des enquêtes, harmonisation des méthodes et des instruments d'enquête.	La DCD/P21 coordonne les activités du Réseau et la Banque mondiale participe à leur mise en œuvre.
Mise en œuvre du Programme accéléré de données dans quelques pays pilotes.	Politiques plus avisées grâce à l'utilisation des données issues des enquêtes et à l'amélioration des méthodes de collecte.	La DCD/P21 coordonne les activités du Programme accéléré de données et la Banque mondiale contribue à leur mise en œuvre.

FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>- 4^e réunion du FPA : Abuja (Nigeria), 9-10 avril 2005.</p> <p>- 5^e réunion du FPA : Londres (Angleterre), 4-5 octobre 2005.</p> <p>- 6^e réunion du FPA : Maputo (Mozambique), 4-5 mai 2006.</p> <p>- 7^e réunion du FPA : Moscou (Russie), 26-27 octobre 2006.</p>	<p>- Amélioration des perspectives de croissance et de développement des pays africains par un suivi plus efficace de leurs performances et de celles de leurs partenaires en développement.</p> <p>- Débats et concertations efficaces en vue de parvenir à un accord sur les politiques et le programme d'action dans les différents pays d'Afrique, et d'orienter la suite des travaux du FPA et de ceux de l'Unité de soutien.</p>	<p>- La Banque mondiale participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue.</p> <p>- Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, en coopération avec le NEPAD, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement, dont la Banque mondiale) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements pris par l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.</p>
2007-08		
<p>- 8^e réunion du FPA : Berlin (Allemagne), 23-24 mai 2007.</p> <p>- 9^e réunion du FPA : lieu (très probablement en Afrique, fin 2007).</p> <p>- 10^e réunion du FPA : Tokyo (Japon) (printemps 2008, à confirmer).</p> <p>- 11^e réunion du FPA : lieu (très probablement en Afrique) et date (automne 2008, à confirmer).</p>	<p>- Analyse des enjeux politiques et des stratégies afin d'élaborer un processus de suivi pragmatique et fondé sur des données probantes, en collaboration avec le NEPAD, la Banque mondiale et d'autres grands organismes multilatéraux africains d'aide au développement (échéance : 2008).</p> <p>- Élaboration d'un dispositif de suivi permettant d'évaluer la mise en œuvre par les États africains et leurs partenaires en développement de leurs engagements (en cours).</p>	<p>- La Banque mondiale participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue.</p> <p>- Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, en coopération avec le NEPAD, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement, dont la Banque mondiale) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements pris par l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.</p>

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Étude sur l'étendue, les limites et les mesures prises par les pouvoirs publics en matière d'assurance santé	Rédaction de lignes directrices visant à élargir l'offre de solutions de financement de la santé dans les	<p>Banque mondiale : organisation du projet.</p> <p>Centre de développement de l'OCDE :</p>

privée dans les pays à revenu faible et intermédiaire (avril 2005) dans le cadre des travaux de la Banque mondiale sur le financement des soins de santé (Santé, nutrition et population). Présentation lors de la <i>Wharton Impact Conference</i> sur la couverture maladie facultative dans les pays en développement, 15-16 mars 2005, et publication sous forme de chapitre de « <i>Private Voluntary Health Insurance in Development : Friend or Foe</i> » (décembre 2006).	pays en développement.	réalisation de l'étude de départ.
Atelier d'orientation sur les programmes mondiaux et le Programme d'action de Paris, dans le cadre du Forum mondial de l'OCDE sur le développement (Paris, 5 décembre 2006).	Présentation de lignes directrices sur les pratiques optimales lors de la réunion plénière du Forum mondial sur le développement (3 avril 2007) ; ces lignes directrices seront mises à l'essai dans le cadre de plusieurs études de cas.	Manifestation organisée conjointement avec la Banque mondiale et la DCD.
Utilisation de l'étude de cas de DEV sur le Ghana comme contribution à la synthèse sur l'intégration des programmes mondiaux aux programmes nationaux pilotés par les pays eux-mêmes.	Utilisation de la synthèse comme contribution au Forum mondial sur le développement (Atelier d'orientation, 5 décembre 2006). Servira de contribution à la réunion plénière du Forum (3 avril 2007).	DEV a rédigé l'une des huit études de cas du rapport de synthèse.
Conférence DEV-Banque mondiale sur les interactions positives et négatives de la réduction de la pauvreté et de la croissance, avec la participation du Secrétaire général de l'OCDE et du Vice-président (Amérique latine et Caraïbes) de la Banque mondiale, Paris, 23 octobre 2006.	Amélioration de la sensibilisation des pays membres et du personnel de l'OCDE aux enjeux de développement de l'Amérique latine. Examens par les pairs des recherches menées par le Centre de développement et le Bureau de l'économiste en chef (Amérique latine) de la Banque mondiale.	DEV et le Bureau du Secrétaire général ont organisé cette manifestation et DEV s'emploie à structurer la collaboration avec le Bureau de l'économiste (Amérique latine) de la Banque mondiale.
Présentation du rapport des Perspectives économiques en Afrique de l'OCDE/BAD à Washington DC, 22 mai 2006.	Mise à la disposition des chercheurs d'un instrument de suivi leur permettant de mieux comprendre l'évolution économique et sociale des pays d'Afrique et leurs perspectives à court terme.	Manifestation organisée par la Banque mondiale. La Banque mondiale a transmis à DEV des données (telles que les prix des produits de base) nécessaires à la rédaction des Perspectives économiques en Afrique.
Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, Tokyo, 29-30 mai 2006.	Mise en lumière de deux thèmes d'actualité en Afrique en 2005-2006 : 1) les répercussions de la Chine et de l'Inde sur les perspectives africaines de développement et 2) les perspectives économiques globales des économies africaines.	Manifestation organisée par la Banque mondiale. DEV a organisé deux sessions auxquelles il a également contribué.

Atelier international sur le Dialogue public-privé dans les pays en développement, organisé par la Banque mondiale/SFI et le DFID avec le Centre de développement de l'OCDE (Banque mondiale - Paris, 1 ^{er} -2 février 2006).	Charte du dialogue public-privé, Manuel du dialogue public-privé, liste de pratiques optimales (en anglais seulement) : www.publicprivatedialogue.org .	DEV a envoyé deux orateurs principaux à la session d'ouverture, a présenté un document et a organisé une session sur le dialogue public-privé dans les échanges agricoles mondiaux avec la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA).
« Écouter et rendre compte pour lutter contre la pauvreté », atelier organisé conjointement par la Banque mondiale, le DfID et l'OCDE (OCDE, Paris, 30-31 mars).	Amélioration de la sensibilisation à l'importance, pour le CAD, du programme sur la participation et la responsabilité.	DEV et la DCD ont participé à l'élaboration de l'ordre du jour, ont présidé ou animé des débats, et ont accueilli la réunion.
2007-08		
Partenariat et mise en commun d'informations concernant les enjeux de développement en Amérique latine. Ateliers conjoints à Paris et Madrid sur les envois de fonds. Présentation du rapport de la Banque mondiale intitulé « <i>Close to Home : The Development Impact of Remittances in Latin America</i> », février 2007. Réunions d'examen par les pairs de questions spécifiques telles que les envois de fonds ou les volets budgétaires et sociaux.	Amélioration de la sensibilisation des pays membres et du personnel de l'OCDE aux enjeux de développement de l'Amérique latine. Suivi de la qualité des travaux sur les envois de fonds et leurs volets budgétaires et sociaux. Échange d'informations et de bases de données. Les travaux conjoints sur les volets budgétaires et sociaux contribueront aux Perspectives économiques en Amérique latine 2007 et 2008.	DEV organisera les réunions à Paris et à Madrid en collaboration avec le ministère espagnol des Affaires étrangères, la Maison de l'Amérique Latine et le Bureau de Paris de la Banque mondiale. DEV réalisera des recherches indépendantes sur les volets budgétaires et sociaux en Amérique latine et examinera les travaux sur la croissance menés par le Bureau de l'économiste en chef (Amérique latine) de la Banque mondiale. La Banque mondiale passera en revue les travaux de DEV sur les envois de fonds et les volets budgétaires et sociaux à des fins de contrôle de la qualité.
Présentation du rapport des Perspectives économiques en Afrique à Washington et lors de la Conférence annuelle sur l'économie du développement.	Mise à la disposition des chercheurs d'un instrument de suivi leur permettant de mieux comprendre l'évolution économique et sociale des pays d'Afrique et leurs perspectives à court terme.	La Banque mondiale a transmis à DEV des données (telles que les prix des produits de base) nécessaires à la rédaction de ce rapport.
« La migration et le développement », conférence conjointe (lieu à confirmer, 29 mai 2007).	Amélioration de la gestion des migrations et de la promotion du développement en imbriquant davantage les politiques de migration et de développement.	Organisation et contribution conjointes.

CENTRE POUR LA COOPÉRATION AVEC LES NON-MEMBRES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Expérience de diverses formes de coopération renforcée avec la	Amélioration des synergies et utilisation plus efficiente des	Réunions d'examen et de planification périodiques entre le Secrétaire général

Banque mondiale et des banques régionales de développement.	ressources.	délégué et le vice-président de la Banque responsable des partenariats. La Banque finance certains forums mondiaux afin d'encourager la participation des pays en développement.
2007-08		
Expérience de diverses formes de coopération renforcée avec la Banque mondiale et des banques régionales de développement.	Amélioration des synergies et utilisation plus efficiente des ressources.	Réunions d'examen et de planification périodiques entre le Secrétaire général délégué et le vice-président de la Banque responsable des partenariats. La Banque finance certains forums mondiaux afin d'encourager la participation des pays en développement.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Relations extérieures : coopération avec le Réseau parlementaire de la Banque mondiale pour les séminaires parlementaires à haut niveau.	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes. Renforcer la légitimité des messages de l'OCDE grâce aux relations avec les médias et les représentants de la société civile, des entreprises et des syndicats, de façon à optimiser l'aptitude de l'Organisation à participer à l'élaboration des politiques.	
Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
2007-08		
Stratégie et développement : coordination et consultations.	Des priorités stratégiques claires pour la communication externe et l'édition. Des outils de planification stratégique assurant une approche cohérente de la communication externe, tant pour les membres que pour le personnel du Secrétariat.	
Relations extérieures : coopération avec le Réseau parlementaire de la Banque mondiale pour les séminaires parlementaires à haut	Renforcer l'impact des analyses de politiques et des recommandations de l'OCDE auprès des leaders d'opinion et des décideurs	

niveau.	mondiaux, grâce à une couverture abondante et de qualité dans la presse internationale et l'organisation de grandes manifestations d'information du public au plus haut niveau dans les pays membres et leurs régions. Contribuer à une meilleure reconnaissance de la pertinence des travaux de l'OCDE dans les capitales, en fournissant aux délégations membres des informations actualisées axées sur leur pays.	
Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
Édition : accords de coédition ; événement de la Banque mondiale à Washington sur le thème Efficacité et édition.	Faire mieux connaître du public les recommandations de l'OCDE au moyen d'un programme d'édition de haute qualité, pertinent et actualisé. Mieux diffuser les publications et bases de données de l'OCDE. Améliorer les services statistiques pour renforcer la réputation de l'Organisation et atteindre de nouveaux publics. Développer des produits multilingues pour aider les pays membres à faire connaître les travaux de l'OCDE dans leurs capitales.	Présence du Directeur du marketing à la manifestation Efficacité et édition.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Deux événements au titre du dialogue mondial, fondés sur les analyses disponibles pour l'OCDE, et axés sur deux régions – l'Amérique centrale et du sud et l'Asie du Sud-Est – sur des sujets en rapport avec leurs priorités et leurs besoins respectifs, et présentant un intérêt pour le renforcement de la participation des pays au PDD et au système commercial multilatéral.</p> <p>Réunion régionale sur l'agriculture, les échanges et le développement dans les pays d'Asie du Sud-Est (Manille, 24-26 octobre 2005).</p> <p>Événement régional d'ouverture à Buenos Aires (10-11 octobre 2006).</p>	<p>Aider les gouvernements des pays en développement à mieux s'intégrer au système commercial multilatéral et à se doter des capacités institutionnelles nécessaires pour élaborer et appliquer des mesures intérieures et commerciales efficaces. Ce soutien leur permettra aussi de renforcer leurs capacités à participer plus pleinement au processus de négociation lui-même.</p>	<p>La BAD et la BID ont organisé conjointement les événements, présenté des exposés et pris en charge une partie des coûts.</p>

CENTRE DE POLITIQUE ET D'ADMINISTRATION FISCALES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Conférence fiscale internationale sur les transactions transfrontalières, organisée à New Delhi.</p> <p>Séminaire sur l'administration fiscale, organisé à Tokyo.</p>	<p>Renforcement de la coopération avec les pays membres de la BAD, et intensification du dialogue sur les questions fiscales entre les économies asiatiques non membres de l'OCDE et ses pays membres.</p>	<p>La BAD organise les ordres du jour et l'OCDE fournit des experts.</p>
2007-08		
<p>Conférence fiscale internationale à haut niveau, organisée à New Delhi.</p>	<p>Renforcement de la coopération avec l'Inde dans le cadre plus large du programme par pays du CPTA. Adhésion accrue aux normes internationales de l'OCDE fondées sur le Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune, et sur les Principes applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales.</p>	<p>La BAD fournit les installations et organise l'événement. L'OCDE fournit des experts pour les allocutions.</p>

Séminaire sur les normes fiscales internationales des prix de transfert (New Delhi).	Meilleure compréhension et meilleure acceptation des normes de l'OCDE par l'Inde.	La BAD organise l'ordre du jour et fournit les installations. L'OCDE fournit des experts.
--	---	---

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Initiative BAD-OCDE de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique :</p> <p>Réunions du Groupe de pilotage dans le but d'examiner l'avancement et d'inventorier les nouvelles mesures prioritaires au Viet Nam (avril 2005), en Chine (septembre 2005), aux Philippines (mai 2006) et en Thaïlande (novembre 2006).</p> <p>Conférence régionale en septembre 2005 (Chine) ; séminaires de renforcement des capacités sur les normes anticorruption (« Agir sur la corruption transnationale et nationale : répondre aux normes internationales de l'OCDE et des Nations Unies ») (février 2005, Pakistan), et de renforcement de l'entraide judiciaire (Malaisie, mars 2006).</p> <p>Réunion <i>ad hoc</i> d'experts sur la limitation de la corruption dans les opérations de secours après le tsunami (Indonésie, avril 2005) ; examen thématique de la corruption dans les marchés publics ; bilan international des mesures anticorruption.</p>	<p>Renforcement de la lutte contre la corruption dans les 27 pays d'Asie-Pacifique qui sont membres de l'Initiative, grâce à la stimulation du dialogue sur les politiques, au renforcement des capacités et aux examens des politiques.</p>	<p>Préparation conjointe des réunions et événements. Les travaux de fond (études, rapports, comptes rendus) sont effectués par le personnel de l'OCDE.</p> <p>Financement conjoint (contributions volontaires recherchées par l'OCDE, subventions accordées par la BAD).</p>
2007-08		
<p>Initiative BAD-OCDE de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique :</p> <p>Deux examens thématiques de l'entraide judiciaire, de l'extradition et de la récupération des gains tirés de la corruption (2007).</p> <p>Actualisation du bilan international des mesures anticorruption.</p> <p>Dates et lieux à déterminer.</p>	<p>Voir ci-dessus (2005-2006).</p>	<p>Voir ci-dessus (2005-2006).</p>

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La Banque asiatique de développement participe aux travaux relevant des Relations mondiales de la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Asie (septembre 2005 à Bali, Indonésie, et septembre 2006 à Bangkok, Thaïlande), la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Eurasie (février 2006 à Istanbul) et du Forum sur la réforme des faillites en Asie (avril 2006, Beijing).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise et traiter les problèmes de faillite en Asie et de gouvernement d'entreprise en Eurasie. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour définir et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise et des améliorations des dispositifs en matière de faillite.	L'OCDE à travers l'organisation de manifestations consacrées au gouvernement d'entreprise en Asie et en Eurasie et du Forum sur la réforme des faillites en Asie facilite la recherche d'un consensus autour de solutions, tandis que la BAD participe à ces travaux et les utilise à l'appui de programmes d'assistance technique plus spécifiques.
2007-08		
La Banque asiatique de développement participe aux travaux relevant des Relations mondiales de la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Asie (juin 2007, T2 2008), la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Eurasie (T4 2007 et 2008) et du Forum sur la réforme des faillites en Asie (T4 2007-2008).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses pour améliorer le gouvernement d'entreprise et traiter les problèmes de faillite en Asie et de gouvernement d'entreprise en Eurasie. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour définir et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise et des améliorations des dispositifs en matière de faillite.	L'OCDE à travers l'organisation de manifestations consacrées au gouvernement d'entreprise en Asie et en Eurasie et du Forum sur la réforme des faillites en Asie facilite la recherche d'un consensus autour de solutions, tandis que la BAD participe à ces travaux et les utilise à l'appui de programmes d'assistance technique plus spécifiques.

CONCURRENCE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Séminaire de formation pour les fonctionnaires chinois à Séoul (17-18 octobre 2005).	Influence sur la législation de la concurrence en projet.	La BAD finance et organise les événements et l'OCDE apporte ses connaissances spécialisées.
Point de presse à Beijing (11 mai 2006).		
Séminaire sur le projet de législation à Hangzhou (19-20 mai 2006).		

2007-08		
Autres points de presse et séminaires.	Aide à la mise en œuvre de la nouvelle législation lorsqu'elle sera promulguée.	La BAD finance et organise les événements et l'OCDE apporte ses connaissances spécialisées.

AFFAIRES FINANCIÈRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>L'Asian Development Bank Institute (ADBI) a co-organisé avec l'OCDE la Table ronde annuelle sur la réforme des marchés de capitaux en Asie, qui s'est tenue en octobre 2005 et 2006 à Tokyo.</p> <p>La Banque asiatique de développement (BAD) a participé à la Table ronde annuelle sur la réforme des marchés de capitaux en Asie, qui s'est tenue en octobre 2005 et 2006 à Tokyo.</p>	<p>Dynamisation des autorités de réglementation et de tutelle des marchés de valeurs au sein des économies asiatiques émergentes, afin de stimuler les programmes nationaux de réforme des marchés financiers après la crise financière asiatique de la fin des années 90, en installant un forum récurrent permettant d'aborder les questions récentes et de mettre en commun avec les pays membres de l'OCDE des informations et des expériences relatives à l'évolution des marchés financiers.</p> <p>Publication prévue début 2007.</p>	<p>L'OCDE organise la table ronde et élabore l'ensemble de sa structure et de son ordre du jour en étroite coopération avec la BAD – s'agissant des questions régionales – tandis que l'ADBI fournit un appui logistique et, notamment, le site d'accueil de la conférence. Les deux organisations se partagent le financement de son organisation.</p>
2007-08		
<p>L'Asian Development Bank Institute (ADBI) co-organisera avec l'OCDE la Table ronde annuelle de 2007 sur la réforme des marchés de capitaux en Asie.</p>	<p>Dynamisation des autorités de réglementation et de tutelle des marchés de valeurs au sein des économies asiatiques émergentes, afin de stimuler les programmes nationaux de réforme des marchés financiers après la crise financière asiatique de la fin des années 90, en installant un forum récurrent permettant d'aborder les questions récentes et de mettre en commun avec les pays membres de l'OCDE des informations et des expériences relatives à l'évolution des marchés financiers.</p> <p>Un rapport d'analyse sera soumis au Comité des marchés financiers (CMF).</p>	<p>L'OCDE organise la table ronde et élabore l'ensemble de sa structure et de son ordre du jour en étroite coopération avec la BAD – s'agissant des questions régionales – tandis que l'ADBI fournit un appui logistique et, notamment, le site d'accueil de la conférence. Les deux organisations se partagent le financement de son organisation.</p>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Programme de travail et budget (2005-06) du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement, notamment la rédaction d'Instructions pour la conduite des évaluations conjointes et le Centre de ressources en ligne sur l'évaluation du développement.	Renforcement de l'évaluation des programmes de développement internationaux dans le but d'accroître l'efficacité de l'aide.	La Banque asiatique de développement participe, avec des membres bilatéraux du CAD, aux réunions, aux travaux et aux ateliers du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement.
Examens par les pairs de pays membres du CAD.	Amélioration des documents produits lors des examens par les pairs grâce à des informations de meilleure qualité et plus exhaustifs sur les efforts déployés par les membres du CAD sur le terrain.	Consultations régulières à l'échelon local dans le contexte des examens des capacités et des efforts sur le terrain des membres du CAD.
Forum de haut niveau pour renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement (Paris, mars 2005), qui a approuvé la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque asiatique de développement était membre du Comité de pilotage (hébergé par le CAD), ainsi que d'autres donateurs multilatéraux, bilatéraux et pays partenaires.
Forum régional asiatique sur l'efficacité de l'aide (Manille, octobre 2006).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque asiatique de développement a accueilli ce Forum à son siège. Elle a co-parrainé cette manifestation destinée à mieux faire connaître la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en Asie, avec la Banque mondiale, le Royaume-Uni et le Japon. L'OCDE/le CAD ont rejoint le Comité de pilotage du Forum.
2007-08		
Programme de travail et budget (2007-08) du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement, notamment les activités relatives au rapport de synthèse des évaluations formatives de l'efficacité de l'aide, l'élaboration de méthodologies pour les évaluations d'impact et les orientations en matière d'évaluation des programmes mondiaux.	Renforcement de l'évaluation des programmes de développement internationaux dans le but d'accroître l'efficacité de l'aide.	La Banque asiatique de développement participe, avec des membres bilatéraux du CAD, aux réunions, aux travaux et aux ateliers du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement.

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Ateliers régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS dans les pays d'Asie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier infrarégional PARIS21/CESAP sur les SNDS dans les pays d'Asie du Sud (décembre 2005, Colombo). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie centrale (mai 2006, Bishkek). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie du Sud-Est (juin 2006, Bangkok). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie de l'Est et du Nord-Est (octobre 2006, Oulan Bator). 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 co-organise ces manifestations avec la CESAP et fournit l'orientation méthodologique. La Banque asiatique de développement fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 gère ces programmes de soutien conjointement avec la CESAP et fournit l'orientation méthodologique. La Banque asiatique de développement fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-2008		
- Publication d'un rapport annuel sur l'Afrique de l'Ouest.		- La BAD contribuera aux aspects macroéconomiques. Le CSAO et la CEDEAO piloteront l'ensemble du processus.

CENTRE POUR LA COOPÉRATION AVEC LES NON-MEMBRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Expérience de diverses formes de coopération renforcée avec la Banque mondiale et des banques régionales de développement.	Amélioration des synergies et utilisation plus efficiente des ressources.	Réunions d'examen et de planification périodiques entre le Secrétaire général délégué responsable des partenariats ou le CCNM et les interlocuteurs compétents de la BAD afin de prévoir et de passer en revue les activités conjointes.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Relations extérieures : mise en commun de données de sites Internet, ainsi que d'informations et de pratiques optimales en matière de politiques et de dialogue impliquant la société civile.	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes. Renforcer la légitimité des messages de l'OCDE grâce aux relations avec les médias et les représentants de la société civile, des entreprises et des syndicats, de façon à optimiser l'aptitude de l'Organisation à participer à l'élaboration des politiques.	
Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
2007-08		
Communication : mise en commun d'informations et de pratiques optimales en matière de politiques et de dialogue impliquant la société civile.	Renforcer l'impact des analyses de politiques et des recommandations de l'OCDE auprès des leaders d'opinion et des décideurs mondiaux, grâce à une couverture abondante et de qualité dans la presse internationale et l'organisation de grandes manifestations d'information du public au plus haut niveau dans les pays membres et leurs régions.	

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

VEILLE ÉCONOMIQUE

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Le Bureau Brésil/Amérique du Sud coopère avec la BID à titre informel dans le contexte de la préparation des Études économiques (Brésil 2006) et des séminaires sur les politiques.		

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La BID est membre à part entière du Comité de direction du Programme LEED.	Collaboration institutionnelle.	Des activités conjointes doivent être menées en Amérique latine et dans la région des Caraïbes.
Un atelier d'experts de l'OCDE du CFE/Programme LEED s'est tenu le 29 avril 2005 à Saint-Domingue (République dominicaine) sur le thème « Encourager le développement par l'entrepreneuriat, les systèmes productifs locaux et les initiatives locales ».	Adoption d'une proposition visant à créer un groupe de pilotage de l'Initiative OCDE du Bassin des Caraïbes pour les PME et le développement local (CRISME).	Le CFE a organisé la conférence en collaboration avec la représentation de la BID en République dominicaine.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Examen par pays de la politique de l'innovation du Mexique (travaux planifiés).	Soutien par la BID du processus d'examen et de la mise en œuvre des recommandations de l'OCDE.	À déterminer ; l'OCDE mènera l'examen.

ÉDUCATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Séminaire international sur les modèles de réglementation et les systèmes d'assurance de la qualité. Thème retenu : les pratiques exemplaires dans les pays de l'OCDE. Séminaire organisé à Santiago (Chili), du 4 au 6 décembre 2006. Un certain nombre de documents sont en préparation.	Le ministère chilien de l'Éducation est en train de créer une agence pour la qualité de l'enseignement. Pour ce faire, il a demandé le concours de la BID et de l'OCDE. Des pratiques exemplaires mises en œuvre dans quelques pays seront étudiées et adaptées, le cas échéant, au système chilien.	L'OCDE est chargée de rechercher des experts provenant d'Australie, du Canada, des États-Unis, de Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Tous les coûts sont pris en charge par la BID à l'exception des frais de mission du Secrétariat.

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Deux événements au titre du dialogue mondial, fondés sur les analyses disponibles pour l'OCDE, et axés sur deux régions – l'Amérique centrale et du Sud et l'Asie du Sud-Est – sur des sujets en rapport avec leurs priorités et leurs besoins respectifs, et présentant un intérêt pour le renforcement de la participation des pays au PDD et au système commercial multilatéral. Réunion régionale sur l'agriculture, les échanges et le développement dans les pays d'Asie du Sud-Est (Manille, 24-26 octobre 2005). Événement régional d'ouverture à Buenos Aires (10-11 octobre 2006).	Aider les gouvernements des pays en développement à mieux s'intégrer au système commercial multilatéral et à se doter des capacités institutionnelles nécessaires pour élaborer et appliquer des mesures intérieures et commerciales efficaces. Ce soutien leur permettra aussi de renforcer leurs capacités à participer plus pleinement au processus de négociation lui-même.	La BAD et la BID ont organisé conjointement les événements, présenté des exposés et pris en charge une partie des coûts.

CENTRE DE POLITIQUE ET D'ADMINISTRATION FISCALES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Amélioration du site Internet du Dialogue fiscal international.	Meilleure compréhension et meilleure connaissance des questions fiscales par les pays membres et non membres.	La BID est membre du Groupe de pilotage du Dialogue fiscal international. Le Dialogue fiscal international est financé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale ; l'OCDE

		accueille son secrétariat.
2007-08		
Amélioration du site Internet du Dialogue fiscal international.	Meilleure compréhension et meilleure connaissance des questions fiscales par les pays membres et non membres.	La BID est membre du Groupe de pilotage du Dialogue fiscal international. Le Dialogue fiscal international est financé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale ; l'OCDE accueille son secrétariat. La BID contribue au travail de diffusion en Amérique latine.
Conférence sur le Dialogue fiscal international, Buenos Aires, 2007.	Meilleure compréhension et meilleure connaissance de la fiscalité des PME.	La BID est membre du Groupe de pilotage du Dialogue fiscal international. Le Dialogue fiscal international est financé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale ; l'OCDE accueille son secrétariat.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Amérique latine : séminaire de formation à la lutte contre la corruption pour les procureurs, Buenos Aires (Argentine), décembre 2005 ; conférence régionale sur la détection des faits de corruption, les enquêtes et les poursuites, et réunion sur la responsabilité des personnes morales, l'entraide judiciaire et les extraditions, Santiago du Chili, septembre 2006.	<p>1. Mise en commun des expériences des experts régionaux en matière d'application de la législation en vigueur pour lutter contre la corruption.</p> <p>2. Mise au point de moyens susceptibles de renforcer le dialogue entre experts et de créer des réseaux.</p> <p>3. Publication de comptes rendus des manifestations, dans le but de mieux faire connaître et stimuler les actions futures visant à mettre en œuvre les Conventions applicables.</p>	L'OCDE organise les événements ; la Banque interaméricaine de développement (BID) apporte ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; l'OCDE et la BID assurent la publication des comptes rendus ; l'OEA et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime apportent leurs connaissances spécialisées et prennent part aux événements. La Banque mondiale y participe également.
2007-08		
Amérique latine : renforcer l'application et la mise en œuvre des Conventions régionales anticorruption (une ou deux réunions régionales à haut niveau, ainsi que deux réunions techniques visant à prolonger l'application et la mise en œuvre des Conventions régionales et internationales anticorruption (dates et lieux à déterminer).	Voir ci-dessus (2005-2006).	L'OCDE continuera d'organiser les événements ; la Banque interaméricaine de développement apportera ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; la possibilité d'une implication plus forte de l'OEA et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sera étudié. Les relations avec la Banque mondiale pourraient être étoffées.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La Banque interaméricaine de développement participe aux travaux de la Table ronde latino-américaine sur le gouvernement d'entreprise (sept. 2005, Lima ; juin 2006, Buenos Aires), qui ont comporté la publication d'un rapport d'étape sur la mise en œuvre du Livre blanc latino-américain sur le gouvernement d'entreprise.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise en Amérique latine. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour définir et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise.	L'OCDE organise la Table ronde latino-américaine sur le gouvernement d'entreprise, contribuant à la recherche d'un consensus autour des solutions ; la BID fournit une assistance technique ciblée, en s'appuyant sur ce cadre élaboré par consensus.
2007-08		
La Banque interaméricaine de développement participe aux travaux de la Table ronde latino-américaine sur le gouvernement d'entreprise (T3 2007-2008).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise en Amérique latine. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour définir et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise.	L'OCDE organise la Table ronde latino-américaine sur le gouvernement d'entreprise, contribuant à la recherche d'un consensus autour des solutions ; la BID fournit une assistance technique ciblée, en s'appuyant sur ce cadre élaboré par consensus.

CONCURRENCE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Troisième Forum latino-américain sur la concurrence, Madrid (19-20 juillet 2005).	Renforcement des capacités en Amérique latine.	La BID a commandé plusieurs rapports d'experts (dont un examen par les pairs), et financé la présence de certains participants. L'OCDE a organisé l'événement et envoyé d'autres orateurs.
Quatrième Forum latino-américain sur la concurrence, El Salvador (11-12 juillet 2006).		
2007-08		
D'autres Forums sont prévus.		

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Développement et révision de la base de données de l'OCDE sur les pratiques et procédures budgétaires dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.</p> <p>Les résultats préliminaires ont été présentés à Washington, 10-12 mai 2006.</p>	<p>La mise à jour permettra aux pays d'Amérique latine de comparer leurs pratiques et procédures budgétaires et de tirer mutuellement parti de leur expérience.</p> <p>Les données seront utilisées par la BID pour mener des recherches complémentaires.</p>	<p>L'OCDE est chargée de l'ensemble des travaux.</p>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Examens par les pairs de pays membres du CAD.	Amélioration des documents produits lors des examens par les pairs grâce à des informations de meilleure qualité et plus exhaustifs sur les efforts déployés par les membres du CAD sur le terrain.	Consultations régulières à l'échelon local dans le contexte des examens des capacités et des efforts sur le terrain des membres du CAD.
Atelier régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'harmonisation et l'alignement.	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque interaméricaine de développement et la Bolivie ont coparrainé cet atelier régional, une manifestation destinée à mieux faire connaître la Déclaration de Paris. L'OCDE/le CAD a rejoint le Comité de pilotage de l'atelier, ainsi que la Banque mondiale, le PNUD, le Royaume-Uni et quelques pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conférence régionale pour l'Amérique Latine sur la mesure du progrès des sociétés et les systèmes d'informations stratégiques à l'intention des chefs de gouvernements 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS, renforcement du soutien financier et technique à la statistique.	La DCD/P21 organise ces manifestations conjointement avec la Banque interaméricaine de développement et fournit l'orientation méthodologique. La Banque interaméricaine de développement fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi

(octobre 2006, Carthagène). - Conférence de la Banque interaméricaine de développement/PARIS21 sur l'utilisation des statistiques pour instaurer un développement à assise large en Amérique latine et dans les Caraïbes (septembre 2006, Washington).		des réunions.
2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 gère ces programmes de soutien et fournit l'orientation méthodologique. La Banque interaméricaine de développement fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Conférence DEV-Banque mondiale sur la dette et les moyens de limiter les risques du financement souverain, Paris, 10 novembre 2006.	Amélioration de la sensibilisation des pays membres et du personnel de l'OCDE aux enjeux de développement de l'Amérique latine. Renforcement des relations avec la Banque interaméricaine de développement et contribution à la publication sur les Perspectives économiques en Amérique latine.	DEV a organisé la présentation du rapport en collaboration avec le bureau de la BID à Paris.

CENTRE POUR LA COOPÉRATION AVEC LES NON-MEMBRES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 ; 2007-08		
Expérience de diverses formes de coopération renforcée avec la Banque mondiale et des banques régionales de développement.	Amélioration des synergies et utilisation plus efficace des ressources.	Réunions d'examen et de planification périodiques entre le DG responsable des partenariats ou le CCNM et les interlocuteurs compétents de la BID afin de prévoir et de passer en revue les activités conjointes.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunion de suivi (NEPAD) – séminaire de renforcement des capacités sur l'amélioration des investissements du secteur privé en Afrique grâce au renforcement de l'intégrité des entreprises et à la lutte contre la corruption, siège de la BAD, Tunis (Tunisie), 4-8 décembre 2006.	Soutien à l'intégrité des entreprises en Afrique au moyen d'une politique visant à réduire la corruption des fonctionnaires africains lors des transactions d'entreprise, et à aider les gouvernements africains à améliorer l'environnement de l'investissement et du commerce.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Projet conjoint ; financement par le budget central de la BAD. 2. Préparation conjointe de la réunion, y compris pour le travail de fond.
2007-08		
Partenariat pour la lutte contre la corruption en Afrique – Bilan horizontal de l'intégrité des entreprises et des politiques anticorruption de 20 pays africains (1 ^{er} semestre 2007). <ul style="list-style-type: none"> - Sommet régional à haut niveau (dates et lieu de la réunion à déterminer). - Une réunion du Groupe d'action pour la lutte contre la corruption et l'intégrité des entreprises en Afrique (dates et lieu de la réunion à déterminer). 	Soutien à l'intégrité des entreprises en Afrique au moyen de l'adoption à haut niveau d'un programme d'action régional anticorruption, d'une stimulation du dialogue sur les politiques, du renforcement des capacités et d'examens des politiques.	Projet conjoint et préparation conjointe des réunions et du travail de fond ; financement par le budget central de la BAD et des contributions volontaires versées à l'OCDE).

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Les travaux sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques en Afrique (série d'études de cas nationales) seront coordonnés par la Banque africaine de développement.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé pourront utiliser les Lignes directrices de l'OCDE et l'expérience de l'OCDE pour faciliter la mise au point de réformes et d'améliorations du gouvernement d'entreprise.	L'OCDE mobilise les compétences en matière de gouvernance des entreprises publiques de ses membres pour réaliser une série d'études de cas sur la gouvernance des entreprises publiques en Afrique ; la Banque africaine de développement pourra s'appuyer sur ces travaux dans ses activités d'assistance technique.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Examens par les pairs de pays membres du CAD.	Amélioration des documents produits lors des examens par les pairs grâce à des informations de meilleure qualité et plus exhaustifs sur les efforts déployés par les membres du CAD sur le terrain.	Consultations régulières à l'échelon local dans le contexte des examens des capacités et des efforts sur le terrain des membres du CAD.
Ateliers régionaux sur la Déclaration de Paris (Entebbe, novembre 2005 et Bamako, mars 2006).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque africaine de développement a co-parrainé ces ateliers, manifestations destinées à mieux faire connaître la Déclaration de Paris en Afrique, avec la Banque mondiale, le PNUD, l'OCDE/le CAD et la France (pour celui de Bamako uniquement).
2007-08		
Troisième forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, septembre 2008).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	La Banque africaine de développement sera membre du Comité de pilotage du troisième Forum à haut niveau qui sera accueilli par le CAD, des donateurs multilatéraux, bilatéraux et des pays partenaires.

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Outils et méthodes pour l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS). - Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 fournit le cadre et apporte une contribution intellectuelle à l'orientation méthodologique et la Banque africaine de développement dispense ses propres conseils et enseignements.
Sensibilisation à l'utilisation des statistiques à des fins d'élaboration des politiques et de suivi des OMD - DVD contenant de petits films de sensibilisation pour la Journée africaine 2006 de la statistique. - Vidéo de sensibilisation : « La	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS, renforcement du soutien financier et technique à la statistique.	La DCD/P21 produit les vidéos et la Banque africaine de développement fournit des conseils et se charge des interviews.

<p><i>statistique au service du développement</i> ».</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vidéo de sensibilisation : « <i>Les statistiques agricoles et alimentaires au service du développement</i> ». 		
<p>Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne. - Rapport mondial sur l'état d'avancement des stratégies nationales de développement de la statistique. 	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et la Banque africaine de développement fournit des informations sur ses programmes. La DCD/P21 et la Banque africaine de développement recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deuxième Forum sur le développement de la statistique en Afrique (février 2006, Addis-Abeba). 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 co-organise ces manifestations et fournit l'orientation méthodologique. La Banque africaine de développement fait part de ses enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
<p>Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport mondial sur l'état d'avancement des stratégies nationales de développement de la statistique. 	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 et la Banque africaine de développement recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p>	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 gère ces programmes de soutien et fournit l'orientation méthodologique. La Banque africaine de développement fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.

FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>- 4^e réunion du FPA : Abuja (Nigeria), 9-10 avril 2005.</p> <p>- 5^e réunion du FPA : Londres (Angleterre), 4-5 octobre 2005.</p> <p>- 6^e réunion du FPA : Maputo (Mozambique), 4-5 mai 2006.</p> <p>- 7^e réunion du FPA : Moscou (Russie), 26-27 octobre 2006.</p>	<p>- Amélioration des perspectives de croissance et de développement des pays africains par un suivi plus efficace de leurs performances et de celles de leurs partenaires en développement.</p> <p>- Débats et concertations efficaces en vue de parvenir à un accord sur les politiques et le programme d'action dans les différents pays d'Afrique, et d'orienter la suite des travaux du FPA et de ceux de l'Unité de soutien.</p>	<p>- La Banque africaine de développement participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue.</p> <p>- Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, en coopération avec le NEPAD, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement, dont la Banque africaine de développement) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements pris par l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.</p>
2007-08		
<p>- 8^e réunion du FPA : Berlin (Allemagne), 23-24 mai 2007.</p> <p>- 9^e réunion du FPA : lieu (très probablement en Afrique) et date (automne 2007, à confirmer).</p> <p>- 10^e réunion du FPA : Tokyo (Japon) (printemps 2008, à confirmer).</p> <p>- 11^e réunion du FPA : lieu (très probablement en Afrique) et date (automne 2008, à confirmer).</p>	<p>- Analyse des enjeux politiques et des stratégies afin d'élaborer un processus de suivi pragmatique et fondé sur des données probantes, en collaboration avec le NEPAD, la Banque africaine de développement et d'autres grands organismes multilatéraux africains d'aide au développement (échéance : 2008).</p> <p>- Élaboration d'un dispositif de suivi permettant d'évaluer la mise en œuvre par les États africains et leurs partenaires en développement de leurs engagements (en cours).</p>	<p>- La Banque africaine de développement participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue.</p> <p>- Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, en coopération avec le NEPAD, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement, dont la Banque africaine de développement) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements pris par l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.</p>

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réalisation en partenariat de la	Mise au point d'un instrument de	Cinquième édition du rapport :

<p>5^e édition des Perspectives économiques en Afrique ; lancement du rapport lors de la réunion annuelle de la BAD, les 17 et 18 mai 2006 à Ouagadougou (Burkina Faso) et présentation à Paris à l'occasion du sixième Forum international sur les perspectives africaines le 7 juin 2006. De nombreuses activités de diffusion du rapport ont été organisées aussi bien dans les pays de l'OCDE que dans les pays africains tout au long de 2006.</p> <p>Une réunion d'experts sur le thème spécial du rapport (Promouvoir et financer le développement des infrastructures de transport en Afrique) a été organisée conjointement par la BAD et DEV en janvier 2006 à Paris. Cette réunion a permis aux deux équipes de définir les principales questions que le rapport devra aborder.</p>	<p>suivi permettant aux dirigeants des pays d'Afrique et de l'OCDE, aux organismes d'aide, aux investisseurs et aux représentants des gouvernements de mieux comprendre l'évolution économique et sociale des pays africains et leurs perspectives à court terme, et de prendre ainsi des décisions plus avisées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La Banque africaine de développement était chargée de l'annexe statistique du rapport et a participé à la rédaction de 20 notes sur les pays. Elle a également organisé le lancement du rapport à Ouagadougou. - DEV, qui était chargé du thème spécial du rapport (Promouvoir et financer le développement des infrastructures de transport en Afrique), a rédigé 10 notes sur les pays, a traduit le rapport dans les langues officielles de l'OCDE et a coordonné la production et la livraison du rapport. Il a organisé le Forum international à Paris, ainsi que d'autres activités de diffusion.
2007-08		
<p>Réalisation en partenariat de la 6^e édition des Perspectives économiques en Afrique. Ce rapport sera lancé à Shanghai, les 16 et 17 mai, à l'occasion de la réunion annuelle de la BAD, et présenté à Paris au cours du septième Forum international sur les perspectives africaines, le 5 juin 2007. De nombreuses activités de diffusion du rapport sont prévues aussi bien dans les pays de l'OCDE que dans les pays africains tout au long de 2007.</p> <p>Une réunion d'experts sur le thème spécial du rapport (L'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique) a été organisée conjointement par la BAD et DEV le 1^{er} décembre à Paris. Cette réunion a permis aux deux équipes de définir les principales questions que le rapport devra aborder.</p>	<p>Mise au point d'un instrument de suivi permettant aux dirigeants des pays d'Afrique et de l'OCDE, aux organismes d'aide, aux investisseurs et aux représentants des gouvernements de mieux comprendre l'évolution économique et sociale des pays africains et leurs perspectives à court terme, et de prendre ainsi des décisions plus avisées.</p>	<p>Sixième édition du rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Banque africaine de développement est chargée de l'annexe statistique du rapport et participe à la rédaction de 25 notes sur les pays. Elle organisera en outre le lancement du rapport à Shanghai. - DEV est chargé du thème spécial du rapport (L'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique), rédigera 6 notes sur les pays, traduira le rapport dans les langues officielles de l'OCDE et coordonnera la production et la livraison du rapport. Il sera également responsable de l'organisation du Forum international à Paris et d'autres activités de diffusion.

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08 (les activités de 2005-2006 qui se poursuivent en 2007-2008 ne sont pas comprises).		
- Production d'un rapport annuel sur l'Afrique de l'Ouest.		- La BAD contribuera aux aspects macroéconomiques. Le CSAO et la CEDEAO piloteront l'ensemble du processus.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Édition : accords de coédition, notamment pour les <i>Perspectives économiques en Afrique</i> (annuelles).	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes.	Les deux organisations sont co-auteurs et co-bailleurs de fonds. L'OCDE assure l'impression.
2007-08		
Édition : accords de coédition, notamment pour les <i>Perspectives économiques en Afrique</i> (annuelles).	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes.	Les deux organisations sont co-auteurs et co-bailleurs de fonds. L'OCDE assure l'impression.

BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)

VEILLE ÉCONOMIQUE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Présentation à l'OCDE du <i>Transition Report</i> , 2005.	Ces deux dernières années, le <i>Transition Report</i> a été présenté à l'OCDE.	ECO/CS5 a aidé le BERD à préparer ses présentations à l'OCDE en 2005.
La BERD a accueilli à Londres, à l'intention de fonctionnaires russes, un séminaire sur la stratégie commerciale russe (26 et 27 octobre 2006).		ECO/CS5 et la Direction des échanges ont aidé la Banque mondiale à organiser le séminaire et, dès le début, à en définir le programme. Lorsqu'il est apparu que ni l'OCDE ni la Banque mondiale ne seraient en mesure d'accueillir le séminaire dans les délais souhaités par les autorités russes, la BERD a accepté de prendre le relais, avec la participation d'orateurs de l'OCDE et de la Banque mondiale.
Séminaire à l'OCDE sur la croissance de la Russie (janvier 2005) avec la participation des autorités russes.		Les économistes en chef de la BERD et du Bureau de Moscou de la Banque mondiale ont fait des exposés.
Séminaire à l'OCDE sur le pétrole et la CEI (juin 2005).		Un Conseiller politique principal de la BERD a prononcé une allocution.
Préparation de l'Étude économique 2006 sur la Russie.	Étude économique 2006 de l'OCDE : Fédération de Russie.	Le Bureau s'est réuni à plusieurs reprises avec des représentants de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission à Moscou pour examiner l'Étude en cours d'élaboration. La Banque mondiale a également fourni ses commentaires sur la première version de celle-ci.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE – AFFAIRES JURIDIQUES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-2006		
Assistance aux projets de gestion des déchets radioactifs au nord-ouest de la Russie en vertu du Programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie (PMENR).	Soutien financier de la BERD pour mener à bien les projets de gestion de déchets radioactifs dans le nord-ouest de la Russie.	L'AEN dispense des conseils juridiques et assure le secrétariat tandis que la BERD apporte son soutien financier aux projets de gestion des déchets radioactifs et participe aux réunions du PMENR.

2007-2008		
Assistance aux projets de gestion des déchets radioactifs au nord-ouest de la Russie en vertu du Programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie (PMENR).	Soutien financier de la BERD pour mener à bien les projets de gestion de déchets radioactifs dans le nord-ouest de la Russie.	L'AEN dispense des conseils juridiques et assure le secrétariat tandis que la BERD apporte son soutien financier aux projets de gestion des déchets radioactifs et participe aux réunions du PMENR.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau anti-corruption pour les économies en transition et Plan d'action d'Istanbul pour la lutte anticorruption (Réunion générale du Réseau, mai 2005, Istanbul ; réunions du Plan d'action d'Istanbul).	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des expériences des économies en transition de l'Europe centrale/orientale/méridionale, du Caucase et d'Asie centrale en matière de pratiques optimales ; coordination des activités et priorités futures. - Examen par les pairs du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption dans les pays de l'ex-Union soviétique et adoption des recommandations par pays. Surveillance par les pairs de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations. 	<ul style="list-style-type: none"> - La BERD a présenté les conclusions de son étude de la corruption dans la région, et pris part aux débats sur la mesure de la corruption. - La BERD a pris part aux examens par pays et au suivi du Réseau anti-corruption, et contribué aux travaux de fond, notamment dans le domaine de l'intégrité du secteur privé.

2007-08		
Réseau anti-corruption pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (Réunion générale du Réseau, mai 2007, lieu à déterminer).	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des expériences des économies en transition de l'Europe centrale/orientale/méridionale, du Caucase et d'Asie centrale en matière de pratiques optimales ; coordination des activités et priorités futures. - Examen par les pairs du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption dans les pays de l'ex-Union soviétique et adoption des recommandations par pays. Surveillance par les pairs de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations. - Mise en commun, par le secteur privé et les pouvoirs publics, des pratiques optimales en matière de promotion de l'intégrité des opérations d'entreprise. 	À déterminer.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La BERD participe aux travaux des Tables rondes sur le gouvernement d'entreprise de Russie (juin 2005, Moscou ; octobre 2006, Paris ; décembre 2006, Moscou), d'Europe du Sud-Est (fév. 2006, Istanbul), et d'Eurasie (fév. 2006, Istanbul). Les Tables rondes d'Eurasie et d'Europe du Sud-Est ont produit des rapports d'étape sur la mise en œuvre du Rapport comparatif pour l'Eurasie et du Livre blanc pour l'Europe du Sud-Est sur le gouvernement d'entreprise, tandis que les travaux avec la Russie ont débouché sur l'élaboration d'un document conceptuel pour la réforme de la gouvernance des entreprises publiques russes.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise en Russie, Eurasie et Europe du Sud-Est. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour définir et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise, en s'attachant tout particulièrement en Russie au gouvernement d'entreprise des entreprises publiques.	L'OCDE, à travers l'organisation de manifestations consacrées au gouvernement d'entreprise en Russie, Europe du Sud-Est et Eurasie, facilite la recherche d'un consensus autour de solutions, tandis que la BERD participe à ces réunions et utilise ses Livres blancs, rapports comparatifs et les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE à l'appui de ses activités d'assistance technique avec 27 pays.

2007-08		
<p>La BERD utilise les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE comme norme de référence pour le gouvernement d'entreprise dans ses travaux avec 27 pays, et participera aux travaux des Tables rondes sur le gouvernement d'entreprise de Russie (T4 2007-2008), d'Eurasie (T4 2007-2008) et d'Europe du Sud-Est (T4 2007-08).</p> <p>En Russie, cela débouchera sur des recommandations de la Table ronde concernant la gouvernance des entreprises publiques, tandis qu'en Eurasie et en Europe du Sud-Est, on examinera certaines questions prioritaires pour la réforme du gouvernement d'entreprise.</p>	<p>Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise en Russie, Eurasie et Europe du Sud-Est. Les gouvernements, les organismes de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour définir et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise, en s'attachant tout particulièrement en Russie au gouvernement d'entreprise des entreprises publiques.</p>	<p>L'OCDE, à travers l'organisation de manifestations consacrées au gouvernement d'entreprise en Russie, Europe du Sud-Est et Eurasie, facilite la recherche d'un consensus autour de solutions, tandis que la BERD participe à ces réunions et utilise ses Livres blancs, rapports comparatifs et les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE à l'appui de ses activités d'assistance technique avec 27 pays. Ces travaux sont également menés en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale.</p>

INVESTISSEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
<p>Coopération dans le cadre du prochain Examen de l'OCDE des politiques de l'investissement pour de la Russie.</p>	<p>Contribution des experts de la BERD à l'examen mené par l'OCDE, avec notamment l'apport de leur expérience des projets concrets d'investissement en Russie.</p>	<p>Participation de représentants de la BERD à des réunions d'experts et à l'examen collégial de la politique d'investissement de la Russie par le Comité de l'investissement de l'OCDE.</p>

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
Événements 2006 :		
<p>Réunion des parties prenantes consacrée à l'examen du projet de plan directeur de l'Inspection de l'environnement de Géorgie, 14 juin 2006, Tbilissi (Géorgie).</p>	<p>Ce plan directeur fournira à l'Inspection de l'environnement de Géorgie un cadre général où inscrire ses activités sur la base des pratiques internationales optimales.</p>	<p>La division ENV/EG a été le principal organisateur de cette réunion, co-organisée par la BERD.</p>

COMITÉ DE PRÉPARATION DES PROJETS¹ ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-2006 :		
Réunions conjointes du Groupe d'étude du PAE et du CPP à Tbilissi (Géorgie, octobre 2004), Erevan (Arménie, novembre 2005), Berlin (Allemagne, septembre 2006).	Ces réunions conjointes assurent une meilleure coordination des travaux des deux institutions, ainsi qu'une communication efficace avec la communauté des donateurs.	Groupe d'étude chargé de la mise en œuvre du Programme d'action environnementale pour l'Europe centrale et orientale (PAE). L'OCDE, en qualité de secrétariat du Groupe d'étude du PAE, fournit le cadre organisationnel et le soutien logistique. Le CPP bénéficie d'une occasion de présenter ses propres activités.
2007-08		
Publications/rapports 2007 :		
Rapport commun sur le financement de l'action environnementale dans les pays d'EOCAC et d'Europe du Sud-Est, devant être présenté à titre de document de première catégorie à la conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » qui se tiendra à Belgrade en 2007.	Ce rapport informera les ministres sur la situation du financement de l'action environnementale dans la région et sur la nécessité de renforcer la coopération.	Le CPP coordonne les communications de l'OCDE et de la Banque mondiale.
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat de l'OCDE) à la conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le CPP, les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC, et coordonné avec l'élaboration du rapport d'évaluation de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.	Coopération étroite (dans le cadre de la stratégie environnementale pour les pays d'EOCAC adoptée par les ministres de l'Environnement à Kiev en 2003, lors de la conférence « Un environnement pour l'Europe ») établie avec les organisations internationales concernées pour apporter des contributions de fond à certains chapitres du rapport. Le Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE est responsable de la rédaction du rapport dans son ensemble.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

¹ Hébergé par la BERD, ce comité a été établi pour aider les institutions financières internationales à identifier les projets pouvant être financés en Europe du Sud-Est et dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale.

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Projet sur les géants asiatiques et l'Asie centrale, dans le cadre du PTB 2007-2008 du Centre de développement de l'OCDE.	Étude conjointe OCDE (DEV)-BERD sur l'impact de la prépondérance de la Chine et de l'Inde en Asie centrale.	À examiner. Une proposition est en cours de finalisation.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 ; 2007-08		
Édition : accords de coédition.	Meilleure diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes.	

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Activité du Groupe de travail sur les PME : financement des PME et de l'entrepreneuriat.	<p>Recueil d'informations sur les politiques menées par les instances nationales et infranationales afin de stimuler les investissements dans les PME.</p> <p>Rapport de synthèse analysant de manière approfondie les principales difficultés et politiques relatives au financement des PME à forte croissance.</p>	La Banque islamique de développement participe au Groupe de pilotage de l'OCDE de cette activité.

INVESTISSEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
<p>Le Programme MENA coopérera avec la BID au titre de deux projets :</p> <p>(i) Une évaluation de la Libye dans le cadre du Cadre d'action pour l'investissement.</p> <p>(ii) Un atelier sur la nécessité de développer au Koweït les partenariats public-privé (PPP) pour financer les infrastructures.</p> <p>Lieu et date à confirmer.</p>	<p>L'atelier réunira différentes lignes directrices et instructions concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le cadre des PPP dans la région MENA. - La législation susceptible de faciliter des dispositions de PPP claires et efficaces. - L'évaluation, l'approbation, l'acquisition et l'examen de projets de PPP. <p>L'atelier a pour objet de faciliter la mise en commun des meilleures pratiques régionales et internationales en matière de mise en œuvre réussie de PPP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Partage des frais entraînés par l'atelier. - Partage du travail d'inventaire et d'invitation des orateurs et invités régionaux. - Élaboration des documents de référence sur le Koweït et la Libye par des experts de l'OCDE.

II. NATIONS UNIES

NATIONS UNIES (ONU)

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Base de données du recensement de la population allochtone, version préliminaire : 2005.	Évaluation des problèmes créés par l'exode des cerveaux à partir de données statistiques.	OCDE : compilation et analyse. PNUD : soutien à la diffusion et à l'utilisation des données.
2007-08		
Base de données du recensement de la population allochtone, version affinée : 2007.	Possibilité d'examen détaillé des populations immigrées dans les pays de l'OCDE, par période d'arrivée, démographie, part de la population active et caractéristiques du capital humain.	OCDE : compilation et analyse.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau interinstitutions des Nations Unies pour les femmes et l'égalité des sexes. Atelier sur les modalités d'aide et la promotion de l'égalité homme-femme, janvier 2006 (Nairobi). Publication du rapport de synthèse.	Amélioration de la compréhension et de la gestion collectives des problèmes complexes de développement et de leurs répercussions mondiales par des approches stratégiques coordonnées de la communauté des donateurs en matière d'intégration de la question de l'égalité des sexes dans le processus de croissance et de développement.	Atelier bisannuel conjoint.
Examens par les pairs de pays membres du CAD.	Amélioration des documents produits lors des examens par les pairs grâce à des informations de meilleure qualité et plus exhaustifs sur les efforts déployés par les membres du CAD sur le terrain.	Consultations régulières à l'échelon local dans le contexte des examens des capacités et des efforts sur le terrain des membres du CAD.
2007-08		
Réseau interinstitutions des Nations Unies pour les femmes et l'égalité des sexes. Organisation de la réunion bisannuelle sur un sujet d'intérêt	Amélioration de la compréhension et de la gestion collectives des problèmes complexes de développement et de leurs répercussions mondiales par des approches stratégiques coordonnées de la communauté des	Atelier bisannuel conjoint.

commun aux deux réseaux.	donneurs en matière d'intégration de la question de l'égalité des sexes dans le processus de croissance et de développement.	
--------------------------	--	--

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Université des Nations Unies (présentations).	Mieux faire connaître les résultats des recherches de DEV et renforcer le dialogue.	

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
2007-08		
Stratégie et développement : coordination et consultation.	Des priorités stratégiques claires pour la communication externe et l'édition. Des outils de planification stratégique assurant une approche cohérente de la communication externe, tant pour les membres que pour le personnel du Secrétariat.	
Publications – Office des Nations Unies (Genève) : échange d'informations et consultations concernant la mise en œuvre de nouvelles dispositions en matière d'impression sur la base des résultats de l'audit interne, puis de l'étude de faisabilité.	Faire de l'OCDE un modèle parmi les organisations internationales grâce à la flexibilité et la rentabilité de ses méthodes d'impression modernisées.	

SERVICES DES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX D'INFORMATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Base de données OCDE/DESA du commerce international par produit – système opérationnel de gestion de	Harmonisation des règles et procédures de production de statistiques du commerce	Les frais de développement logiciel sont partagés à égalité entre l'OCDE (ITN/CBS) et le DESA.

la collecte, du traitement et de la diffusion de statistiques du commerce international par produit.	international par produit. Meilleure efficacité du recueil de données.	
--	--	--

TRADUCTION ET INTERPRÉTATION		
IAMLADP (Réunion annuelle interorganisations sur les services linguistiques, la documentation et. les publications²)		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Échange d'informations et d'expériences dans tous les domaines d'activité des services linguistiques, de conférences et de publication.</p> <p>- Juillet 2006, Vienne : réunion annuelle (les réunions annuelles sont présidées par le Sous-secrétaire général au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences des Nations Unies).</p>	<p>Favoriser la collaboration et faciliter la mise en commun d'informations et d'expériences, ainsi que l'adoption de pratiques optimales dans les domaines notamment linguistiques et des conférences : par exemple, gestion de la qualité et de la performance, mise en œuvre de technologies nouvelles, suivi des performances, externalisation ; etc.</p>	<p>Les contributions des membres peuvent prendre différentes formes : rédaction de rapports, présentation de rapports à la réunion annuelle, réponse à des questionnaires, élaboration de stages de formation communs, animation de séminaires, participation à des groupes de travail, échange de personnel, etc.</p> <p>La participation à IAMLADP est gratuite. Seuls les frais de mission sont à prévoir.</p> <p>L'ONU (New York) prend en charge le Secrétariat de IAMLADP et la gestion de son site Internet. L'organisation qui accueille la réunion annuelle en supporte les frais.</p> <p>Toutes les grandes organisations internationales (plus de 50) telles que l'ONU et ses agences spécialisées (UNESCO, FAO, PAM, OMS, OMM, etc.), l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'UNESCO, l'OTAN, l'OCDE et les institutions européennes sont membres de IAMLADP.</p>

JIAMCATT (Réunion interinstitutions sur la terminologie et la traduction assistée par ordinateur³)		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Échange d'informations et d'expériences dans tous les domaines d'activité des unités de références, de documentation et de terminologie.</p> <p>- Avril 2005, Rome : réunion</p>	<p>Stimuler les débats et la mise en commun d'informations et d'expériences, ainsi que l'adoption de pratiques optimales dans le domaine de la traduction assistée par ordinateur (TAO) et des</p>	<p>Les contributions des membres peuvent prendre différentes formes : rédaction de rapports, présentation de rapports à la réunion annuelle, réponse à des questionnaires, communication de rapports d'évaluation, mise à la</p>

² Rassemble les Directeurs ou Chefs des services linguistiques, de conférences et de publication des organisations internationales ; <http://www.iamladp.org/>.

³ Rassemble les Chefs des Unités de références, de documentation et de terminologie des services linguistiques des organisations internationales ; <http://jiamcatt.unsystem.org/english/jiamcate.htm>.

<p>annuelle.</p> <p>- Avril 2006, Luxembourg : réunion annuelle.</p>	<p>ressources terminologiques : par exemple, comparaison et sélection d'outils de TAO, échanges terminologiques, libre accès à des bases terminologiques compilées par les membres et hébergées sur le site Internet JIAMCATT. La mise en commun d'expériences dans le domaine des outils de TAO comporte de nombreux avantages : elle évite de répéter inutilement des tests pilotes effectués ailleurs, réduit les prix d'achat, permet d'utiliser de manière plus efficiente les mémoires de traduction, etc.</p>	<p>disposition des membres de bases terminologiques sur le site Internet JIAMCATT, démonstration en ligne d'outils nouveaux, présentation de mises à niveau logicielles, etc.</p> <p>La participation à JIAMCATT est gratuite. Seuls les frais de mission sont à prévoir.</p> <p>L'ONU (Genève) assume le Secrétariat de JIAMCATT et la gestion de son site Internet. L'organisation qui accueille la réunion annuelle en supporte les frais.</p> <p>Même liste de membres que IAMLADP (voir plus haut).</p>
--	--	--

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Activité du GTPME : Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales.	Projet de rapport de synthèse sur le thème <i>Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales</i> et différentes études de cas nationales et sectorielles sur l'automobile, l'édition de logiciels, l'instrumentation scientifique et de précision, le tourisme et l'industrie cinématographique.	Participe au Groupe de direction OCDE de cette activité. La CNUCED a fourni au projet des études de cas issues de pays non membres de l'OCDE.
2007-08		
Activité du GTPME : Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales (<i>suite de 2005-2006</i>).	Rapport de synthèse sur le thème <i>Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales</i> , qui sera présenté à la conférence de l'OCDE de Tokyo les 31 mai et 1 ^{er} juin 2007.	Participe au Groupe de direction OCDE de cette activité. La CNUCED contribuera aux préparatifs de la conférence de Tokyo et interviendra durant celle-ci.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Le GTEI coopère avec la CNUCED dans le cadre de différents projets, dont notamment la Réunion d'experts : les TIC au service de la croissance et du développement, co-organisée par la CNUCED, l'OCDE et l'OIT les 4 et 5 décembre 2006 au Palais des Nations de Genève. La CNUCED dispose aussi d'une invitation permanente à assister aux réunions du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE (CPC) ; elle a assisté à celle d'octobre 2005, mais il n'existe pas à ce stade d'autres projets coopératifs de cette nature.		

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 ; 2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Six listes sectorielles de services, Atelier sur la gestion du processus de l'AGCS, Genève, juin 2006.	Assistance technique aux pays en développement sur les négociations au titre de l'AGCS.	Analyse de l'OCDE ; forum de la CNUCED.
2007-08		
Atelier sur les échanges de biocarburants, mi-2007.	Normes plus transparentes.	Atelier organisé par l'OCDE, participation de la CNUCED.

INVESTISSEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La CNUCED dispose du statut d'observateur auprès du Comité de l'investissement de l'OCDE et assiste régulièrement à ses réunions et événements concernant les non-membres.		
Symposium intitulé « Tirer le meilleur parti des accords sur l'investissement international : un objectif commun », Paris, 12 décembre.		Co-organisé par l'OCDE, le CIRDI et la CNUCED.
Le Secrétariat de l'OCDE a assisté à la session annuelle de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes et réunions d'experts (RE) de la CNUCED, mars 2006.		

2007-08		
Présence à la session annuelle de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes et réunions d'experts (RE) de la CNUCED.		
La CNUCED dispose du statut d'observateur auprès du Comité de l'investissement de l'OCDE et assiste régulièrement à ses réunions et événements concernant les non-membres.		

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Projet du CAD sur la facilitation des échanges.	Deux études : Phases 1 & 2.	Participation au Groupe de direction informel et commentaires sur les résultats produits à l'issue des Phases 1 et 2 (avec l'OMC et l'OMD).

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunion d'experts sur l'IDE sortant, Genève, septembre 2005.	Contribution au Rapport sur l'investissement dans le monde et à la révision d'un ouvrage sur ce thème.	Participation à la réunion, apport de contributions de fond, notamment d'une synthèse sur l'Égypte qui sera publiée dans l'étude révisée.
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives (Genève, 4-6 septembre 2006).	Présentation des premiers résultats d'une étude de DEV sur l'aide à l'appui des échanges et sur les programmes soutenus par les donateurs visant à promouvoir l'industrie agroalimentaire en Afrique.	Présentation du document, débats en cours sur un suivi éventuel.
Réunion du projet LINK.		Participation de DEV.
2007-08		
Réunion d'experts sur l'IDE dans les industries extractives en Asie centrale (printemps 2007).	Organisation d'une ou de plusieurs réunions d'experts sur l'impact de l'IDE dans les industries extractives au Caucase et en Asie centrale, sur la base du Rapport sur l'investissement dans le monde.	DEV contribuera à l'élaboration du cadre de référence et de la documentation de base.

**DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DES
NATIONS UNIES (DAES)**

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	
2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	
L'OCDE fournira une synthèse des résultats obtenu à ce jour, à l'occasion d'une conférence intitulée « <i>3rd International Expert Meeting on the Framework</i> » (juin 2007, Stockholm).	Le PNUE et le DAES soutiennent les programmes décennaux sur les modes de consommation et de production durables (Processus de Marrakech).	L'OCDE interagit régulièrement avec ce processus dans le cadre de ses travaux sur le comportement des ménages et la politique de l'environnement.

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
(PNUD)**

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Participation active à haut niveau à la réunion ministérielle ENV/DEV d'avril 2006 (4 avril).	Le PNUD a apporté des contributions concrètes aux documents établis pour la réunion ministérielle.	Le PNUD prendra une part active aux suites qui seront données à la réunion ministérielle (2007-2008).

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie central (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat de l'OCDE) à la conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le CPP, les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC, et coordonné avec l'élaboration du rapport d'évaluation de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.	Coopération dans le cadre de la stratégie environnementale pour les pays d'EOCAC adoptée par les ministres de l'Environnement à Kiev en 2003, lors de la conférence « Un environnement pour l'Europe ». Les organisations internationales concernées apportent des contributions de fond à certains chapitres du rapport. Le Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE est responsable de la rédaction du rapport dans son ensemble.

POLITIQUE ET ADMINISTRATION FISCALES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
En Chine, trois événements traitant de questions fiscales, dont les traités fiscaux, les prix de transfert et les échanges d'informations.	Meilleure acceptation par la Chine des normes et lignes directrices de l'OCDE en matière de dispositifs fiscaux.	L'OCDE a conçu et organisé les événements en Chine. Le PNUD les a financés.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau anti-corruption pour les économies en transition (CAN) et Plan d'action d'Istanbul (Réunion générale du Réseau, mai 2005, Istanbul ; Plan d'action d'Istanbul). Séminaire sur les organismes spécialisés dans la lutte contre la corruption, décembre 2005, Vienne.	<ul style="list-style-type: none"> - Voir Conseil de l'Europe / GRECO. - Examen des tendances visant à créer des agences spécialisées dans la lutte contre la corruption dans le centre de l'Europe, afin d'étudier et de diffuser leur expérience. 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation des bureaux nationaux du PNUD dans le but d'en savoir plus sur les nouvelles pratiques optimales internationales. - Le PNUD a apporté son concours durant les visites sur le terrain dans certains pays (par exemple, le Tadjikistan). - Le CAN a communiqué son étude sur les modèles des agences de lutte contre la corruption, et poursuit son travail de suivi de ce projet du PNUD.
PNUD : observateur auprès de l'Initiative de la Banque asiatique de développement et de l'OCDE contre la corruption dans la région Asie-Pacifique.	Promotion du dialogue sur les politiques et de la connaissance des bonnes pratiques des pays pauvres de la région Asie-Pacifique.	Le PNUD apporte ses connaissances spécialisées et des financements aux participants pour leur permettre d'assister aux séminaires de formation et aux réunions du Groupe de pilotage.
2007-08		
Réseau anti-corruption pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (Réunion générale du Réseau, mai 2007, lieu à déterminer).	Voir ci-dessus (2005-2006).	À déterminer.
Séminaire de renforcement des capacités organisé avec le PNUD sur un thème à déterminer par les membres de l'Initiative et le PNUD.	Soutien des membres de l'Initiative dans leurs efforts visant à renforcer le cadre et les institutions de lutte contre la corruption.	À déterminer.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
« L'évaluation environnementale stratégique : Guide de bonnes pratiques dans le domaine de la coopération pour le développement » (publié dans la série des <i>Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD</i> en 2006).	Mise en œuvre harmonisée par les organismes de coopération pour le développement d'approches fondées sur les évaluations environnementales stratégiques, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.	Co-pilotage de l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux.
Forum sur le partenariat en vue d'une coopération pour le développement plus efficace, Paris,	Ouverture du dialogue et mise en place de la collaboration avec les donateurs non membres du CAD.	Préparation en collaboration de l'ensemble des aspects du Forum, sous la direction de l'OCDE/la DCD.

février 2005.	Le document final souligne la nécessité de structurer et de pérenniser le dialogue, l'échange d'informations et la bonne coordination entre les donateurs.	
Étude pilote sur l'aide au développement apportée par les économies émergentes et en transition.	Accroître l'offre d'informations quantitatives et qualitatives sur le financement du développement par les économies émergentes et en transition qui ne rendent pas encore compte au CAD.	Co-diffusion d'un questionnaire avec la Banque mondiale, le PNUD et le Secrétariat d'ECOSOC (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies).
Mission conjointe d'évaluation de la gouvernance au Cameroun (2006).	L'objectif de cette mission exploratoire d'évaluation de la lutte contre la corruption – la première de ce genre réalisée avec l'aide du Réseau du CAD sur la gouvernance – était d'étudier les possibilités de partenariat pour une bonne gouvernance au Cameroun, et de réaliser tout d'abord une évaluation conjointe de la corruption.	Coordination sur le terrain assurée par le PNUD, avec le soutien de l'OCDE.
Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement dans les États fragiles (co-organisé par la CE, l'OCDE, le PNUD et la Banque mondiale ; janvier 2005, Londres).	Lancement du processus de rédaction des <i>Principes du CAD pour l'engagement international dans les États fragiles</i> et les situations précaires. Ces Principes ont été depuis développés et expérimentés dans neuf pays, et ont suscité une évolution des mentalités chez les spécialistes et les responsables de l'élaboration des politiques. Ils seront présentés à la réunion à haut niveau de 2007.	Organisation conjointe.
Examens par les pairs de pays membres du CAD.	Amélioration des documents produits lors des examens par les pairs grâce à des informations de meilleure qualité et plus exhaustifs sur les efforts déployés par les membres du CAD sur le terrain.	Consultations régulières à l'échelon local dans le contexte des examens des capacités et des efforts sur le terrain des membres du CAD.
Réunions du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT).	Travaux en cours du Groupe de travail.	En tant qu'observateur auprès du GT-STAT, le PNUD collabore avec les membres du Groupe de travail et le Secrétariat.
Contact permanent avec la DCD/STAT.	Contribution au Rapport mondial sur le développement humain et suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement.	La DCD/STAT fournit au PNUD les données utiles à ces travaux.
Réunions du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide (GT-EFF).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient	Le PNUD est membre du Bureau du GT-EFF. Il a rejoint le Comité de direction du Forum à haut niveau de Paris, qui était accueilli par le CAD.

	les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	
Ateliers régionaux visant à diffuser la Déclaration de Paris (Entebbe/novembre 2005, Bamako/mars 2006, Santa Cruz (Bolivie)/octobre 2006.	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	Le PNUD a rejoint ces trois ateliers régionaux en tant que co-parrain avec la Banque mondiale, l'OCDE/le CAD, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, etc.
2007-08		
Document sur les pratiques optimales en matière de protection sociale, de politique sociale et de réduction de la pauvreté.	Document sur les pratiques optimales en matière de protection sociale, de politique sociale et de réduction de la pauvreté.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux (avec l'OIT et la Banque mondiale).
Réunions du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT).	Travaux en cours du Groupe de travail.	En tant qu'observateur auprès du GT-STAT, le PNUD poursuivra sa collaboration avec les membres du Groupe de travail et le Secrétariat.
Contact permanent avec la DCD/STAT.	Contribution au Rapport mondial sur le développement humain et suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement.	La DCD/STAT continuera à fournir au PNUD les données utiles à ces travaux.
Troisième forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, septembre 2008).	Progrès majeurs dans la réduction des coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide. Les pays en développement s'approprient les stratégies de développement et les processus de coordination, d'après un cadre axé sur les résultats en relation avec les OMD.	Le PNUD sera membre du Comité de direction du Troisième forum à haut niveau qui sera accueilli par le CAD avec d'autres donateurs multilatéraux, bilatéraux et des pays partenaires.

PARIS 21

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne.	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et le PNUD fournit des informations sur ses programmes.

<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier infrarégional PARIS21/CESAP sur les SNDS dans les pays d'Asie du Sud (décembre 2005, Colombo). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie centrale (mai 2006, Bishkek). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie du Sud-Est (juin 2006, Bangkok). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie de l'Est et du Nord-Est (octobre 2006, Oulan Bator). - Deuxième Forum sur le développement de la statistique en Afrique (février 2006, Addis-Abeba). 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 organise ces manifestations en Asie conjointement avec la CESAP et fournit l'orientation méthodologique. Le PNUD apporte le financement nécessaire à ces quatre ateliers infrarégionaux. Il fait en outre part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 gère ces programmes de soutien et fournit l'orientation méthodologique. Le PNUD fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Le Programme du PNUD concernant la gouvernance dans la région arabe, Beyrouth (POGAR) et l'OCDE soutiennent conjointement l'Initiative intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».	Une plateforme sans équivalent pour le dialogue régional et international sur les politiques a été créé à travers les six groupes de travail régionaux thématiques de l'Initiative intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».	La coopération avec PNUD POGAR s'est révélée très bénéfique pour les deux parties : si le dialogue sur les politiques de l'OCDE a contribué à modeler les approches du PNUD en matière d'assistance technique, les enseignements tirés des programmes d'assistance technique ont constitué une contribution utile au dialogue

	<p>Réalisations escomptées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dialogue sur les politiques au niveau régional en vue d'améliorer la gouvernance publique. - Renforcement des capacités régionales pour s'attaquer aux problèmes communs. - Plans d'action pour la modernisation du secteur public. 	<p>régional dans le cadre de l'Initiative intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».</p>
2007-08		
<p>Le Programme du PNUD concernant la gouvernance dans la région arabe, Beyrouth (POGAR) et l'OCDE soutiennent conjointement l'Initiative intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».</p>	<p>Une plateforme sans équivalent pour le dialogue régional et international sur les politiques a été créée à travers les six groupes de travail régionaux thématiques de l'Initiative intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».</p> <p>Réalisations escomptées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dialogue sur les politiques au niveau régional en vue d'améliorer la gouvernance publique. - Renforcement des capacités régionales pour s'attaquer aux problèmes communs. - Plans d'action pour la modernisation du secteur public. 	<p>La coopération avec PNUD POGAR s'est révélée très bénéfique pour les deux parties : si le dialogue sur les politiques de l'OCDE a contribué à modeler les approches du PNUD en matière d'assistance technique, les enseignements tirés des programmes d'assistance technique ont constitué une contribution utile au dialogue régional dans le cadre de l'Initiative intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».</p>

SIGMA		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Réunion de coordination avec le Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (Varsovie, 25-26 avril 2005).</p>	<p>Coordination accrue de l'aide des donateurs pour la réforme administrative dans les pays des Balkans occidentaux.</p>	<p>Le PNUD a organisé la réunion, à laquelle SIGMA a participé.</p>
<p>Réunion régionale des praticiens de l'administration publique (Bratislava, mai 2005).</p>	<p>Renforcement du réseau des praticiens de l'administration publique dans les nouveaux États Membres de l'UE ; coordination accrue des donateurs pour la réforme de l'administration publique.</p>	<p>Le PNUD a organisé la réunion, à laquelle SIGMA a participé.</p>

<p>Serbie-et-Monténégro : Coopération pour le développement du projet CARDS qui vise à renforcer les capacités administratives au niveau de l'Union des États (Belgrade, juin 2005).</p>	<p>Conception du projet visant à renforcer les capacités au niveau de l'Union des États ; coordination accrue de l'aide des donateurs pour la réforme administrative en Serbie-et-Monténégro.</p>	<p>Les représentants de SIGMA et du PNUD ont collaboré avec EAR (Agence européenne de reconstruction) à Belgrade.</p>
<p>Séminaire régional sur le renforcement des capacités au cours des transitions politiques (Senec, Slovaquie, 21-23 novembre 2005).</p>	<p>Coordination accrue de l'aide des donateurs pour la réforme administrative en Europe de l'Est.</p>	<p>Le PNUD a organisé le séminaire ; SIGMA a participé et présidé la discussion entre experts.</p>
<p>a) Réunion multi-pays de la Communauté régionale des praticiens de la réforme de l'administration publique et de la lutte contre la corruption. b) Réunion des Bureaux du PNUD (Bratislava, 8-9 mars 2006).</p>	<p>Coordination accrue de l'aide des donateurs pour la réforme administrative en Europe de l'Est et dans les Balkans occidentaux ; stratégie d'action pour le prochain biennium (b).</p>	<p>a) SIGMA a co-organisé la réunion avec le bureau du PNUD à Bratislava. b) Le PNUD Bratislava a organisé la réunion.</p>
<p>Conférence multi-pays sur le thème « Politiques des ressources humaines dans le fonction publique et problèmes posés par l'intégration dans l'UE » (Sarajevo, 11-12 septembre 2006).</p>	<p>Coordination accrue de l'aide des donateurs pour la réforme administrative dans les Balkans occidentaux, en particulier le développement d'une gestion moderne des ressources humaines dans la fonction publique.</p>	<p>SIGMA a co-organisé la conférence avec le PNUD (conjointement avec la Délégation de la CE à Sarajevo, les Services chargés de la fonction publique en Bosnie-Herzégovine et le Coordonnateur PAR de Bosnie-Herzégovine) et a présenté une communication à la conférence.</p>
<p>Bosnie-Herzégovine : Réunion de coordination sur l'élaboration et la coordination des politiques en Bosnie-Herzégovine (Sarajevo, 27-30 novembre 2006).</p>	<p>Plan détaillé pour l'organisation et les tâches au centre du gouvernement en Bosnie-Herzégovine ; coordination accrue entre les donateurs des projets sur l'élaboration et la coordination des politiques en Bosnie-Herzégovine.</p>	<p>SIGMA a organisé la réunion avec le PNUD dans le cadre du projet de soutien à la réforme de l'administration publique en Bosnie-Herzégovine.</p>
<p>2007-08</p>		
<p>Coopération avec l'École régionale d'administration publique.</p>	<p>Renforcement de la coordination de l'aide des donateurs aux pays des Balkans occidentaux pour le développement des capacités PAR dans le cadre de l'École régionale d'administration publique.</p>	<p>L'OCDE soutient la Commission Européenne dans son rôle de présidente de l'École régionale d'administration publique et à ce titre, organise toutes ses activités (réunions du comité de direction et conférences) ; le PNUD souhaite participer aux activités de l'École régionale d'administration publique.</p>

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - Chapitres de l'Atlas de l'intégration régionale sur la population et la santé. - Projet pilote de coopération transfrontalière. 		<ul style="list-style-type: none"> - Le PNUD finance et s'implique dans deux chapitres de l'Atlas. - Le PNUD met à disposition deux animateurs pour accompagner la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain dans la zone transfrontalière de Sikasso – Bobo Dioulasso. Le CSAO apporte son appui en terme de méthode et organise les réunions de suivi de cette opération pilote.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONU DI)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Activité du CFE : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA (doit se terminer en 2009, sous réserve de l'apport des financements nécessaires).	Rapport de synthèse de l'OCDE sur l'enquête de cadrage consacrée aux activités actuelles et futures relatives à la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.	Participe au Groupe informel de pilotage chargé de promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.

INVESTISSEMENT (MENA)

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
En coopération avec l'ONU DI, le programme MENA-OCDE pour l'investissement a accueilli un atelier d'une journée sur le programme national de réforme de l'investissement de la Jordanie, sous la forme d'un forum commercial et d'investissement intitulé « <i>Growing Business in Jordan</i> » (mer Morte (Jordanie), 19 juin 2006).	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du dialogue entre les hauts responsables gouvernementaux et le secteur privé sur les priorités de la réforme du climat de l'investissement. - Réactions à la nouvelle législation jordanienne relative à l'investissement. - Évocation du chevauchement des dispositions institutionnelles prévues pour la promotion de l'investissement et obtention d'un consensus sur la marche à suivre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Partage des frais d'organisation. - Partage du travail d'inventaire et d'invitation des institutions et entreprises concernées. - Production par le Programme, à titre de contribution de l'OCDE au Forum, d'une étude de référence sur le climat de l'investissement en Jordanie.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA
SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)**

SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Travaux statistiques portant sur les carrières des titulaires de doctorat. <i>Note : cette activité est mentionnée au titre à la fois d'Eurostat et de l'Institut de statistique de l'UNESCO.</i>	Ce projet a été lancé à l'initiative de l'OCDE. Il vise à mesurer la trajectoire professionnelle et la mobilité des titulaires de doctorat dans un grand nombre de pays, ce qui explique la nécessité de nouer un partenariat avec Eurostat et l'Institut de statistique de l'UNESCO.	En 2005-2006, un groupe d'experts venus de 30 pays a élaboré une méthodologie, un questionnaire d'enquête et une série d'indicateurs ; une première collecte de données a été lancée en septembre 2005, et un premier document d'analyse des résultats a été publié par le Secrétariat de l'OCDE.
2007-08		
Travaux statistiques portant sur les carrières des titulaires de doctorat. <i>Note : cette activité est mentionnée au titre à la fois d'Eurostat et de l'Institut de statistique de l'UNESCO.</i>	Les pays, et notamment les pays européens qui bénéficient d'une subvention de la Commission européenne à cet effet, se joindront au projet et mettront en œuvre la méthodologie au niveau national.	Une autre réunion d'experts est prévue pour débattre de la mise en œuvre de la méthodologie au niveau national ; une seconde collecte de donnée est programmée pour le second semestre de 2007, et les analyses et la base de données devraient être étendues en 2008 à de nouveaux pays.
Examens par pays de la science et de l'innovation (travaux planifiés).	Diffusion des bonnes pratiques en matière de science et d'innovation élaborées pour les pays membres et observateurs de l'OCDE, à destination des pays ayant des rapports avec l'UNESCO.	L'UNESCO pourra entreprendre des examens par pays de la science et de l'innovation (par exemple pour des pays d'Afrique). L'OCDE pourra lui apporter son concours.
Nanotechnologies (travaux planifiés).	Les travaux du CPST sur les nanotechnologies devront être coordonnés avec ceux des autres organisations internationales, dont l'UNESCO. Cette coopération suscitera une meilleure cohérence des messages relatifs aux politiques à mener.	L'UNESCO travaille essentiellement sur les questions éthiques ; l'OCDE axera ses recherches sur les applications des nanotechnologies.

ÉDUCATION : ÉCONOMIES NON MEMBRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
ADEA : participation et contribution aux examens par les pairs de la République de Maurice et du Gabon.	Élaboration de mesures garantissant l'accès et l'équité, en se concentrant tout particulièrement sur la jeunesse à risque.	L'OCDE est chargée de rédiger les chapitres sur l'accès et l'équité. Sa participation est financée par le Projet SENDDD.
2007-08		
ADEA : participation et contribution aux examens par les pairs du Nigeria.	Élaboration de mesures garantissant l'accès et l'équité, en se concentrant tout particulièrement sur la jeunesse à risque.	L'OCDE est chargée de rédiger les chapitres sur l'accès et l'équité. Sa participation est financée par le Projet SENDDD.

RECHERCHE ET INNOVATION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
(Avec l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation - IPE) : dialogue en ligne entre quelque 700 personnes, portant sur les conclusions préliminaires de l'étude OCDE/CERI sur les ressources éducatives en libre accès (REL). Ce dialogue s'est déroulé du 13 novembre au 1 ^{er} décembre.	Les réalisations escomptées à l'issue du groupe de discussion sont la remontée d'informations, des commentaires et des suggestions quant aux améliorations à apporter.	L'UNESCO/IPE est l'organisateur de cet événement. C'est lui qui rétribue le modérateur et le rapporteur. L'OCDE/CERI fournit des notes de référence et contribue à la discussion par des commentaires d'experts.
Troisième réunion de rédaction des Lignes directrices à Paris (siège de l'OCDE), les 17 et 18 janvier 2005.	Négociations finales du texte des Lignes directrices UNESCO/OCDE pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontière.	Responsabilité partagée avec l'UNESCO. L'OCDE accueille la réunion dans ses locaux.
Adoption des Lignes directrices par le Conseil de l'OCDE et par l'Assemblée générale de l'UNESCO, décembre 2005.	Mieux appréhender et modifier les politiques relatives à l'enseignement supérieur transfrontière dans le monde entier.	Chacune des deux organisations se charge d'élaborer sa propre procédure.

Conférence internationale de l'UNESCO sur l'accréditation, l'assurance de la qualité et la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur en Afrique, Nairobi (Kenya), 6-8 février 2006.	Diffusion des Lignes directrices UNESCO/OCDE ainsi que des travaux de l'OCDE sur l'internationalisation et le commerce des services éducatifs dans l'enseignement supérieur.	L'UNESCO est le principal organisateur. L'OCDE présente trois communications à la conférence.
Séminaire Banque mondiale/ UNESCO/OCDE/CIEP sur le thème : « Qualité et évaluation dans l'enseignement supérieur », Sèvres, du 18 au 20 juin 2006.	Diffusion des Lignes directrices UNESCO/OCDE ainsi que des travaux de l'OCDE sur l'assurance de la qualité, et information sur les travaux en cours sur le renforcement des capacités grâce à l'enseignement supérieur transnational.	L'OCDE a participé à l'établissement de l'ordre du jour et de la liste d'invités, et présenté deux exposés.
Forum sur les politiques éducatives de l'IPE, Paris, 13 et 14 juin 2005.	Diffusion des travaux sur l'internationalisation et le commerce des services éducatifs dans l'enseignement supérieur.	Forum organisé par l'IPE. L'OCDE a présenté un exposé.
2007-08		
Forum mondial de l'UNESCO, juillet 2007, Afrique du Sud.	Diffusion des travaux de l'OCDE sur le renforcement des capacités.	L'UNESCO est le principal organisateur. L'OCDE lui apporte son concours.
Chapitre destiné à la publication de l'IPE sur l'assurance de la qualité et l'accréditation.	Diffusion des travaux de l'OCDE sur l'internationalisation et le renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur.	UNESCO est le directeur de publication.

ÉDUCATION – GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
2007-08 (sous réserve des résultats de l'étude de faisabilité) : portail international pilote sur les politiques d'enseignement supérieur (IHEPP).	Portail assurant aux décideurs du monde entier l'accès à une information au niveau des systèmes et une analyse des politiques relatives à la gouvernance et à la gestion de l'enseignement supérieur.	L'OCDE dirige l'étude de faisabilité. L'UNESCO et la Banque mondiale pourront s'associer à ce projet s'il est mis en œuvre.

ÉDUCATION – PISA, IA, IEM, INES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a participé à la réunion du Groupe de	Contribution à la conception des items du Programme PISA 2009.	

développement stratégique du Comité directeur du PISA, tenue à Paris, les 3 et 4 août 2006.		
L'ISU a mené l'exercice annuel conjoint UOE de collecte de données et participé à des réunions du Groupe technique de l'INES (à différentes dates et dans différents lieux)	Amélioration de la comparabilité des données sur l'éducation au niveau international.	L'activité est dirigée par l'OCDE, par le biais du Groupe technique de l'INES, avec des contributions de représentants de l'UNESCO et d'EUROSTAT.
ISU : Rapport du Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le monde (IEM) intitulé : « <i>Education trends in perspective</i> », 2005.	Indicateurs comparatifs des tendances de l'éducation dans quelques économies émergentes et dans les pays de l'OCDE.	L'OCDE a contribué à ce rapport en rédigeant le deuxième chapitre sur les tendances en matière de ressources investies dans l'éducation et a fourni des données relatives à ses pays membres.
ISU : Rapport de l'IEM intitulé « <i>Education counts</i> », 2006.	Indicateurs comparatifs de l'éducation dans quelques économies émergentes et dans les pays de l'OCDE.	L'OCDE a fourni des données relatives à ses pays membres.
2007-08		
L'ISU mènera l'exercice annuel conjoint UOE de collecte de données et participé à des réunions du Groupe technique de l'INES (à différentes dates et dans différents lieux).	Amélioration de la comparabilité des données sur l'éducation au niveau international.	L'activité est dirigée par l'OCDE, par le biais du Groupe technique de l'INES, avec des contributions de représentants de l'UNESCO et d'EUROSTAT.

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Des représentants de l'OCDE ont participé à une table ronde sur les effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets à la 3 ^e Conférence mondiale de l'UNESCO sur les océans, les côtes et les îles (du 23 au 28 janvier 2006, Paris).		Des représentants de l'OCDE ont participé à cette table ronde.

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Outils et méthodes pour l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuel sur l'intégration du développement de la statistique sectorielle dans les SNDS. 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 fournit le cadre et apporte une contribution intellectuelle à l'orientation méthodologique ; l'UNESCO dispense ses propres conseils et enseignements.
<p>Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne. 	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 conçoit met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et l'UNESCO fournit des informations sur ses programmes.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Relations extérieures : organisation d'un séminaire conjoint dans le domaine de l'éducation.	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes.	
Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
Médias : conférence de presse conjointe avec l'UNESCO sur les Lignes directrices pour un enseignement supérieur transfrontalier de qualité, élaborées conjointement par l'UNESCO et l'OCDE (décembre 2005).	Renforcer la légitimité des messages grâce aux relations avec les médias et les représentants de la société civile, des entreprises et des syndicats, de façon à optimiser l'aptitude de l'Organisation à participer à l'élaboration des politiques.	
Édition : série <i>World Education Indicators</i> (OCDE-Institut de statistique de l'UNESCO) : <i>Education Trends in Perspective</i> :	Programme d'édition de haute qualité, pertinente et actualisé, qui répond aux besoins des cibles de l'OCDE. Amélioration de la diffusion des messages de l'OCDE	Les organisations sont co-auteurs. Chacune d'elles s'est occupée de ses propres travaux d'impression.

<p><i>Analysis of the World Education Indicators</i> (2005).</p> <p><i>Indicateurs de l'éducation dans le monde</i> – rapport de l'UNESCO faisant appel à des données de l'OCDE tirées de <i>Regards sur l'éducation</i> (EAG), produites en parallèle avec l'EAG en vertu d'un protocole d'accord signé par M. Akasaka (Secrétaire général adjoint) avec l'Institut de statistique de l'UNESCO.</p>	<p>en matière d'action publique, grâce à l'adaptation du contenu des publications aux besoins des lecteurs <i>via</i>, notamment, le recours aux éditions en ligne et à de nouveaux formats d'édition. Accroissement de la diffusion des publications et des bases de données de l'OCDE.</p>	
2007-08		
<p>Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.</p>	<p>Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.</p>	
<p>Édition : échange d'informations et consultations pour la mise en œuvre des nouvelles dispositions en matière d'impression sur la base des résultats de l'audit interne, puis de l'étude de faisabilité.</p>	<p>Faire de l'OCDE un modèle parmi les organisations internationales grâce à la flexibilité et la rentabilité de ses méthodes d'impression modernisées.</p>	

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Actualisation des définitions internationales relatives aux statistiques du tourisme et au Compte satellite du tourisme. Les résultats seront présentés à la Commission de statistique des Nations Unies pour adoption en mars 2008.	Amélioration de la mesure de l'importance économique du tourisme.	Création d'un Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques du tourisme (ISWGTS). Eurostat, OIT et le FMI prennent part à ce chantier.
2007-08		
Actualisation des définitions internationales relatives aux statistiques du tourisme et au Compte satellite du tourisme. Les résultats seront présentés à la Commission de statistique des Nations Unies pour adoption en mars 2008.	Amélioration de la mesure de l'importance économique du tourisme.	Création d'un Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques du tourisme (ISWGTS). Eurostat, OIT et le FMI prennent part à ce chantier.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE (CEA-ONU)

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Examens mutuels CEA/OCDE-CAD de l'efficacité au regard du développement dans le contexte du NEPAD (publication conjointe avec la CEA à la demande du NEPAD ; 2005).	<p>Mise en place d'un dispositif de suivi des performances des pays africains et de leurs partenaires en développement de l'OCDE au regard des engagements publics formulés par l'ensemble des parties depuis les grandes manifestations qui ont entouré la création du NEPAD, le Consensus de Monterrey et le Plan d'action du G8 pour l'Afrique.</p> <p>Amélioration de la compréhension de l'impact, sur le développement et la compétitivité des pays en développement, des différentes politiques mises en place par les pays d'Afrique et les pays membres de l'OCDE dans divers secteurs, et de la reconnaissance, par un plus grand nombre de pays membres et de pays en développement, de la cohérence de l'action dans le domaine du développement en tant qu'enjeu horizontal essentiel de l'élaboration des politiques.</p>	Publication conjointe avec la CEA.

PARIS 21

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Outils et méthodes pour l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS).</p> <p>- Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique.</p>	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 apporte une contribution intellectuelle à l'orientation méthodologique et la CEA dispense ses propres conseils et enseignements.

<p>Sensibilisation à l'utilisation des statistiques à des fins d'élaboration des politiques et de suivi des OMD.</p> <ul style="list-style-type: none"> - DVD contenant de petits films de sensibilisation pour la Journée africaine 2006 de la statistique. - Vidéo de sensibilisation : « <i>La statistique au service du développement</i> ». - Vidéo de sensibilisation : « <i>Les statistiques agricoles et alimentaires au service du développement</i> ». 	<p>Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS, renforcement du soutien financier et technique à la statistique.</p>	<p>La DCD/P21 produit les vidéos et la CEA fournit des conseils et se charge des interviews.</p>
<p>Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne. - Rapport mondial sur l'état d'avancement des stratégies nationales de développement de la statistique. 	<p>Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.</p>	<p>La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et la CEA fournit des informations sur ses programmes. La DCD/P21 et la CEA recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.</p>
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deuxième Forum sur le développement de la statistique en Afrique (février 2006, Addis-Abeba). 	<p>Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.</p>	<p>La DCD/P21 co-organise ces manifestations et fournit l'orientation méthodologique. La CEA fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi de la réunion.</p>
<p>2007-08</p>		
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p>	<p>Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.</p>	<p>La DCD/P21 gère ces programmes de soutien et fournit l'orientation méthodologique. La CEA fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.</p>

FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - 4^e réunion du FPA : Abuja (Nigeria), 9-10 avril 2005. - 5^e réunion du FPA : Londres (Angleterre), 4-5 octobre 2005. - 6^e réunion du FPA : Maputo (Mozambique), 4-5 mai 2006. - 7^e réunion du FPA : Moscou (Russie), 26-27 octobre 2006. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des perspectives de croissance et de développement des pays africains par un suivi plus efficace de leurs performances et de celles de leurs partenaires en développement. - Débats et concertations efficaces en vue de parvenir à un accord sur les politiques et le programme d'action dans les différents pays d'Afrique, et d'orienter la suite des travaux du FPA et de ceux de l'Unité de soutien. 	<ul style="list-style-type: none"> - La CEA participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue. - Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, en coopération avec le NEPAD, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement, dont la CEA) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements pris par l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.
2007-08		
<ul style="list-style-type: none"> - 8^e réunion du FPA : Berlin (Allemagne), 23-24 mai 2007. - 9^e réunion du FPA : lieu (très probablement en Afrique) et date (automne 2007, à confirmer). - 10^e réunion du FPA : Tokyo (Japon) (printemps 2008, à confirmer). - 11^e réunion du FPA : lieu (très probablement en Afrique) et date (automne 2008, à confirmer). 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des enjeux politiques et des stratégies afin d'élaborer un processus de suivi pragmatique et fondé sur des données probantes, en collaboration avec le NEPAD, la CEA et d'autres grands organismes multilatéraux africains d'aide au développement (échéance : 2008). - Élaboration d'un dispositif de suivi permettant d'évaluer la mise en œuvre par les États africains et leurs partenaires en développement de leurs engagements (en cours). 	<ul style="list-style-type: none"> - La CEA participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue. - Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, en coopération avec le NEPAD, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement, dont la CEA) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements pris par l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.

**COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE
(CEE-ONU)**

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunion du Groupe de travail sur les statistiques des migrations, à Édimbourg : présentation, par l'OCDE, de statistiques des flux fondées sur une définition harmonisée.	Amélioration de la comparabilité des statistiques migratoires au niveau international.	L'OCDE établit des statistiques migratoires fondées sur un classement par catégories – pour faire le lien avec les politiques – alors que la CENUE/Eurostat appréhendent les statistiques dans une perspective démographique.
Participation de l'OCDE au Groupe directeur sur le perfectionnement des statistiques migratoires.		

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 ; 2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC). Participation, en qualité d'observateur régulier, au Sous-groupe sur la prévention des déchets et le recyclage (SGPDR). Participation, en qualité d'observateur régulier, au Sous-groupe sur les transports (SGT).	

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Événements 2005 :		
Deuxième réunion sur le soutien à la mise en œuvre de la Stratégie environnementale des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) (Genève,	Accord sur les contributions de fond des organisations concernées (PNUD, CEE-ONU, PNUE, OMS, Banque mondiale, CPP et CER d'EOCAC) aux différents chapitres	Accueillie par la CEE-ONU, cette réunion était organisée par le Groupe d'étude du PAE de l'OCDE. Y ont participé : la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le CPP,

23 septembre 2005).	de la Stratégie des pays d'EOCAC et mise en évidence des moyens à mettre en œuvre pour améliorer la communication entre les différentes organisations.	les CER d'EOCAC, le CER d'Europe centrale et orientale et l'AEE.
Projets 2005 :		
Examen environnemental de la Moldavie (mission d'examen en avril 2005).	Deuxième examen environnemental de la Moldavie, destiné à évaluer les progrès accompli par le pays dans le domaine de la gestion de l'environnement depuis le premier examen, réalisé en 1998.	La contribution de l'OCDE a consisté à rédiger le chapitre 2, consacré au respect des dispositions environnementales et à son contrôle, et à commenter le reste du rapport.
Examen environnemental de l'Ukraine (mission d'examen en octobre 2005).	Deuxième examen environnemental de l'Ukraine, destiné à évaluer les progrès accompli par le pays dans le domaine de la gestion de l'environnement depuis le premier examen, réalisé en 2000.	La contribution de l'OCDE a consisté à rédiger le chapitre 1 consacré à la conception, la planification et la mise en œuvre de l'action publique, et à commenter le reste du rapport.
Événements 2006 :		
Réunion d'experts sur les « <i>UNECE Guidelines on Enterprise Environmental Monitoring and Reporting</i> », dans le cadre du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de la CEE-ONU (du 4 au 6 septembre 2006, à Varsovie).	Conception et promotion des « <i>UNECE Guidelines on Enterprise Environmental Monitoring and Reporting</i> » dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC), sous forme d'un document de première catégorie pour la conférence ministérielle de Belgrade en 2007.	La contribution de l'OCDE a consisté en analyses, réalisées pour le projet de lignes directrices avant la réunion, en études de cas, et en une communication fondée sur les résultats d'un projet de démonstration mené au Kazakhstan.
2007-08		
Publications/rapports 2007 :		
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat de l'OCDE) à la conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le CPP, les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC, et coordonné avec l'élaboration du rapport d'évaluation de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.	Coopération étroite (dans le cadre de la stratégie environnementale pour les pays d'EOCAC adoptée par les ministres de l'Environnement à Kiev en 2003, lors de la conférence « Un environnement pour l'Europe ») établie avec les organisations internationales concernées pour apporter des contributions de fond à certains chapitres du rapport. Le Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE est responsable de la rédaction du rapport dans son ensemble.

Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », organisée à Belgrade en 2007.	Cette conférence vise à faire le bilan des progrès accomplis depuis la précédente réunion ministérielle (Kiev, Ukraine, 2003) et à définir des orientations sur les futurs travaux, à l'intention des donateurs et des IFI en Europe du Sud-Est et dans les pays d'EOCAC.	La CEE-ONU est responsable de l'organisation de la conférence. L'OCDE présentera deux communications de première catégorie et plusieurs communications de deuxième catégorie, sur la base de l'expérience acquise dans les pays d'EOCAC.
--	---	--

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Ateliers régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS. <ul style="list-style-type: none"> - Atelier PARIS21/Banque mondiale sur les SNDS dans les pays d'Amérique centrale (mars 2005, Guatemala). - Atelier d'évaluation des SNDS dans les pays d'Amérique centrale (juin 2005, Antigua). - Atelier régional sur les SNDS dans les pays d'Amérique centrale (octobre 2005, San Salvador). - Atelier régional sur l'établissement de plans d'action en matière de SNDS dans les pays d'Amérique centrale (mars 2006, Panama). - Réunion de présentation des SNDS des pays d'Amérique centrale à la communauté internationale (Guatemala, septembre 2006). - Conférence régionale pour l'Amérique Latine sur la mesure du progrès des sociétés et les systèmes d'informations stratégiques à l'intention des chefs de gouvernements (octobre 2006, Carthagène). 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 organise ces manifestations et fournit l'orientation méthodologique. La CEPALC fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 et la CEPALC gèrent ces programmes de soutien, fournissent l'orientation méthodologique et coordonnent le suivi avec les pays.

**COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE
PACIFIQUE (CESAP)**

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique. - Rapport mondial sur l'état d'avancement des SNDS.	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 et la CEPALC recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.
Ateliers régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS dans les pays d'Asie. - Atelier infrarégional PARIS21/CESAP sur les SNDS dans les pays d'Asie du Sud (décembre 2005, Colombo). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie centrale (mai 2006, Bishkek). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie du Sud-Est (juin 2006, Bangkok). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie de l'Est et du Nord-Est (octobre 2006, Oulan Bator).	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 et la CEPALC organisent conjointement ces manifestations et fournissent l'orientation méthodologique. La CEPALC fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique - Rapport mondial sur l'état d'avancement des SNDS.	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 et la CEPALC recueillent des informations sur les SNDS et la DCD/P21 produit le Rapport mondial.

Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 et la CEPALC gèrent ces programmes de soutien, fournissent l'orientation méthodologique et coordonnent le suivi avec les pays.
---	---	---

SERVICES DES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX D'INFORMATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Validation du partage applicatif dans le domaine des systèmes d'information statistique utilisés pour gérer et diffuser des données et des métadonnées.	Progression de la mise en œuvre de normes internationales en matière de logiciels de gestion statistique.	Développement initial par l'OCDE, puis partage ultérieur du développement entre l'OCDE et la CEPALC.

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Validation du partage applicatif dans le domaine des systèmes d'information statistique utilisés pour gérer et diffuser des données et des métadonnées.	Progression de la mise en œuvre de normes internationales en matière de logiciels de gestion statistique.	Développement initial par l'OCDE, puis partage ultérieur du développement entre l'OCDE et la CEPALC.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail sur les politiques d'environnement nationales (GTPEN).	
<p>2005 : Actes de la conférence sur l'information environnementale OCDE – Amérique latine (T4).</p> <p>2006 : Rapport au Conseil concernant la mise en œuvre d'une recommandation spécifique du Conseil et le partage du savoir-faire de l'OCDE avec les autres organisations internationales. Soutien accordé à la CEPALC-ONU pour l'établissement d'un programme d'examens environnementaux en Amérique latine (T3).</p>	Coopération sur l'établissement d'un programme d'examens environnementaux en Amérique latine.	
2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail sur les politiques d'environnement nationales (GTPEN).	

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Rapport sur les échanges et l'ajustement structurel en Équateur (CEPALC).	La coopération avec la CEPALC permettra de profiter de sa connaissance de la région.	La CEPALC rédigera le rapport qui fera partie d'une étude plus générale sur les échanges et l'ajustement structurel dans les pays non membres.

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Ateliers régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier PARIS21/Banque mondiale sur les SNDS dans les pays d'Amérique centrale (mars 2005, Guatemala). - Atelier d'évaluation des SNDS dans les pays d'Amérique centrale (juin 2005, Antigua). - Atelier régional sur les SNDS dans les pays d'Amérique centrale (octobre 2005, San Salvador). - Atelier régional sur l'établissement de plans d'action en matière de SNDS dans les pays d'Amérique centrale (mars 2006, Panama). - Réunion de présentation des SNDS des pays d'Amérique centrale à la communauté internationale (Guatemala, septembre 2006). - Conférence régionale pour l'Amérique Latine sur la mesure du progrès des sociétés et les systèmes d'informations stratégiques à l'intention des chefs de gouvernements (octobre 2006, Carthagène). 	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 organise ces manifestations et fournit l'orientation méthodologique. La CEPALC fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 gère ces programmes de soutien et fournit l'orientation méthodologique ; la CEPALC participe à la coordination du suivi avec les pays.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Séminaire sur la gestion des ressources naturelles, 19 février 2007, avec la participation du directeur de la CEPALC, Jose Luis Machinea, et du Secrétaire général, Angel Gurría. Ce séminaire rassemblera des universitaires, des chefs d'entreprise et des représentants des gouvernements qui analyseront diverses études de cas.	Concrètement, le séminaire aboutira à la rédaction d'une section dans les Perspectives économiques en Amérique latine. Le séminaire s'inspirera également de trois projets de recherche menés actuellement par le Centre de développement dans les domaines des entreprises à l'appui du développement, du financement du développement et de la cohérence de l'action.	DEV organise la réunion, au cours de laquelle la CEPALC fera une présentation.

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT
(PNUE)**

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
<p>2005-06</p> <p>2006 : participation active, à haut niveau, à la réunion ministérielle ENV/DEV du 4 avril 2006.</p>	<p>Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC).</p> <p>Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).</p> <p>Le PNUE (concrètement, le Secrétariat de la Convention de Bâle) a le statut d'observateur officiel au Sous-groupe sur la prévention des déchets et le recyclage (SGPDR).</p> <p>Participation, en qualité d'observateur régulier, au Sous-groupe sur les transports (SGT).</p> <p>Le PNUE a apporté des contributions concrètes aux documents réunis pour la réunion ministérielle.</p>	<p>Le PNUE prendra part aux activités qui donneront suite à la réunion ministérielle (2007-2008).</p>
<p>2006 : Atelier de l'OCDE intitulé « Comportement des ménages et politique de l'environnement » (juin 2006, Paris).</p>	<p>Le PNUE et le DAES soutiennent les programmes décennaux sur des modes de consommation et de production durables (Processus de Marrakech).</p>	<p>L'OCDE interagit régulièrement avec ce processus dans le cadre de ses travaux sur le comportement des ménages et la politique de l'environnement.</p>
<p>2006-2008 : Perspectives de l'environnement de l'OCDE.</p>	<p>Coordination des principales analyses prospectives sur l'environnement à paraître en 2007-2008.</p>	<p>L'OCDE et le PNUE, entre autres, se réunissent régulièrement pour examiner leurs perspectives respectives concernant l'environnement mondial.</p>
<p>2007-08</p>	<p>Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC).</p> <p>Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).</p> <p>Le PNUE (concrètement, le Secrétariat de la Convention de Bâle) a le statut d'observateur</p>	<p>Le PNUE héberge le Secrétariat de la Convention de Bâle, qui entretient une relation étroite avec les services</p>

	<p>officiel au Sous-groupe sur la prévention des déchets et le recyclage (SGPDR).</p> <p>Participation, en qualité d'observateur régulier, au Sous-groupe sur les transports (SGT).</p>	chargés du programme de l'OCDE sur les déchets.
<p>2007 : rapport du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I « <i>Overcoming Barriers to CDM Project Development</i> » (titre provisoire).</p>		Document corédigé par des agents de l'OCDE et du PNUE.
<p>2007 : l'OCDE fournira une synthèse des résultats obtenu à ce jour, à l'occasion d'une conférence intitulée « <i>3rd International Expert Meeting on the Framework</i> » (juin 2007, Stockholm).</p>	<p>Le PNUE et le DAES soutiennent les programmes décennaux sur les modes de consommation et de production durables (Processus de Marrakech).</p>	L'OCDE interagit régulièrement avec ce processus dans le cadre de ses travaux sur le comportement des ménages et la politique de l'environnement.

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Publications/rapports 2006 :		
<p>Manuel du PNUE sur le respect et l'application des accords multilatéraux sur l'environnement (http://www.unep.org/DEC/docs/UNEP_Manual.pdf).</p>	<p>Ce manuel a été conçu pour améliorer et faciliter, par divers moyens, l'application des directives du PNUE relatives au respect et à l'application des accords multilatéraux sur l'environnement. Sa structure suit celle des directives, la première partie étant consacré au respect et la seconde à l'application effective.</p>	<p>L'OCDE a été invitée à collaborer à l'élaboration du manuel, qui a mobilisé un large éventail de personnes de par le monde. Des éléments ont été apportés pour rédiger des études de cas et d'autres contributions, revoir le texte et suggérer des modifications de fond et de forme.</p>

2007-08		
Publications/rapports 2007 :		
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat OCDE) à la Conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le Comité de préparation des projets (CPP), les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC, et coordonné avec l'élaboration du rapport d'évaluation de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.	Coopération dans le cadre de la stratégie environnementale pour les pays d'EOCAC adoptée par les ministres de l'Environnement à Kiev en 2003, lors de la conférence « Un environnement pour l'Europe ». Les organisations internationales concernées apportent des contributions de fond à certains chapitres du rapport. Le Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE est responsable de la rédaction du rapport dans son ensemble.

CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB)

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 : participation à certaines réunions du Sous-groupe sur les aspects économiques de la biodiversité (7 et 8 avril 2005) et commentaires sur les documents.	Analyse des aspects économiques de la biodiversité.	L'OCDE fournit les analyses économiques sur lesquelles se fondent certaines décisions et travaux de la CDB.
2007-08 : participation à certaines réunions du Sous-groupe sur les aspects économiques de la biodiversité et commentaires sur les documents.	Analyse des aspects économiques de la biodiversité.	L'OCDE fournit les analyses économiques sur lesquelles se fondent certaines décisions et travaux de la CDB.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Édition : accords de coédition.	Faire mieux connaître les recommandations de l'OCDE par le public, au moyen d'un programme d'édition de haute qualité, pertinent et actualisé. Accroître la diffusion des publications et des bases de données de l'OCDE.	

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES (CDD)

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 ; 2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC).	

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Rapport sur l'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des partenariats faisant intervenir des gouvernements membres de l'OCDE et séminaire sur le même thème tenu le 12 septembre 2006 à Paris.	Le but de ce rapport était de contribuer aux analyses de l'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des partenariats. La CDD ayant été désignée pour servir de centre de liaison sur les partenariats liés au développement durable, il convenait de veiller à ce que ces travaux soient complémentaires avec les siens et apportent quelque chose à ses réflexions.	Le Secrétariat de la CDD a participé à l'atelier organisé par l'OCDE et a apporté des éléments à l'analyse présentée dans le projet de rapport.

DD (PROGRAMME HORIZONTAL DE L'OCDE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE)

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Atelier commun avec la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD) <i>sur l'institutionnalisation du développement durable</i> , Stockholm (Suède), les 31 août et 1 ^{er} septembre 2006.	Caractérisation des structures de gouvernance et mesures de mise en œuvre efficaces dans le cadre des stratégies nationales de développement durable (SNDD) dans les pays de l'OCDE et les pays non membres.	A parts égales entre l'OCDE et l'ONU. L'OCDE a financé les interventions de ses représentants et de ceux des ONG, tandis que l'ONU a financé celles des intervenants des pays non membres.
Événement parallèle de l'OCDE/l'AIE/l'AEN à la 14 ^e Session de la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD), 10 mai 2006, New York.	Présentation d'analyses et de publications de l'OCDE/l'AIE/l'AEN sur le changement climatique et l'énergie à des représentants de pays non membres et d'ONG.	Organisé par l'OCDE avec la participation de la Division du développement durable des Nations Unies.

Groupe de travail informel CEE-ONU/OCDE/Eurostat sur les statistiques du développement durable.	Développement de cadres théoriques et d'indicateurs du développement durable.	Groupe de travail commun mis en place par l'OCDE, la CEE-ONU et Eurostat. Participation de la Banque mondiale et de la CDD.
2007-08		
Atelier commun avec la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD) sur la conception de stratégies de durabilité en Asie, Bangkok, Thaïlande, les 8 et 9 mars 2007.	La définition de propositions générales dans le cadre de stratégies nationales de développement durable (SNDD) et leur relation avec la planification du développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté.	A parts égales entre l'OCDE et l'ONU. L'OCDE finance les interventions de ses représentants et de ceux des ONG, tandis que l'ONU fournit les locaux et finance la participation des intervenants des pays non membres. La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) prête son concours. Participent également la Banque mondiale, le FMI et la Banque asiatique de développement.
Événement parallèle de l'OCDE à la 15 ^e Session de la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD), 10 mai 2007, New York.	Commémoration du 20 ^e anniversaire du concept de « développement durable » et présentation de travaux de l'OCDE à des représentants de pays non membres et d'ONG.	Organisé par l'OCDE avec la participation de la Division du développement durable des Nations Unies, la Banque mondiale, le PNUE, le PNUD, etc.
Événement parallèle de l'OCDE à la 16 ^e Session de la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD), mai 2008, New York.	Présentation d'analyses de l'OCDE concernant le développement agricole et rural à des représentants de pays non membres et d'ONG.	Organisé par l'OCDE avec la participation de la Division du développement durable des Nations Unies.
Groupe de travail informel CEE-ONU/OCDE/Eurostat sur les statistiques du développement durable.	Développement de cadres théoriques et d'indicateurs du développement durable.	Groupe de travail commun mis en place par l'OCDE, la CEE-ONU et Eurostat. Participation de la Banque mondiale et de la CDD.

CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>2005 : participation à deux réunions annuelles du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I de la CCNUCC, du 21 au 23 mars et les 29 et 30 septembre, et commentaires réguliers sur les rapports.</p> <p>2006 : participation à deux réunions annuelles du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I, du 27 au 29 mars et les 28 et 29 septembre, et commentaires réguliers sur les rapports.</p>	<p>Coordination sur les questions relatives au changement climatique, notamment en ce qui concerne le Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I.</p>	<p>L'OCDE et l'AIE assurent des fonctions de secrétariat au service du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I, qui réalise des analyses utiles aux pays dans le cadre des négociations relatives à la CCNUCC.</p>
2007-08		
<p>2007 : participation à deux réunions annuelles du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I, du 19 au 21 mars et les 10 et 11 octobre, et commentaires réguliers sur les rapports.</p> <p>2008 : participation à deux réunions annuelles du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I.</p>	<p>Coordination sur les questions relatives au changement climatique, notamment en ce qui concerne le Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I.</p>	<p>L'OCDE et l'AIE assurent des fonctions de secrétariat au service du Groupe d'experts des pays visés à l'annexe I, qui réalise des analyses utiles aux pays dans le cadre des négociations relatives à la CCNUCC.</p>

PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES
--

INVESTISSEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
En 2005, le Pacte mondial des Nations Unies et l'OCDE ont publié un rapport explicitant les complémentarités et les contributions spécifiques du Pacte mondial des Nations Unies et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.		Rapport conjoint du Pacte mondial des Nations Unies et du Secrétariat de l'OCDE.

**CONSEIL CONSULTATIF POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT
AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES (UNSGAB)**

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Participation de membres éminents du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations Unies à un Forum mondial de l'OCDE sur le développement durable consacré aux partenariats public-privé dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, les 29 et 30 novembre 2006, à Paris.	Approfondissement de l'analyse des grandes tendances des partenariats public-privé dans le secteur de l'eau et des implications qui en résultent pour l'action publique.	Des membres du Conseil consultatif ont prononcé des exposés liminaires, notamment Michel Camdessus, ancien Directeur général du FMI.
2007-08		
Participation de membres du Conseil consultatif à des ateliers organisés dans le cadre des travaux de l'OCDE proposés au titre du Fonds central du Secrétaire général pour les projets prioritaires.	Approfondissement de l'analyse des questions liées à la tarification et au financement des services de distribution et d'assainissement et de l'eau destinée à l'agriculture, et recommandations à l'intention des pouvoirs publics.	Des membres du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement apportent des contributions à ces réunions.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Participation de membres importants du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement des Nations Unies à la Réunion d'experts sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique, organisée par le Centre de Développement de l'OCDE et la Banque Africaine de Développement, Paris, 1 ^{er} décembre 2006.	Amélioration de la compréhension des enjeux des secteurs de l'eau et de l'assainissement et de leurs implications pour l'action publique.	Les membres du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement des Nations Unies ont été les orateurs principaux de cette manifestation.
DEV était observateur lors de la réunion de dialogue sur l'Afrique organisée par le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement des Nations Unies et AMCOW (Conseil des ministres africains responsables de l'eau) à Tunis du 13 au 15 décembre.	La réunion a permis de présenter le chapitre contenu dans les Perspectives économiques en Afrique sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.	Cette réunion a été utile car elle a donné une idée des orateurs susceptibles d'intervenir lors du forum DEV/BAD sur les perspectives en Afrique, a permis de nouer un contact avec des acteurs importants du secteur de l'eau et de débattre des initiatives en cours.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail mixte sur l'agriculture et l'environnement (GTMAE).	
2006-08 : Perspectives de l'environnement de l'OCDE.	Coordination entre les principales analyses prospectives sur l'environnement à paraître en 2007-2008.	L'OCDE et la FAO, entre autres, se rencontrent régulièrement pour examiner leurs perspectives respectives concernant l'environnement mondial.
2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail mixte sur l'agriculture et l'environnement (GTMAE).	

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Perspectives agricoles (publication annuelle).</p> <p>Mise au point du modèle Aglink (en particulier modélisation des marchés des matières premières dans plusieurs pays en développement).</p>	<p>Les Perspectives agricoles constituent la pierre angulaire des travaux d'analyse prospective des politiques et des marchés agricoles de l'OCDE. Dans un contexte de mondialisation de l'économie et de participation croissante des économies non membres (ENM) aux échanges agricoles, ces questions se rattachent de plus en plus à des évolutions qui ont lieu en dehors de la zone de l'OCDE, et qui influent beaucoup sur la prise de décision dans les pays de l'OCDE, au niveau des pouvoirs publics comme des acteurs des marchés privés.</p> <p>La collaboration en place permet de mieux tenir compte dans la publication des principales évolutions de l'agriculture et des échanges dans les ENM. Un système de modélisation commun, mis au point à partir des modèles</p>	<p>Cette publication phare bénéficie des connaissances spécialisées que détiennent les deux organisations sur les produits, les politiques et les pays. La participation de la FAO aux Perspectives agricoles a permis d'élargir les projections à de nombreux pays et régions en développement.</p>

	Aglink de l'OCDE et Cosimo de la FAO, garantit la cohérence des projections.	
--	--	--

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - Chapitre de l'Atlas de l'intégration régionale sur le monde rural. - Collaboration dans le secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest. 		<ul style="list-style-type: none"> - La FAO met à disposition les données et les cartes dont elle dispose et participe à la rédaction du chapitre de l'Atlas. - Le CSAO anime l'approfondissement des problématiques ouest africaines dans le cadre d'une initiative globale de la FAO sur les pêches.

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p><i>Le Projet d'appui à l'agriculture africaine (P3A)</i>, activité conjointe OCDE/FIDA/France (dont la première phase doit s'achever à la mi-2007) vise à fournir une analyse des politiques, un dialogue politique et un renforcement des capacités dans le cadre de projets pilotes au Cameroun, au Ghana et au Mali.</p> <p>Juin/juillet 2006 : organisation d'une table ronde au Cameroun pour débattre des résultats préliminaires du projet pilote OCDE/FIDA/France – deux réunions différentes de 40 et 130 participants.</p> <p>Octobre 2006 : événement d'ouverture régional à Saly (Sénégal) sur l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement rural (70 participants).</p> <p>Novembre 2006 : organisation d'une table ronde au Cameroun pour présenter et examiner le rapport final sur le pays.</p>	<p>Fournir aux ministères de l'Agriculture des trois pays une analyse solide qui permette d'élaborer une stratégie complète de développement agricole à présenter et examiner avec les organisations centrales et les organismes d'aide au développement.</p> <p>Organiser un dialogue politique avec des intervenants des secteurs public et privé pour diffuser les résultats obtenus auprès d'autres pays d'Afrique et organismes d'aide au développement.</p> <p>Faire intervenir des experts et des fonctionnaires locaux dans les travaux d'analyse pour garantir l'exactitude et la pertinence des résultats, diffuser l'information et renforcer l'adhésion au projet au niveau national.</p>	<p>L'OCDE a coordonné le projet, effectué les travaux d'analyse et organisé les événements. Le FIDA fournit le financement, prend part au comité de pilotage et apporte un soutien logistique aux événements, grâce à ses réseaux et contacts politiques en Afrique.</p> <p>La Plateforme de Dakar a fourni un soutien logistique de grande ampleur à l'événement d'ouverture régional, notamment au moyen d'un programme de communication très efficace. Elle a aussi financé la visite d'experts des gouvernements africains à l'OCDE à Paris.</p>
2007-08		
<p>Achèvement de la phase I du projet P3A, évaluation des résultats et propositions d'activités pour la phase II.</p> <p>Tables rondes prévues au Mali et au Ghana, dates encore indéterminées.</p>	<p>Comme en 2005-06.</p> <p>Évaluation de la phase I ; mandat et financement de la phase II.</p>	<p>Comme en 2005-06.</p>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Orientations à l'intention des donateurs visant à promouvoir une croissance pro-pauvres : l'agriculture.	Sensibiliser davantage les donateurs à l'importance du rythme et des modalités de croissance pour la réduction de la pauvreté et à l'influence du développement de l'agriculture sur la mise en place d'une croissance à assise large ou étroite, et qui inclut plus ou moins les plus démunis.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux (avec le Programme alimentaire mondial).

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Consultation d'experts portant sur le Bilan Innocenti n°7 de l'UNICEF qui traite du bien-être des enfants, Florence, 8 décembre 2005. Fourniture occasionnelle de données au Groupe de travail de l'UNICEF.</p>	<p>Contribution à la surveillance, par l'UNICEF, du respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. L'UNICEF soumet les pays à des examens périodiques (quinquennaux). Ces examens portent sur les thèmes suivants : changements survenus dans la situation des enfants, s'agissant par exemple de leur santé et de leur bien-être ; évolution selon l'âge, le sexe, la catégorie sociale et l'origine ethnique ; changements survenus dans les systèmes d'intérêt collectif au service des enfants ; évolution des crédits et dépenses budgétaires consacrés aux secteurs concernant les enfants ; évolution de l'importance des efforts de coopération internationale dont les pays bénéficient ou qu'ils déploient pour assurer concrètement l'exercice des droits de l'enfant.</p>	<p>Le Secrétariat de l'OCDE collecte des données sur le bien-être des enfants dans le cadre du projet du même nom. Pour les sujets d'intérêt commun, l'OCDE coopérera avec le personnel du Centre de recherches Innocenti de l'UNICEF qui travaille sur les politiques socioéconomiques et les enfants pauvres.</p>

**HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS
(HCR)**

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Échange régulier d'informations et de statistiques sur les demandeurs d'asile et les réfugiés.	Éviter les doublons, mieux appréhender les migrations pour raisons humanitaires dans une perspective plus large englobant des pays non membres de l'OCDE.	

**OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME
(ONU DC)**

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Rapports et événements concernant la lutte contre la corruption (série de séminaires de promotion de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) (Dakar, octobre 2005 ; Sofia, novembre 2005 ; Le Caire, décembre 2005 ; Bangkok, janvier 2006 ; Pretoria, février 2006).	<ul style="list-style-type: none"> - Démonstration de synergies et de la complémentarité entre la CNUCC et la Convention de l'OCDE. - Prise en compte des normes de la Convention de l'OCDE, afin que les États Parties à la CNUCC constatent qu'ils peuvent opter pour les normes plus strictes de l'OCDE. 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation de l'OCDE aux séminaires régionaux afin de présenter sa Convention, son mécanisme de surveillance et les programmes régionaux de l'OCDE de lutte contre la corruption. - Apport par l'OCDE de commentaires substantiels sur les guides législatif et technique de la CNUCC.
Réseau anti-corruption pour les économies en transition (Plan d'Istanbul de lutte contre la corruption, suivi).	Voir 2005-2006, Conseil de l'Europe/GRECO.	<ul style="list-style-type: none"> - L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a envoyé un expert prendre part aux examens par pays et au suivi organisés par le CAN.
Réseau anti-corruption pour les économies en transition (février 2005, Kiev).	<ul style="list-style-type: none"> - Compilation des caractéristiques indispensables des principaux instruments de la lutte internationale contre la corruption : OCDE, Conseil de l'Europe et Convention des Nations Unies contre la corruption, et inventaire des priorités des pays CAN face à ces caractéristiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a commenté le projet de glossaire des normes juridiques.
Séminaires de renforcement des capacités sur le respect des normes internationales de lutte contre la corruption (février 2005, Pakistan) et sur l'approfondissement de l'entraide judiciaire, les questions d'extradition et la récupération des gains tirés de la corruption (Malaisie, mars 2006).	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités dans les domaines prioritaires des pays de la région Asie-Pacifique. 	Préparation conjointe de réunions et de travaux de fond ; envoi d'experts de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime chargés d'intervenir oralement lors de formations organisées par l'Initiative BAD/OCDE.
Amérique latine : séminaire de formation anticorruption pour les Procureurs, Buenos Aires (Argentine), décembre 2005 ; Conférence régionale sur la détection des faits de corruption, les enquêtes et poursuites et Réunion sur la responsabilité des personnes morales, l'entraide judiciaire et les	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des expériences des experts régionaux en matière de mise en œuvre de la législation anticorruption applicable. - Mise au point de moyens susceptibles de renforcer le dialogue entre experts et de 	L'OCDE organise les événements ; la Banque interaméricaine de développement (BID) apporte ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; l'OCDE et la BID assurent la publication des comptes rendus ; l'OEA et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime apportent

extraditions, Santiago du Chili (Chili), septembre 2006.	<p>créer des réseaux.</p> <p>- Publication des comptes rendus des manifestations, dans le but de mieux faire connaître et stimuler les actions futures visant à mettre en œuvre les Conventions applicables.</p>	leurs connaissances spécialisées et prennent part aux événements. La Banque mondiale y participe également.
2007-08		
Réalisation de travaux d'analyse et conduite d'un dialogue en soutien à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption	- La CNUCC peut renforcer l'application de la Convention de l'OCDE.	Mobilisation des compétences spécialisées du WGB pour soutenir la mise en œuvre et le suivi de la CNUCC.
Coopération fondée sur le résultat de la Conférence des États Parties à la CNUCC.	- Soutenir la mise en œuvre de la CNUCC dans la région Asie-Pacifique.	À déterminer.
Amérique latine : renforcer l'application et la mise en œuvre des conventions régionales anticorruption (une ou deux réunions régionales à haut niveau, ainsi que deux réunions techniques visant à prolonger l'application et la mise en œuvre des Conventions régionales et internationales anticorruption (dates et lieux à déterminer)).	Voir ci-dessus.	L'OCDE continuera d'organiser les événements ; la Banque interaméricaine de développement apportera ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; la possibilité d'une implication plus forte de l'OEA et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sera étudié. Les relations avec la Banque mondiale pourraient être étoffées. ⁱ

**BUREAU POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST DES NATIONS UNIES
(UNOWA)**

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - Coopération transfrontalière. - Gouvernance. 		<p>- L'UNOWA intervient dans plusieurs zones transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest dans une optique de « paix et sécurité/prévention des conflits ». Le CSAO lui fournit des éléments méthodologiques issus de son travail conjoint avec la CEDEAO. Le CSAO et l'UNOWA ont cofinancé un atelier de lancement d'une opération pilote de coopération transfrontalière.</p>

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Conférence internationale sur l'amélioration de la sûreté nucléaire à travers le retour d'expérience d'exploitation : défis actuels et solutions futures, 29-31 mai 2006, Cologne (Allemagne).	Recommandations concernant les moyens d'améliorer le Système de notification des incidents (IRS). L'étude inclura les modalités d'utilisation de l'IRS par rapport à d'autres systèmes internationaux (FINAS, INES, NEWS, autres bases de données, etc.).	L'AIEA et l'AEN assurent ensemble la gestion des systèmes IRS, FINAS et NEWS. Jusqu'à présent, la plupart des améliorations techniques sont venues des pays membres de l'AEN. L'AIEA s'occupe d'améliorer le système de collecte.
Réunion de spécialistes consacrée à l'étude probabiliste de sûreté sismique des centrales nucléaires, Cheju (Corée), 6-8 novembre 2006.	Bonnes pratiques pour l'application des méthodologies d'évaluation du risque sismique. Dialogue entre géologues, sismologues, cyndiniciens et autorités de contrôle.	L'AEN conçoit des applications avancées des méthodes d'évaluation du risque utilisables pour l'analyse sismique. L'AIEA se charge de les diffuser à d'autres pays intéressés.
2007-08		
Un groupe de réflexion indépendant constitué de spécialistes de l'AEN, de WANO et de l'AIEA doit dresser un bilan de l'IRS et présenter ses recommandations (2007).	Nouvelles consignes centrées sur la façon dont les enseignements tirés d'un incident ont été appliqués dans d'autres pays et à d'autres conceptions de réacteurs.	Activité menée avec l'AIEA. Le contenu technique revient à l'AEN et l'amélioration des systèmes de données à l'AIEA.
La recherche en sûreté pour les besoins de l'autorité de contrôle (2007).	Comment intégrer les recherches en sûreté, notamment internationales, au processus réglementaire.	Ces recherches sont menées principalement dans les pays membres de l'AEN. L'AIEA assure la diffusion des résultats et conclusions de ces travaux.

RADIOPROTECTION & GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Système international d'information sur la radioexposition professionnelle (ISOE) – Tenue à jour et dépouillement des données et échanges de meilleurs pratiques.	Recueil et analyse de données de radioprotection dans les centrales nucléaires (activité permanente).	Le Système ISOE est géré par un secrétariat commun à l'AEN et à l'AIEA. La répartition du travail est d'environ 75% pour l'AEN et de 25% pour l'AIEA. Par ailleurs, l'AIEA recueille des données auprès des pays non membres de l'AEN.

Co-parrainage des normes de sûreté de l'AIEA.	Prescriptions de sûreté de l'AIEA applicables aux dépôts de déchets radioactifs en formations géologiques (octobre 2005).	L'AEN a révisé de manière approfondie les versions successives des prescriptions de sûreté.
2007-08		
Système international d'information sur la radioexposition professionnelle (ISOE) – secrétariat commun AEN/AIEA.	Recueil et analyse de données de radioprotection dans les centrales nucléaires (activité permanente).	Le Système ISOE est géré par un secrétariat commun à l'AEN et l'AIEA. La répartition du travail est d'environ 75% pour l'AEN et de 25% pour l'AIEA. Par ailleurs, l'AIEA recueille des données auprès des pays non membres de l'AEN.
Co-parrainage des Normes internationales de sûreté de l'AIEA (fin 2008).	Révision des Normes fondamentales internationales de protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté des sources de rayonnements (BSS) (co-parrainée par l'AEN).	L'AEN rédigera certaines parties du texte et procédera à une révision approfondie des versions successives des futures normes.

SCIENCES NUCLÉAIRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau de centres de données nucléaires.	Bases internationales de données nucléaires de base.	AEN : Fournit les données des pays membres de la Banque de données de l'AEN. AIEA : Coordonne les travaux et communique les données des pays en développement principalement.
Services liés aux programmes de calcul.	Met à la disposition des pays membres des programmes de calcul importants utilisés dans tous les domaines d'application nucléaires.	AEN : Recueille, vérifie et diffuse les programmes de calcul. AIEA : Détache à l'AEN un agent de liaison qui participe aux services liés aux programmes de calcul.
Deuxième exercice de l'AIEA sur la modélisation du combustible à taux de combustion élevé (FUMEX-II).	Améliorations des modèles utilisés pour simuler le comportement du combustible.	AEN : Fournit les données expérimentales utilisées pour les calculs comparatifs internationaux. AIEA : Assure la coordination des calculs comparatifs et en publie les résultats.
2007-08		
Réseau de centres de données nucléaires.	Bases internationales de données nucléaires de base.	AEN : Fournit les données des pays membres de la Banque de données de l'AEN. AIEA : Coordonne les travaux et communique les données des pays

		en développement principalement.
Accord sur les services liés aux programmes de calcul.	Met à la disposition des pays membres des programmes de calcul importants utilisés dans tous les domaines d'application nucléaires.	AEN : Recueille, vérifie et diffuse les programmes de calcul. AIEA : Détache à l'AEN un agent de liaison qui participe aux services liés aux programmes de calcul.
Troisième exercice de l'AIEA sur la modélisation du combustible à taux de combustion élevé (FUMEX-II). (FUMEX-III).	Améliorations des modèles de calcul utilisés pour simuler le comportement du combustible.	AEN : Fournit les données expérimentales utilisées pour les exercices internationaux. AIEA : Assure la coordination des exercices et en publie les résultats.
Coordination de réunions sur des thèmes proches : Colloque de l'AIEA sur les applications non électriques de l'énergie nucléaire : dessalement de l'eau de mer, production d'hydrogène et autres applications industrielles, Oarai (Japon), 10-14 juin 2007. et Réunion d'échange d'information sur la production nucléaire d'hydrogène-AEN, États-Unis, 2008.	Actes des réunions décrivant l'état d'avancement de la science et de la technique en la matière.	L'AEN participera à l'organisation de la réunion de l'AIEA et réciproquement.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Livre rouge 2005 – publié en juin 2006 ; conférence de presse organisée en commun par l'AEN et l'AIEA (Paris/Vienne) le jour de la parution.	Contient des informations à jour sur l'offre et la demande d'uranium qui sont destinées aux pouvoirs publics. La participation de l'AIEA confère au Livre rouge une dimension réellement mondiale.	Effort commun de l'AEN et de l'AIEA pour organiser les réunions du Groupe sur l'uranium, recueillir et analyser les données et produire cette publication tous les deux ans ; contribution d'EURATOM.
Rétrospective sur le Livre rouge – publiée en septembre 2006 (publication de la version française sous peu).	Contient un jeu de données complet sur l'offre et la demande d'uranium qui recouvre toute l'histoire de l'électronucléaire civil ainsi que les enseignements tirés de l'analyse de ces données qui sont susceptibles d'éclairer divers aspects de l'offre et de la demande d'uranium aujourd'hui et demain.	Projet de l'AEN réalisé par des spécialistes sous contrat. L'aide de l'AIEA s'est limitée à la communication de données et à des commentaires rédactionnels.

2007-08		
Livre rouge 2007 - publié en juin 2008.	Contient des informations à jour sur l'offre et la demande d'uranium qui sont destinées aux pouvoirs publics. La participation de l'AIEA confère au Livre rouge une dimension réellement mondiale.	Effort commun de l'AEN et de l'AIEA pour organiser les réunions du Groupe sur l'uranium, recueillir et analyser les données et produire cette publication tous les deux ans ; contribution d'EURATOM.

AFFAIRES JURIDIQUES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-2006		
I. Publication en commun d'un ouvrage intitulé « Le droit nucléaire international après Tchernobyl » (avril 2006).	La contribution de l'AIEA permet de se partager la tâche et d'aborder le sujet de la publication sous différents angles.	Cette publication commune AEN/AIEA reproduit des articles écrits par des représentants de l'AEN et de l'AIEA notamment.
II. Programmes d'enseignement (i) Exposés sur le droit nucléaire lors des sessions annuelles de la <i>World Nuclear University</i> (3 jours en 2005 aux États-Unis et 3 jours en 2006 en Suède). (ii) Conférences données lors des sessions annuelles de l'École internationale de droit nucléaire (2 semaines en 2005 et 2 semaines en 2006, à Montpellier).	(i) La contribution de l'AIEA permet de se partager le travail et de traiter des conventions internationales conclues sous les auspices de cette agence (par exemple, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire). (ii) La contribution de l'AIEA permet de se partager la tâche et de traiter des conventions internationales conclues sous les auspices de cette agence (par exemple, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire). L'AIEA soutient financièrement la participation de quelques étudiants issus de ses pays membres.	(i) Des représentants de l'AEN et de l'AIEA dispensent des cours de droit nucléaire. (ii) Des représentants de l'AEN et de l'AIEA, entre autres, dispensent des cours de droit nucléaire.
III. Favoriser l'adoption de législations nucléaires fondées sur des principes internationaux, notamment sur les conventions internationales.	Les deux agences échangent des informations, s'informent mutuellement des dernières évolutions de leurs activités et font le tour des sujets d'intérêt commun.	Un représentant de l'AIEA participe aux réunions du Comité du droit nucléaire (CDN) de l'AEN, de même qu'un représentant de l'AEN participe aux réunions du Groupe d'experts internationaux de la responsabilité nucléaire (INLEX) de l'AIEA.
2007-2008		
I. Programme d'enseignement (i) Exposés sur le droit nucléaire lors	i) La contribution de l'AIEA	((i) Des représentants de l'AEN et

<p>des sessions annuelles de la <i>World Nuclear University</i> (3 jours en 2007 en Corée et 3 jours en 2008 –le lieu de réunion reste à fixer).</p> <p>(ii) Conférences données lors des sessions annuelles de l'École internationale de droit nucléaire (2 semaines en 2007 et 2 semaines en 2008 à Montpellier).</p>	<p>permet de se partager la tâche et de traiter des conventions internationales conclues sous les auspices de cette agence (par exemple, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire).</p> <p>(ii) La contribution de l'AIEA permet de se partager la tâche et de traiter des conventions internationales conclues sous les auspices de cette agence (par exemple, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire). L'AIEA soutient financièrement la participation de quelques étudiants issus de ses pays membres.</p>	<p>de l'AIEA dispensent des cours de droit nucléaire.</p> <p>(ii) Des représentants de l'AEN et de l'AIEA, entre autres, dispensent des cours de droit nucléaire.</p>
<p>II. Favoriser l'adoption de législations nucléaires fondées sur des principes internationaux, notamment sur les conventions internationales.</p>	<p>Les deux agences échangent des informations, s'informent mutuellement des dernières évolutions de leurs activités et font le tour des sujets d'intérêt commun.</p>	<p>Un représentant de l'AIEA participe aux réunions du Comité du droit nucléaire (CDN) de l'AEN, de même qu'un représentant de l'AEN participe aux réunions du Groupe d'experts internationaux de la responsabilité nucléaire (INLEX) de l'AIEA.</p>

SECRETARIAT CENTRAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Conférence ministérielle internationale « L'énergie nucléaire pour le XXI^e siècle », Paris, 21-22 mars 2005.</p>	<p>Les ministres de 29 pays et des personnalités officielles de 30 autres pays ont débattu des possibilités d'utiliser l'énergie nucléaire pour satisfaire les besoins en énergie de la planète.</p>	<p>Organisée par l'AIEA à l'invitation du gouvernement français en collaboration avec l'OCDE et l'AEN.</p>
2007-08		
<p>Conférence ministérielle internationale « L'énergie nucléaire pour le XXI^e siècle », Chine, automne 2008.</p>		

III. AUTRES ORGANISATIONS MONDIALES

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Les migrations des travailleurs de la santé.	Amélioration des conditions d'élaboration des politiques dans le domaine des migrations internationales des professionnels de la santé.	Détachement d'un expert de l'OMS auprès de l'OCDE pendant deux ans. L'OMS se charge du volet « pays en développement » tandis que l'OCDE examine la situation dans ses pays membres.
Recueil d'informations statistiques sur les effectifs immigrés de travailleurs de la santé.	Fourniture d'informations sur les effectifs de travailleurs de la santé immigrés ainsi que sur l'évolution de la part qu'ils représentent.	OCDE.
Document portant sur les tendances et les politiques actuelles en matière de mobilité internationale des professionnels de la santé.	Détermination de l'articulation entre la proportion de travailleurs de la santé étrangers et les politiques ainsi que la gestion concernant les ressources humaines nationales.	OCDE.
Examens de l'OCDE des systèmes de santé : Suisse.	Un examen conjoint OCDE/OMS du système de santé de la Suisse a été entrepris en 2005-2006 et terminé en octobre 2006. Un rapport sur cet examen a été publié en anglais, français et allemand sous le logo des deux organisations. Une conférence de presse conjointe a été organisée à Berne, le 19 octobre pour annoncer la parution de ce rapport.	OCDE.
Projet sur les ressources humaines de la santé et les migrations.		

<p>Séminaire conjoint du ministère irlandais de la Santé et de l'Enfance et de l'OCDE sur les systèmes de données relatives à la sécurité des patients, Dublin, juin 2006.</p>	<p>Des documents établis par des représentants de l'Alliance mondiale de l'OMS pour la sécurité des patients et du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe seront intégrés dans le document de travail de l'OCDE intitulé «<i>The State of Patient Safety Data Systems in the OCDE</i>» qui doit être établi en décembre 2006 dans le cadre du Projet de l'OCDE sur les indicateurs de la qualité des soins de santé.</p>	<p>Coopération informelle et communication entre l'OCDE et l'OMS dans le domaine de la mise au point d'indicateurs de la sécurité des patients.</p>
<p>Projet relatif à l'innovation et à la tarification des produits pharmaceutiques (OCDE) / Projet de collecte d'informations sur les politiques de tarification et de remboursement des produits pharmaceutiques [Bureau régional de l'OMS pour l'Europe et Institut autrichien de la santé (OBIG), financé par la Commission européenne].</p> <p>Le projet du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe a débuté en 2005 et se terminera en juin 2007. Le projet de l'OCDE a commencé en 2006 et se terminera en décembre 2007.</p>	<p>Les politiques de tarification et de remboursement des produits pharmaceutiques constituent une question délicate sur le plan technique et sensible sur le plan politique, compte tenu notamment de la perception de leur impact à l'échelle internationale. Le projet de l'OCDE et celui de l'OMS/UE ont pour objectif commun l'amélioration des conditions dans lesquelles s'élabore une politique éclairée relative aux produits pharmaceutiques. Le travail en coopération a donné plus de valeur à ces deux projets étroitement apparentés : cette coopération a, par exemple permis de veiller à la cohérence de la terminologie et les deux projets se sont enrichis mutuellement du travail effectué de part et d'autre.</p>	<p>Des membres du Secrétariat de l'OCDE et du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe participent à des réunions de réseaux et des réunions d'experts organisées pour guider l'élaboration du programme de travail et sa mise en œuvre. Des documents sont échangés pour commentaires. En outre, la participation des pays membres (motivée par la collaboration au niveau de l'administration des projets) permet un brassage d'idées fécond. À titre d'exemple, des experts canadiens participant aux travaux de l'OCDE ont obtenu le statut d'observateur pour le projet du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.</p>
<p>Cohérence des données sur la mortalité entre pays de l'OCDE et non-membres de l'Organisation.</p>	<p>Intégration, dans <i>Eco-Santé OCDE</i>, de données clés sur la mortalité (pour certaines causes de décès, par âge et par sexe) recueillies par l'OMS.</p>	<p>L'OMS recueille et met à disposition des données sur la mortalité pour tous ses pays membres. L'OCDE extrait de ce corpus les données relatives à ses pays membres (et calcule les taux normalisés de décès par rapport à l'âge).</p>

Amélioration des données sur les ressources humaines dans le secteur de la santé dans les pays membres et non membres de l'OCDE.	L'amélioration de la qualité des données sur les ressources humaines, devant figurer dans <i>Éco-Santé OCDE</i> et dans la <i>Base de données européenne de la Santé pour tous</i> de l'OMS permettra un meilleur suivi de l'offre et des pénuries éventuelles de différentes catégories de professionnels de la santé dans différents pays.	Activité commune de l'OCDE et de l'OMS visant à élaborer, affiner et harmoniser des lignes directrices pour la collecte régulière de données internationales sur les ressources humaines de la santé.
2005 : l'OCDE a fourni à l'OMS des données sur les dépenses relatives à la santé.	Assurer la cohérence des données notifiées par les deux organisations.	
2006 : la première collecte de données conjointe OCDE-Eurostat-OMS relative aux comptes de la santé a été effectuée avec succès.	Diminuer la charge de travail que représente la collecte de données pour les autorités nationales et améliorer la comparabilité des données sur les dépenses de santé en appliquant des normes internationales, et contribuer, à terme, à une meilleure information sur le financement de la santé.	Création d'une Équipe internationale des comptes de la santé, dont les membres sont des agents de l'OCDE, d'EUROSTAT et de l'OMS. Répartition des tâches conformément à un accord conclu portant sur les modalités pratiques d'exécution de cette activité.
2007-08		
Analyse approfondie des tendances et des politiques actuelles relatives aux ressources humaines de la santé.	Détermination des enjeux résultant d'une mobilité internationale accrue des professionnels de la santé.	OCDE.
Conférence de haut niveau sur les stratégies de planification des ressources humaines.	Politiques visant à accroître les avantages résultant de la mobilité internationale des professionnels de la santé, pour les pays d'origine et les pays de destination.	Conférence co-organisée par l'OCDE et l'OMS.
Le Projet sur les ressources humaines de la santé et les migrations se poursuivra en 2007 (voir indications données pour les années 2005 et 2006).		
Les aspects économiques de la prévention.	[Sous réserve d'approbation par le Groupe sur la santé] il est prévu, dans ce projet, de mettre au point un cadre conceptuel et analytique pour l'élaboration de politiques de prévention saines sur le plan économique. Le cadre sera appliqué à la question de la prévention de « l'épidémie » d'obésité et, plus généralement,	L'OCDE demandera à l'OMS de collaborer avec elle pour la réalisation du projet.

	à celles des régimes alimentaires mal équilibrés et du manque d'activité physique, qui touchent à des degrés divers les pays de l'OCDE. Le projet a été examiné avec des représentants de l'OMS et du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.	
Politiques de tarification des produits pharmaceutiques et d'innovation. Ce projet se poursuivra en 2007.		
La collecte de données cohérentes sur la mortalité, et l'effort d'amélioration de la qualité des données sur les ressources humaines de la santé se poursuivront en 2007-2008 (voir indications données pour les années 2005 et 2006).		
L'OCDE, EUROSTAT et l'OMS mettront sur pied un organisme trilatéral afin d'œuvrer ensemble à la révision du Manuel du Système de comptes de la santé (SCS). L'avant-projet de la version 2.0 du Manuel SCS devrait être prêt d'ici fin 2008.	La version révisée du Manuel SCS sera entérinée et adoptée en tant que norme mondiale.	L'actuelle Équipe internationale des comptes de la santé élargira son mandat pour y inclure des travaux contribuant à la révision du Manuel SCS, la Division de la santé de l'OCDE étant chargée de fournir le soutien nécessaire en matière de secrétariat.
Présentation conjointe assurée par l'OCDE, Eurostat et l'OMS au 5 ^e symposium mondial sur les comptes de la santé nationaux (qui se tiendra à Lund, les 6 et 7 juillet 2007).		L'Équipe internationale des comptes de la santé préparera un exposé conjoint.
Comptes de la santé : réunion annuelle de l' <i>Asia/Pacific National Health Accounts Network</i> , à l'invitation du RCHSP, en juillet.	Élargir la couverture du Système des comptes de la santé (SCS) élaboré par l'OCDE à l'ensemble des pays. Notes techniques des pays sur la mise en œuvre du SCS.	Des négociations sont en cours à propos de la coopération de l'OMS sous forme de collecte de données. Le RCHSP effectuera des études comparatives transnationales.

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC). Participation, en qualité d'observateur régulier, au Sous-groupe sur les transports.	L'OMS a le statut d'observateur dans beaucoup d'organes de l'OCDE qui œuvrent dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Compte tenu de la dimension sanitaire de nombreux problèmes écologiques et des travaux de l'OCDE sur les effets de l'état de l'environnement sur

		la santé des enfants, sa participation au Programme sur l'environnement se renforce.
Contributions de l'OMS à un atelier (2003) et à une publication (2005) : « <i>Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children</i> » et « <i>Children's Environmental Health Indicators</i> ». Participation de l'OMS à la réunion d'experts environnement et santé (novembre 2006).	Coordination au sujet des effets de l'état de l'environnement sur les enfants.	L'OMS collabore aux travaux de l'OCDE sur l'environnement et la santé, et participe au groupe consultatif sur le projet « Évaluation des effets sur la santé liés à l'environnement ».
2006 : Perspectives de l'environnement de l'OCDE.		L'OMS a formulé des commentaires sur le projet de chapitre des perspectives de l'OCDE intitulé « Santé et environnement ».
2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC). Participation, en qualité d'observateur régulier, au Sous-groupe sur les transports.	L'OMS a le statut d'observateur dans beaucoup d'organes de l'OCDE qui œuvrent dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Compte tenu de la dimension sanitaire de nombreux problèmes écologiques et des travaux de l'OCDE sur les effets de l'état de l'environnement sur la santé des enfants, sa participation au Programme sur l'environnement se renforce.

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Conférence des ministres de l'Économie/des Finances et de l'Environnement des pays d'EOCAC sur le financement de l'alimentation en eau et de l'assainissement, novembre 2005, Erevan (Arménie).	Approfondissement de l'analyse des avantages potentiels de l'amélioration des services de l'eau dans la région d'EOCAC.	L'OMS a préparé une synthèse sur les avantages sanitaires d'une amélioration des services de l'eau dans la région d'EOCAC et l'a communiqué au cours de la conférence.
2007-08		
Publications/rapports 2007 :		
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat OCDE) à la Conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les	Coopération dans le cadre de la stratégie environnementale pour les pays d'EOCAC adoptée par les ministres de l'Environnement à Kiev en 2003, lors de la conférence « Un environnement pour l'Europe ». Les organisations internationales concernées apportent des contributions de fond à certains chapitres

	organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le Comité de préparation des projets (CPP), les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC, et coordonné avec l'élaboration du rapport d'évaluation de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.	du rapport. Le Secrétariat de l'OCDE/du Groupe d'étude du PAE est responsable de la rédaction du rapport dans son ensemble.
--	--	---

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Forum mondial sur le développement (Paris, 4 décembre 2006).	Meilleure compréhension et plus grande concertation au sein du système international d'aide sur l'évolution des rôles respectifs des instances bilatérales et multilatérales et des modes de financement du secteur multilatéral.	La DCD était responsable de l'organisation et de l'accueil de cette réunion, à laquelle l'OMS et la Banque mondiale ont apporté des contributions de fond.

PARIS 21

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Outils et méthodes pour l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS). - Manuel sur l'intégration du développement de la statistique sectorielle dans les SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 fournit le cadre et apporte une contribution intellectuelle à l'orientation méthodologique ; l'OMS fait part de ses propres conseils et enseignements.
Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique. - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne.	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et l'OMS fournit des informations sur ses programmes.

<p>Ateliers régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier infrarégional PARIS21/CESAP sur les SNDS dans les pays d'Asie du Sud (décembre 2005, Colombo). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie centrale (mai 2006, Bishkek). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie du Sud-Est (juin 2006, Bangkok). - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie de l'Est et du Nord-Est (octobre 2006, Oulan Bator). 	<p>Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.</p>	<p>La DCD/P21 co-organise ces manifestations et fournit l'orientation méthodologique. L'OMS fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.</p>
2007-08		
<p>Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.</p>	<p>Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.</p>	<p>La DCD/P21 gère ces programmes de soutien et fournit l'orientation méthodologique. L'OMS fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.</p>

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Internet : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.</p>	<p>Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.</p>	

2007-08		
Stratégie et développement : coordination et consultations.	Des priorités stratégiques claires pour la communication externe et l'édition. Des outils de planification stratégique assurant une approche cohérente de la communication externe, tant pour les membres que pour le personnel du Secrétariat.	
Édition : accords de coédition et échange d'informations et de consultations pour la mise en œuvre de nouvelles dispositions en matière d'impression sur la base des résultats de l'audit interne, puis de l'étude de faisabilité.	Faire mieux connaître les recommandations de l'OCDE par le public, au moyen d'un programme d'édition de haute qualité, pertinent et actualisé. Accroître la diffusion des publications et des bases de données de l'OCDE. Faire de l'OCDE un modèle parmi les organisations internationales grâce à la flexibilité et la rentabilité de ses méthodes d'impression modernisées.	

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC). Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	En qualité d'observateur officiel au Comité des échanges et à l'EPOC, organes de tutelle du GTCEE, auquel elle participe en tant qu'observateur actif, l'OMC est étroitement associée aux travaux de l'OCDE sur la mondialisation et le développement.
2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC). Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	En qualité d'observateur officiel au Comité des échanges et à l'EPOC, organes de tutelle du GTCEE, auquel elle participe en tant qu'observateur actif, l'OMC est étroitement associée aux travaux de l'OCDE sur la mondialisation et le développement.

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
Analyses dans le cadre de séminaires de l'OCDE et d'événements de l'OMC s'adressant aux participants au processus de l'OMC. Rencontres régulières entre l'OMC et de l'OCDE pour déterminer comment l'OCDE peut contribuer au mieux au processus de négociations commerciales.	Meilleure compréhension des questions de politique commerciale et renforcement des capacités, contribuant à étayer les positions de négociations et le soutien à la poursuite de la libéralisation des échanges multilatéraux.	OMC : forum de négociations OCDE : apport de contributions analytiques objectives à l'appui des négociations à l'OMC.
2005-06		
Événement régional d'ouverture à Buenos Aires (10-11 octobre 2006).	Intégration plus poussée du secteur agroalimentaire au système commercial multilatéral.	Organisation conjointe de l'événement.
Présentation de listes de services environnementaux, Genève, avril 2005.	Contribution aux négociations du cycle de Doha.	Analyse de l'OCDE / forum OMC.

Présentation sur la réglementation des échanges électroniques de services, Genève, juin 2005.	Contribution à une compréhension plus approfondie des modes 1 et 2.	Analyse de l'OCDE / forum OMC.
Étude sur les services et le tourisme, 2006	Contribution à l'élaboration de politiques sur la libéralisation des échanges de services dans les pays en développement.	Analyse de l'OCDE / contribution de l'OMC.
Étude sur les délais en tant qu'obstacles aux échanges.	Contribution à la facilitation des échanges et aux négociations sur les services.	OCDE, observations de l'OMC.
Séminaires d'assistance technique de l'OMC (mai 2006 à Dakar, au Sénégal, et juin 2006 à Lusaka, en Zambie).	Assistance technique à des pays d'Afrique.	L'OCDE a mis à disposition une personne qui a aidé le Secrétariat de l'OMC à organiser les deux séminaires.
2007-08		
Étude sur les subventions aux secteurs de services.	Contribution aux négociations à venir sur les services.	Analyse de l'OCDE / observations de l'OMC.
Étude sur les services de transports aériens.	Transparence accrue de la situation actuelle.	Analyse de l'OCDE / observations et données de l'OMC.
Étude sur les secteurs de la distribution et de la vente au détail.	Meilleure compréhension des questions de concurrence et de libéralisation des services parmi les responsables des politiques.	Analyse de l'OCDE / observations de l'OMC.
Étude sur les ONT aux échanges de biens et services environnementaux.	Contribution aux négociations du cycle de Doha sur les biens et services environnementaux.	Analyse de l'OCDE / forum OMC.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Projet du CAD sur la facilitation des échanges.	Deux études : Phases 1 et 2.	Participation au Groupe de direction informel et commentaires sur les résultats produits à l'issue des Phases 1 et 2.
Rapport conjoint OMC/OCDE sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce.	Rapport annuel conjoint OMC/OCDE sur l'assistance technique liée au commerce (synthèse des principales tendances de l'affectation de l'assistance technique liée au commerce, d'après la base de données conjointe OMC/OCDE).	Rédaction conjointe.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Forum public 2006 de l'OMC « Quelle OMC au XXIe siècle ? » – Genève, 25 septembre 2006.	Séance intitulée « Migration et développement : quel rôle pour l'OMC? ».	DEV a organisé l'une des séances du Forum de l'OMC.
Dialogue entre les pays membres et non membres de l'OCDE. L'aide pour le commerce – Doha, 6-7 novembre 2006.	Dialogue conjoint OCDE (DEV/DCD/ECH) - Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe (GOIC) sur l'aide pour le commerce ; organisation conjointe de « L'aide pour le commerce : de la politique à la pratique », Doha, Qatar, 6-7 novembre 2006.	Le Secrétariat de l'OMC a organisé une session consécutive de l'Équipe spéciale du Cadre intégré. Le Secrétaire général délégué de l'OMC et divers ambassadeurs ont activement participé au dialogue en tant que présidents ou orateurs.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Relations extérieures : en liaison avec la Direction des échanges, table ronde de l'OCDE lors du Symposium annuel public de l'OMC.	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes.	
Internet : échange de liens et mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
Médias : manifestation pour la Réunion régionale sur l'agriculture et les échanges dans les pays d'Amérique latine, organisée conjointement par l'OCDE, l'OMC et la BID à Buenos Aires (Argentine), en octobre 2006.	Renforcer la légitimité des messages grâce aux relations avec les médias, les représentants de la société civile, des entreprises et des syndicats, optimisant ainsi l'aptitude de l'Organisation à participer à l'élaboration des politiques.	
2007-08		
Stratégie et développement : coordination et consultations.	Des priorités stratégiques claires pour la communication externe et l'édition. Des outils de planification stratégique assurant une approche cohérente de la communication externe, tant pour les membres que pour le personnel du Secrétariat.	

Relations extérieures : en liaison avec la Direction des échanges, table ronde de l'OCDE au Symposium annuel public de l'OMC.	Renforcer l'impact des analyses de politiques et des recommandations de l'OCDE auprès des leaders d'opinion et des décideurs mondiaux, grâce à une couverture abondante et de qualité dans la presse internationale et l'organisation de grandes manifestations d'information du public au plus haut niveau dans les pays membres et leurs régions.	
Internet : échange de liens et mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
Édition : accords de coédition.	Faire mieux connaître les recommandations de l'OCDE par le public, au moyen d'un programme d'édition de haute qualité, pertinent et actualisé. Accroître la diffusion des publications et des bases de données de l'OCDE.	

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	
Document du FMI sur les taxes sur le carburant aviation. Note du FMI sur les instruments économiques de la politique de l'environnement.		L'OCDE a transmis des éléments pour un document que le FMI consacrait aux taxes sur le carburant aviation. L'OCDE a récemment eu des contacts avec le FMI au sujet d'une note qu'il préparait concernant les instruments économiques de la politique de l'environnement, à l'intention de la présidence allemande du G8.
2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	

ÉCHANGES ET AGRICULTURE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Travaux à l'appui de la libéralisation des échanges.	Élaborer et échanger avec le FMI les données sur les crédits à l'exportation nécessaires pour qu'il procède à des analyses fiables de soutenabilité de la dette pour chacun des pays bénéficiant uniquement de prêts de l'IDA pris en compte dans le cadre pour la soutenabilité de la dette établi conjointement par le FMI et la Banque mondiale. Ce travail devrait à son tour contribuer aux décisions futures des membres sur les nouveaux dispositifs de crédits à l'exportation éventuellement fournis à ces pays.	L'OCDE et ses membres échangeront avec le FMI des données sur les crédits à l'exportation pour aider le Fonds dans ses travaux d'analyse : la répartition des tâches, et en particulier le rôle de la Banque mondiale, seront définis plus précisément à mesure de la progression de l'initiative.

POLITIQUE ET ADMINISTRATION FISCALES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Amélioration du site Internet du Dialogue fiscal international.	Meilleure compréhension et meilleure connaissance des questions de politique et d'administration fiscales par les pays membres et non membres.	Le Dialogue fiscal international est financé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale ; son secrétariat est basé à l'OCDE.
Produits statistiques annuels.	Publication des <i>Statistiques des recettes publiques</i> .	Le FMI fournit des données sur les recettes non fiscales.
Réseau sur les relations financières entre niveaux d'administration.	Produits statistiques et documents d'analyse.	Le FMI participe aux réunions du Réseau.
2007-08		
Amélioration du site Internet du Dialogue fiscal international.	Meilleure compréhension et meilleure connaissance des questions de politique et d'administration fiscales par les pays membres et non membres.	Le Dialogue fiscal international est financé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale ; son secrétariat est basé à l'OCDE.
Conférence du Dialogue fiscale international, Buenos Aires, 2007.	Meilleure compréhension et meilleure connaissance des questions de fiscalité des PME par les pays membres et non membres.	Le Dialogue fiscal international est financé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale ; son secrétariat est basé à l'OCDE. Le FMI participe à la conception du questionnaire et l'analyse des résultats.
Réseau sur les relations financières entre niveaux d'administration.	Produits statistiques et documents d'analyse.	Le FMI participe aux réunions du réseau.

INVESTISSEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
L'OCDE, en collaboration avec le FMI, est en train d'effectuer une révision de la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, qui fournit des lignes directrices opérationnelles sur la manière de mesurer l'IDE selon des normes convenues à l'échelon international.		Compte tenu du rôle majeur de l'IDE dans l'économie mondiale et la communauté d'intérêts du FMI et de l'OCDE, un Groupe conjoint de techniciens experts de l'investissement direct a été créé afin de coordonner les débats méthodologiques et de veiller à l'harmonisation de leurs recommandations.

2007-08		
L'achèvement de la révision de la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux est prévu pour fin 2007.		

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Le FMI a le statut d'observateur auprès du Groupe de direction sur le gouvernement d'entreprise et utilise les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE pour les évaluations des pays.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise dans l'ensemble du monde. Les travaux du FMI consacrés aux évaluations des pays pour lesquels il utilise les Principes comme référence contribuent à promouvoir la mise en œuvre des Principes.	L'OCDE a élaboré les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE universellement acceptés (entérinés comme l'une de 12 normes clés de la SFI), que le FMI utilise comme référence pour les évaluations des pays.
2007-08		
Le FMI a le statut d'observateur auprès du Groupe de direction sur le gouvernement d'entreprise et utilise les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE pour les évaluations des pays.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise dans l'ensemble du monde. Les travaux du FMI consacrés aux évaluations des pays pour lesquels il utilise les Principes comme référence contribuent à promouvoir la mise en œuvre des Principes.	L'OCDE a élaboré les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE universellement acceptés (entérinés comme l'une de 12 normes clés de la SFI), que le FMI utilise comme référence pour les évaluations des pays.

AFFAIRES FINANCIÈRES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
En mai 2006, à Washington, le FMI a accueilli le <i>Global Bond Market Forum</i> en partenariat avec l'OCDE et la Banque mondiale. La réunion a été organisée sous l'égide du Groupe de travail sur la gestion de la	Partage avec les économies de marché émergentes des derniers développements des marchés obligataires mondiaux, et d'informations sur les politiques, techniques et expériences	Organisateur principal des événements, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. Le FMI fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.

dettes de l'OCDE.	relatives à ce domaine.	
Le Forum mondial annuel de l'OCDE sur la gestion de la dette publique et les marchés naissants de titres d'État, qui s'est tenu en décembre 2005 et 2006 à Amsterdam, a bénéficié de contributions significatives du FMI. La réunion a été organisée sous l'égide du Groupe de travail sur la gestion de la dette de l'OCDE.	Partage avec les économies de marché émergentes des derniers développements en matière de gestion de la dette publique, y compris d'opérations des marchés primaire et secondaire dans les pays membres de l'OCDE, ainsi que diffusion de cas nationaux et de pratiques optimales (ou recommandées) dans ce domaine.	Organisateur principal des événements, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. Le FMI fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.
Le FMI a activement soutenu le 1 ^{er} Forum africain de l'OCDE sur la gestion de la dette publique, qui s'est tenu en décembre 2006 à Amsterdam.	Mise en commun par les gestionnaires africains de la dette et leurs homologues des pays membres et non membres de l'OCDE d'informations sur la gestion de la dette publique, y compris sur le développement des marchés africains de valeurs, ainsi que diffusion de cas nationaux et de pratiques optimales (ou recommandées) dans ce domaine.	Organisateur principal de l'événement, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. Le FMI a apporté de manière coordonnée son expérience des économies africaines. Il a également animé une importante session.
2007-08		
En mai/juin 2007, le FMI accueillera le <i>Global Bond Market Forum</i> en partenariat avec l'OCDE et la Banque mondiale.	Partage avec les économies de marché émergentes des derniers développements des marchés obligataires mondiaux, et d'informations sur les politiques, techniques et expériences relatives à ce domaine.	Organisateur principal des événements, l'OCDE a aussi apporté les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. Le FMI fournit des informations sur son expérience avec les économies en développement.
En décembre 2007, 2 ^e Forum africain de l'OCDE sur la gestion de la dette publique.	Mise en commun par les gestionnaires africains de la dette et leurs homologues des pays membres et non membres de l'OCDE d'informations sur la gestion de la dette publique, y compris sur le développement des marchés africains de valeurs, ainsi que diffusion de cas nationaux et de pratiques optimales (ou recommandées) dans ce domaine.	De nouveau organisateur principal de l'événement, l'OCDE apportera les expériences et pratiques optimales de ses pays membres. Le FMI fournira des informations sur son expérience avec les économies africaines.

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Coopération avec le Fonds monétaire international dans le cadre de l' <i>Initiative</i> intitulée « <i>La bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes</i> ».	Discussion en vue de la création d'un Centre pour les finances publiques en Égypte.	

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunions du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT).	Travaux en cours du Groupe de travail.	En tant qu'observateur auprès du GT-STAT, le FMI collabore avec les membres du Groupe de travail et le Secrétariat.
2007-08		
Réunions du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT).	Amélioration des classifications de l'aide afin de faciliter les activités du FMI en matière d'établissement des statistiques de la balance des paiements.	En tant qu'observateur auprès du GT-STAT, le FMI poursuivra sa collaboration avec les membres du Groupe de travail et le Secrétariat.

PARIS 21		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la statistique. - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne.	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de la statistique.	La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et le FMI fournit des informations sur ses programmes.

2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS. - Missions conjointes PARIS21/FMI dans de nouveaux pays africains.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS et mise à jour des méta données du Système général de diffusion des données au moyen du Cadre d'évaluation de la qualité des données. Établissement d'un projet de programme de travail à inclure dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté en cours de révision.	La DCD/P21 et le FMI entreprennent ces missions conjointement et conseillent les pays.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Communication : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site Internet au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	
2007-08		
Stratégie et développement : coordination et consultations.	Des priorités stratégiques claires pour la communication externe et l'édition. Un cadre à l'échelle de toute l'Organisation pour projeter une image de marque moderne et dynamique. Des outils de planification stratégique assurant une approche cohérente de la communication externe, tant pour les membres que pour le personnel du Secrétariat.	
Communication : mise en commun des informations des membres sur la gestion d'un site Internet au sein d'une organisation internationale.	Faire de l'OCDE une organisation internationale modèle grâce à un site Internet à la pointe de l'innovation.	

SERVICES DES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX D'INFORMATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Validation du partage applicatif dans le domaine du stockage et de la gestion de statistiques et de métadonnées au sein d'un entrepôt de données d'entreprise.	Facilitation des échanges de données entre organisations et progression de la mise en œuvre de normes internationales en matière de logiciels de gestion statistique.	Développement initial par l'OCDE, puis partage ultérieur du développement entre l'OCDE et le FMI.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunion conjointe des parties prenantes OCDE-OIT sur la <i>valorisation des compétences pour un développement endogène (application d'une approche de développement économique local à l'Albanie du Nord)</i> , organisée à Shkoder (Albanie) du 29 au 31 mai 2006, et réunion d'experts OCDE-OIT sur <i>les migrations et le développement local</i> , organisée à Tirana le 1 ^{er} juin 2006.	Amélioration de la participation et de la coordination des parties prenantes locales d'Albanie en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre de programmes locaux de création d'emplois. Politiques d'amélioration de la gestion des rapatriements de salaires et de la réintégration des migrants au marché albanais du travail.	Le Programme LEED a présenté les résultats du projet pilote 2003-2006 sur le renforcement des partenariats locaux en Albanie et au Kosovo, ainsi que les premières conclusions de l'étude de cas albanaise menée au sein de l'étude LEED sur l'intégration des immigrants sur le marché du travail au niveau local. L'OIT a présenté les conclusions du rapport sur les rapatriements de salaires en tant que forme de financement social.
Activité du CFE : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA (devant se terminer en 2009, sous réserve de l'apport des financements nécessaires)	Rapport de synthèse de l'OCDE sur l'enquête de cadrage consacrée aux activités actuelles et futures relatives à la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.	Participe au Groupe informel de pilotage chargé de promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunion annuelle des correspondants du SOPEMI pour l'Asie, se tenant habituellement en janvier.	Suivi de l'évolution actuelle des migrations de travail et des politiques en la matière appliquées en Asie de l'Est, en vue de mieux comprendre à la fois les phénomènes et l'évolution des politiques migratoires.	Réunions co-organisées par l'OCDE et l'OIT.
<i>Panorama de la société.</i> Séoul, 27-29 novembre 2006 : Atelier technique conjoint OIT/OCDE sur les données de comptabilité sociale pour la région Asie-Pacifique, à l'invitation du Centre régional conjoint OCDE-Corée sur la politique de santé et la politique sociale (RCHSP).	Toutes les économies de la région (à l'exception du Taipei chinois et de Hong Kong, Chine) sont membres de l'OIT. Elles peuvent donc être tenues de participer à la collecte de données. Faisant appel à l'expertise de l'OIT dans ce domaine, nous avons également lancé une initiative relative à un atelier conjoint technique et de formation.	L'OIT a mis au point un questionnaire électronique pour recueillir des données. Par ailleurs, la Banque asiatique de développement met gratuitement des données à disposition. L'OCDE et le RCHSP organisent des réunions et établiront des rapports d'analyse.

2007-08		
Réunion annuelle des correspondants du SOPEMI pour l'Asie, en mars.	Suivi de l'évolution actuelle des migrations de travail et des politiques en la matière appliquées en Asie de l'Est, en vue de mieux comprendre à la fois les phénomènes et l'évolution des politiques migratoires.	Réunions co-organisées par l'OCDE et l'OIT.
Au premier semestre 2007, réunion sur le thème des Stratégies pour l'emploi qui « marchent » (sous réserve de confirmation).	Cette réunion devrait contribuer à la diffusion des principales conclusions de la Réévaluation de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi	C'est l'OIT qui organise et finance cette manifestation. L'OCDE présentera un exposé.
<i>Panorama de la société.</i> Séoul, 2007 : Atelier technique conjoint OIT/OCDE sur les données de comptabilité sociale pour la région Asie-Pacifique, à l'invitation du Centre régional conjoint OCDE-Corée sur la politique de santé et la politique sociale (RCHSP).	Ateliers sur les politiques sociales/réunions d'experts sur les problèmes liés aux données, et sessions conjointes OIT/OCDE lors de l'atelier technique/de formation.	Diffusion d'analyses portant sur l'évolution des dépenses sociales dans la région.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Document sur les pratiques optimales en matière de protection sociale, de politique sociale et de réduction de la pauvreté.	Document sur les pratiques optimales en matière de protection sociale, de politique sociale et de réduction de la pauvreté.	Participation à l'équipe de projet chargée du suivi de ces travaux (avec le PNUD et la Banque mondiale).

PARIS 21

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Outils et méthodes pour l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS). - Manuel sur l'intégration du développement de la statistique sectorielle dans les SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 fournit le cadre et apporte une contribution intellectuelle à l'orientation méthodologique et l'OIT dispense ses propres conseils et enseignements.
Partenariat et mise en commun d'informations dans le cadre d'activités de développement de la	Amélioration de la collaboration dans l'aide apportée par les donateurs au développement de	La DCD/P21 conçoit et met en œuvre le mécanisme simplifié d'établissement de rapports et l'OIT fournit des informations

statistique - Mécanisme simplifié d'établissement de rapports pour le développement de la statistique en Afrique subsaharienne.	la statistique.	sur ses programmes.
--	-----------------	---------------------

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Analyse comparative de trois pays africains sur l'impact de la protection sociale sur l'accès aux soins de santé, sur les dépenses de santé et sur l'appauvrissement (automne 2005). Étude présentée lors de la Conférence internationale sur l'assurance maladie dans les pays en voie de développement (5-7 décembre 2005).	Évaluation de l'impact de la protection sociale sur l'accès aux soins de santé, sur les dépenses de santé et sur l'appauvrissement.	Le BIT et l'OMS ont organisé le projet dans le cadre de leur consortium sur la protection sociale dans les pays en voie de développement. Le Centre de développement de l'OCDE a collaboré au rapport définitif.
2007-08		
Étude sur les capacités que pourraient avoir les envois de fonds au Bangladesh d'étendre la couverture de la protection sociale.	Production d'informations sur les nouvelles sources de financement des soins de santé, d'après l'expérience de certains pays.	Projet conjoint BIT-DEV.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Édition : échange d'informations sur des questions éditoriales et marketing.	Des priorités stratégiques claires pour la communication externe et l'édition. Un cadre à l'échelle de toute l'Organisation pour projeter une image de marque moderne et dynamique.	
2007-08		
Édition : accords de coédition.	Faire mieux connaître les recommandations de l'OCDE par le public, au moyen d'un programme d'édition de haute qualité, pertinent et actualisé. Accroître la diffusion des publications et des bases de données de l'OCDE.	

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)

RECHERCHE ET INNOVATION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Chapitre sur la mobilité des étudiants destiné à l'édition 2007 du Rapport de l'OIM intitulé « L'état de la migration dans le monde ».	Diffusion des conclusions sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur et ses liens avec les migrations.	L'OIM est le pilote de cette activité. L'OCDE y a contribué en rédigeant un chapitre du rapport.

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Les deux organisations se sont accordé mutuellement le statut d'observateur et coopèrent sur les questions portant sur les migrations et le marché du travail.		
2007-08		
Idem.		

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Projet « Tirer les bénéfices des migrations » (DEV/ELS).	Mieux relier les politiques de migration et de développement, au bénéfice mutuel des pays d'émigration et d'immigration.	Participation du personnel de l'OIM au Comité consultatif du projet.
2007-08		
« Les migrations en Afrique de l'Ouest ».	Amélioration de la compréhension des liens entre les migrations et le fonctionnement des marchés du travail régionaux, intégration de la question des migrations dans les DSRP.	En cours d'examen.

**CENTRE INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE
POLITIQUES MIGRATOIRES (CIDPM)**

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
<p>2005-06 : coopération sur les questions de migrations de travail et de politiques migratoires en Europe centrale et orientale.</p> <p>Réunion le 18 décembre 2006 à Bratislava.</p>		

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Activité du GTPME : les PME à forte croissance, l'innovation, les actifs intellectuels et la création de valeur.	Fin 2008 : projet de rapport final sur les PME à forte croissance, l'innovation, les actifs intellectuels et la création de valeur.	Participe au groupe de pilotage OCDE de cette activité.
Activité du GTPME : Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales (<i>suite de l'activité 2005-2006</i>).	Rapport de synthèse sur le thème <i>Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales</i> , qui sera présenté lors d'une conférence OCDE organisée à Tokyo les 1 ^{er} et 2 juin 2007.	Participe au groupe de pilotage OCDE de cette activité. L'OMPI préparera un document et une séance pour la conférence de Tokyo.
Activité du GTPME : le financement des PME et de l'entrepreneuriat.	Un recueil d'infos sur les politiques menées par les instances nationales et infranationales pour stimuler l'investissement dans les PME à forte croissance. Un rapport de synthèse analysant de manière approfondie les principales questions et politiques relatives au financement des PME à forte croissance.	Participe au groupe de pilotage OCDE de cette activité.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Le Groupe de travail sur l'économie de l'information (GTEI) du Comité PIIC entretient une coopération informelle avec l'OMPI dans le cadre des activités de l'OCDE sur les contenus numériques.		Rita Hayes, Vice-directrice générale, Droit d'auteur et droits connexes et relations avec le monde de l'entreprise, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, a prononcé l'allocution inaugurale de la Conférence internationale sur l'avenir de l'économie numérique qui s'est tenue les 30 et 31 janvier 2006 à Rome.

ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES (OMD)

ÉCHANGES ET AGRICULTURE

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Rapport sur l'évaluation des coûts et des avantages de la facilitation des échanges.	Une étude des coûts de l'adoption et de la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges.	Les experts de l'OMD procèdent à la collecte de données à partir de sept des 15 études par pays.

POLITIQUE ET ADMINISTRATION FISCALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Conférence conjointe de l'OMD et de l'OCDE sur les prix de transfert et la valeur en douane (3 et 4 mai).	<p>Sensibilisation des autorités douanières (y compris les économies non observées membres de l'OMD) aux questions de prix de transfert, au principe de pleine concurrence de l'OCDE et aux méthodes de détermination des prix de transfert.</p> <p>Sensibilisation des administrations fiscales aux questions douanières et méthodes de valorisation.</p> <p>Inventaire des divergences et champ de convergence possible.</p> <p>Pour l'OMC, les entreprises et les milieux universitaires.</p>	<p>Contenu technique : l'OMD a couvert les aspects douaniers, et l'OCDE les aspects concernant les prix de transfert.</p> <p>Organisation et logistique : OMD.</p>
2007-08		
Deuxième conférence conjointe de l'OMD et de l'OCDE sur les prix de transfert et la valeur en douane, Bruxelles (siège de l'OMD), 22 et 23 mai 2007.	Exploration des possibilités de convergence des principes et de coopération administrative entre les autorités fiscales et douanières.	<p>Contenu technique : l'OMD est chargée des aspects douaniers, et l'OCDE des prix de transfert.</p> <p>Organisation et logistique : OMD.</p>
Un module conjoint OMD-OCDE de cyberformation à la valorisation des opérations entre parties liées devrait être lancé durant la conférence.	Élaboration d'un module de cyberformation conjoint que les deux organisations pourront proposer aux pays membres et non membres.	<p>Plate-forme technique, prestataires de services informatiques, de solutions logicielles et de gestion de projet : OMD.</p> <p>Contenu : l'OMD est chargée des aspects douaniers, et l'OCDE des prix de transfert.</p>

ASSOCIATION MONDIALE DES ORGANISMES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (WAIPA)

INVESTISSEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Table ronde WAIPA-OCDE sur la fonction de promotion de l'action des OPI, intitulée Vers une communication réussie sur les réformes du climat de l'investissement, Sharm El-Sheikh (Égypte), 17 et 18 novembre 2006.	L'atelier a exploré la manière de renforcer le cadre institutionnel des OPI dans la région MENA afin de mieux promouvoir l'action menée. Il a mis à profit les outils et méthodologies de l'OCDE et, en particulier, le cadre d'action pour l'investissement, et abordé les relations croisées des améliorations du climat de l'investissement.	<ul style="list-style-type: none"> - Partage des frais. - Partage du travail d'inventaire et d'invitation des orateurs et invités régionaux. - Élaboration par un expert de l'OCDE d'une étude de référence spécialisée sur la fonction de promotion de l'action des OPI de la région MENA. - La WAIPA se charge de la conférence globale qui accueillera la table ronde organisée par le Programme MENA-OCDE pour l'investissement.

FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET (FGI)

SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
En 2006, l'OCDE a pris part au Groupe consultatif créé pour organiser le Forum inaugural sur la gouvernance de l'Internet (FGI) qui s'est tenu du 30 octobre au 2 novembre 2006 à Athènes.	Le FGI est une conséquence du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) des Nations Unies. Accueilli par les autorités grecques et inauguré par le Premier ministre de la Grèce, le FGI a réuni plus de 1 500 participants de tout rang, y compris ministériel.	AU FGI 2006, l'OCDE a organisé un atelier sur les outils antispam et lancé un site Internet en coopération avec de grandes structures internationales de lutte contre le spam. Des collaborateurs de l'OCDE ont fait des exposés dans plusieurs ateliers et tables rondes.
2007-08		
Le Brésil accueillera la réunion 2007 du FGI, qui se tiendra à Rio de Janeiro du 12 au 15 novembre 2007.	L'OCDE prévoit d'y prendre part en organisant un atelier sur les échanges de trafic Internet, et un atelier sur la mesure des TIC au service du développement.	

PARTENARIAT SUR LA MESURE DES TIC AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ⁴

SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Février 2005 : réunion thématique du SMSI sur le thème « Mesurer la société de l'information », Genève.	<ul style="list-style-type: none"> - Présenter les résultats du bilan mondial et des ateliers régionaux. - Convenir d'une liste finale d'indicateurs fondamentaux. - Débattre des besoins d'assistance technique pour la collecte d'indicateurs des TIC. - Inventorier les indicateurs des TIC pertinents pour les OMD. - Avancement de la création d'une base de données internationales sur les indicateurs des TIC. 	Chaque organisation internationale s'est chargée d'une partie de l'organisation de la réunion.
15 novembre 2005 : manifestation parallèle du SMSI sur le thème « Mesurer la société de l'information », Tunis.	<ul style="list-style-type: none"> - Présenter un ensemble d'indicateurs statistiques fondamentaux convenus par quelques-unes des grandes organisations internationales travaillant dans ce domaine. - Débattre de l'importance que revêt la mesure de la société de l'information pour la formulation d'une politique des TIC et le développement de ces dernières. - Illustrer la contribution de la mesure des TIC au suivi du SMSI. 	Chaque organisation internationale s'est chargée d'une partie de l'organisation de la réunion.
Publication du Partenariat intitulée « Indicateurs fondamentaux relatifs aux TIC ».		Chaque organisation internationale contribuera au projet en fonction de ses compétences.
Publication « <i>Measuring ICT: The Global Status of ICT Indicators</i> ».		Chaque organisation internationale contribuera au projet en fonction de ses compétences.
Différents ateliers régionaux.		Chaque organisation internationale contribuera au projet en fonction de ses compétences.

⁴ Le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement est un partenariat international multipartite qui regroupe actuellement l'IUT, l'OCDE, la CNUCED, l'Institut de statistique de l'UNESCO, les Commissions régionales des Nations Unies (CEPALC, CESA, CESAP, CEA-ONU), le Groupe d'étude des technologies de l'information et des communications, la Banque mondiale et EUROSTAT.

2007-08		
Réunion mondiale en 2007 destinée à présenter les progrès réalisés et étendre la liste d'indicateurs fondamentaux.	Extension de la liste des indicateurs fondamentaux aux TIC de l'éducation ; informations sur l'avancement du renforcement des capacités ; informations sur les progrès réalisés en général.	Chaque organisation internationale se chargera d'une partie de l'organisation de la réunion
Différents ateliers régionaux.		Chaque organisation internationale contribuera au projet en fonction de ses compétences.
Ateliers et missions de renforcement des capacités.		Chaque organisation internationale contribuera au projet en fonction de ses compétences.

**INTERNET CORPORATION FOR ASSIGNED NAMES AND NUMBERS
(ICANN)**

SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
L'OCDE a la qualité d'observateur auprès du Comité consultatif gouvernemental (GAC) de l'ICANN. Cette dernière reçoit communication de données fournies par les gouvernements nationaux et les organisations internationales gouvernementales par le biais du GAC, dont l'OCDE est membre fondateur.	Le rôle essentiel du GAC consiste à conseiller l'ICANN sur les questions touchant à l'action publique. Le GAC se penche en particulier sur les activités et mesures de l'ICANN lorsqu'elles entrent dans le champ des préoccupations des autorités, en cas notamment d'interactions possibles entre ces mesures de l'ICANN et des législations nationales ou des accords internationaux.	Les réunions du GAC se tiennent en général trois ou quatre fois par an parallèlement aux réunions de l'ICANN. Les travaux de l'OCDE sur le système de nommage des domaines (par exemple : structure des marchés, politiques et réglementation, base de données « whois », protection du consommateur) et les outils associés (Lignes directrices relatives à la vie privée ou à la sécurité) sont fréquemment cités par l'ICANN comme des éléments importants pour prendre des décisions dans ce domaine. L'OCDE a participé à la réunion 2006 de l'ICANN qui s'est tenue à Marrakech.

**ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE
VALEURS (OICV)**

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
L'OICV utilise les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, et est un partenaire de l'Organisation sur une base ad hoc pour le suivi et l'analyse des problèmes nouveaux, par ex. l'OICV a établi un rapport sur l'indépendance des conseils d'administration après avoir consulté l'OCDE et incorporé les références pertinentes aux Principes. La même procédure sera suivie pour une étude envisagée par l'OICV sur la protection des actionnaires minoritaires en 2007-08.	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise dans l'ensemble du monde. Les travaux de l'OICV avec les autorités de réglementation contribuent à renforcer la mise en œuvre des Principes par la voie réglementaire.	L'OCDE s'occupe du cadre d'action général pour le gouvernement d'entreprise, tandis que l'OICV s'attache à sa mise en œuvre au niveau réglementaire.
2007-08		
L'OICV utilise les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, et est un partenaire de l'Organisation sur une base ad hoc pour le suivi et l'analyse des problèmes nouveaux (2.2).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise dans l'ensemble du monde. Les travaux de l'OICV avec les autorités de réglementation contribuent à renforcer la mise en œuvre des Principes par la voie réglementaire.	L'OCDE s'occupe du cadre d'action général pour le gouvernement d'entreprise, tandis que l'OICV s'attache à sa mise en œuvre au niveau réglementaire.

**ORGANISATION INTERNATIONALE DES CONTRÔLEURS DE
PENSIONS (IOPS) & ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE (AISS)**

AFFAIRES FINANCIÈRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Maintenance et actualisations de la base de données sur la réglementation des pensions privées des régimes tant obligatoires que facultatifs en place dans les pays membres de l'OCDE/IOPS/AISS. À ce jour, 35 pays sont couverts par cette base de données. Ces données sont disponibles gratuitement pour les membres des sites Internet des trois organisations, ainsi que sur CD-ROM et sous forme imprimée.</p>	<p>Cette base de données sur la réglementation fournit aux pays membres de l'OCDE, de l'IOPS et de l'AISS un important corpus de données comparables sur les réglementations applicables aux pensions privées, qui : 1) aide les autorités compétentes à réviser et réformer la politique publique en matière de retraite complémentaire privée ; 2) étaye les travaux analytiques en cours ; et 3) facilite la formation internationale.</p> <p>Cet exercice de collecte internationale de données sera étendu en 2007 aux caractéristiques de la tutelle dans chaque pays membre, et la base de données accueillera un résumé succinct du régime de retraite de chacun des pays membres de l'OCDE et de l'IOPS.</p> <p>Actuellement, la base de données est actualisée tous les deux ans. L'objectif est de passer à une collecte et une mise à jour annuelles.</p>	<p>Actuellement, l'AISS recueille et consolide les informations, tandis que l'OCDE apporte des informations sur certains pays, vérifie les rapports nationaux avant leur publication et fournit des données statistiques. L'IOPS fournit les renseignements sur les structures de tutelle.</p>
<p>Projet OCDE/IOPS sur les critères d'homologation applicables aux organismes de retraite.</p> <p>Le principal résultat est la publication de l'étude conjointe sur l'homologation au sein des systèmes de pensions privées et l'adoption par l'OCDE et l'IOPS de lignes directrices pour l'homologation d'organismes de retraite.</p>	<p>Les lignes directrices constitueront la première norme internationale concernant la réglementation de l'homologation des systèmes de pensions. Elles guideront les décideurs dans la formulation de critères et de procédures d'homologation efficaces et impartiaux, susciteront ainsi la confiance du public dans le système de retraite et son dispositif de tutelle, et favoriseront le développement d'un marché des pensions sain et concurrentiel.</p>	<p>Le travail est réparti également entre les organisations.</p>

2007-08		
Projet OCDE/IOPS/AISS en cours sur la collecte d'informations pour la base de données sur la réglementation des pensions privées (suite).		
Projet OCDE/IOPS sur les critères d'homologation applicables aux organismes de retraite (poursuivi en 2007).		

**INTERNATIONAL NETWORK FOR ENVIRONMENTAL COMPLIANCE
AND ENFORCEMENT (INECE)**

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Septième <i>International Conference on Environmental Compliance and Enforcement</i> , Marrakech, Maroc, du 9 au 15 avril 2005.	La 7 ^e conférence de l'INECE a rassemblé des responsables de l'application des dispositions de 63 pays et 124 organisations représentant toutes les régions du monde, pour qu'ils échangent leurs expériences et définissent les actions nécessaires à l'amélioration des performances dans leur domaine d'action. Une déclaration de principe a été formulée pendant la conférence (<i>Marrakech Statement</i>) pour inviter les dirigeants, entre autres, à renforcer le respect des dispositions environnementales et son contrôle dans le monde entier.	L'OCDE a co-organisé la conférence. Elle a notamment : <ul style="list-style-type: none"> - organisé une séance spéciale sur l'économie de l'application des dispositions ; - prêté son concours à la publication des actes de la conférence. Par ailleurs, des agents de l'OCDE ont animé plusieurs ateliers et distribué des publications de l'Organisation sur le sujet.
<i>Performance Measurement Guidance for Environmental Compliance and Enforcement Practitioners</i> (http://www.inece.org/indicators/guidance.pdf).	Ce document fournit aux professionnels du respect des dispositions environnementales et de son contrôle des orientations sur la conception, la mise en œuvre et l'utilisation d'indicateurs relatifs à leur domaine d'activité. Il a été rédigé à l'intention des pays qui étudient la possibilité de concevoir des indicateurs, de ceux dont les initiatives en la matière en sont à leur premier stade ou à mi-parcours, et de ceux qui utilisent déjà des indicateurs pour rendre des comptes à la population et étayer leurs décisions de gestion.	Des agents de l'OCDE ont participé à un groupe d'experts conduit par l'Agence de la protection de l'environnement des États-Unis, qui a rédigé le document. À ce titre, ils ont fourni des contributions écrites et pris part à plusieurs réunions d'experts.
2007-08		
Module de formation sur la mesure des performances à l'intention des professionnels du respect des dispositions environnementales et de son contrôle.	Ce module de formation apportera des orientations complémentaires et présentera des études de cas précis concernant la conception, la mise en œuvre et l'utilisation d'indicateurs relatifs au respect des dispositions environnementales et à son	Idem. Des documents de l'OCDE sur le sujet seront transmis et, une fois achevé, le module sera examiné. Il sera pourvu à la traduction en russe dans le cadre des activités du Groupe d'étude du PAE.

	contrôle.	
Huitième <i>International Conference on Environmental Compliance and Enforcement</i> , Afrique du Sud (à confirmer), avril 2008.	Cette conférence portera sur l'amélioration de la réglementation et l'innovation dans l'assurance du respect des dispositions.	À l'occasion de cette conférence, l'OCDE présentera un projet de rapport sur l'assurance du respect des dispositions dans les pays membres et dans quelques pays non membres. En outre, un représentant de ENV/EG participe au comité d'organisation de la conférence de l'INECE, qui définira l'ordre du jour et les résultats.

IV. ORGANISATIONS RÉGIONALES

RÉSEAU EUROMÉDITERRANÉEN D'AGENCES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANIMA)

INVESTISSEMENT (MENA)		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Coopération portant sur les mesures d'amélioration du climat de l'investissement dans les pays méditerranéens de la région MENA. - Rome (Italie), 2004. - Rome (Italie), 2005. - Marseille, 20-21 novembre 2006.		L'ANIMA communiquera sur les manifestations du Programme pour l'investissement MENA-OCDE et assistera aux principales d'entre elles, telles que la réunion ministérielle de février 2006.
2007-08		
À déterminer.		

**ASIAN ENVIRONMENTAL COMPLIANCE AND
ENFORCEMENT NETWORK (AECEN)**

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Événements en 2005 :		
Atelier de lancement de l' <i>Asian Environmental Compliance and Enforcement Network</i> (AECEN), Manille (Philippines), 2 et 3 août 2005.	Cet atelier a permis de recueillir des commentaires et recommandations sur la structure, les activités et les opérations qu'il était prévu de donner à l'AECEN ; y ont été présentées les évaluations nationales en cours de réalisation ; y ont été partagées des expériences et des informations sur les pratiques et les outils optimaux dans le domaine du respect des dispositions et de son contrôle ; y a été inauguré l'AECEN, moyennant la signature d'une déclaration commune des pays membres et partenaires donateurs. Voir www.aecen.org .	Au cours de l'atelier de lancement, des agents de l'OCDE ont orchestré et dirigé la séance plénière sur l'innovation et les meilleures pratiques en matière d'assurance du respect des dispositions.
Atelier asiatique régional sur les indicateurs du respect des dispositions environnementales et de son contrôle (Manille, 4 août 2005).	Assistaient à cet atelier des délégués d'Inde, d'Indonésie, de République populaire de Chine, des Philippines, du Sri Lanka, de Thaïlande et du Viet Nam. Y ont été définies des stratégies concrètes pour pouvoir commencer à concevoir et mettre en œuvre des indicateurs du respect des dispositions environnementales et de son contrôle.	Cet atelier a été conduit par des agents de l'EPA et de l'OCDE. Cette dernière a distribué des publications sur les indicateurs environnementaux et les indicateurs du respect des dispositions environnementales et de son contrôle.

<p>Évaluation rapide des systèmes de respect des dispositions environnementales et de son contrôle en Inde et atelier des parties prenantes sur ses résultats (New Delhi, 3 novembre 2006).</p>	<p>Les objectifs de cette évaluation rapide étaient d'aider l'Inde à définir des priorités en vue de résoudre ses principaux problèmes en matière de respect et d'application du droit de l'environnement, et de jeter les bases d'activités pilotes qui pourraient être envisagées sous l'égide de l'AECEN. L'étude se conformait à la méthodologie de l'AECEN déjà employée pour réaliser des évaluations rapides similaires dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est.</p>	<p>La collecte des informations a été réalisée par deux consultants indiens, dont l'un avait été engagé par le Secrétariat de l'AECEN et l'autre par l'OCDE. Le rapport a été corédigé par du personnel de l'AECEN et de l'OCDE. L'atelier des parties prenantes a été soutenu par l'OCDE, mais organisé et conduit en coopération avec le Secrétariat de l'AECEN.</p>
<p>Événements 2006 :</p>		
<p>Conférence annuelle de l'AECEN, Hanoi (Viet Nam), du 4 au 6 décembre 2006.</p>	<p>Cette conférence annuelle a porté sur la mise au point de principes directeurs régionaux concernant le respect des dispositions environnementales et son contrôle (sur le modèle d'un document similaire relatif aux pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale publié en 2003 par le Secrétariat du Groupe d'étude du PAE/OCDE), et sur des évaluations des systèmes de respect des dispositions environnementales et de contrôle en Inde, en Chine et au Sri Lanka.</p>	<p>L'OCDE a présenté son rapport sur le respect des dispositions et son contrôle en Chine et en Inde (voir plus haut), ainsi que le document intitulé <i>Guiding Principles of Effective Environmental Permitting Systems</i>.</p>

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ASIE-PACIFIQUE (APEC)

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Activité du GTPME : « Supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux ».	<p>Rapport de référence de l'OCDE intitulé « Supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux ».</p> <p>Conférence mondiale APEC/OCDE intitulée « Supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux », organisée du 6 au 8 novembre 2006 à Athènes (Grèce).</p> <p>Les résultats de la conférence sont détaillés dans le Plan d'action d'Athènes sur les travaux futurs conjoints de l'OCDE et de l'APEC.</p>	Projet conjoint OCDE-APEC.
2007-08		
Activité du GTPME : « Supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux ».	Rapport présentant les conclusions relatives à l'internationalisation des PME et aux mécanismes de coopération avec les grandes entreprises et les multinationales.	Projet conjoint OCDE-APEC.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Améliorer la sécurité des systèmes et réseaux d'information.</p> <p>Atelier conjoint OCDE-APEC sur la sécurité des systèmes et réseaux d'information, Séoul, 5 et 6 septembre 2005.</p>	Voir la déclaration de la 17 ^e réunion ministérielle de l'APEC (2005) : « Les ministres ont aussi [salué] le travail de diffusion de TEL auprès des autres forums internationaux pertinents, notamment l'atelier APEC-OCDE sur la sécurité électronique et les espionnages qui a donné lieu à l'engagement d'intensifier la coopération et le partage d'informations entre l'OCDE et l'APEC, y compris la recherche et l'analyse conjointes ».	Co-organisé dans un total esprit de partenariat par le Groupe de travail sur la sécurité de l'information et la vie privée (WPISP) du Comité PIIC et le Groupe de travail des télécommunications et de l'information (APEC TELPIIC). Note : l'APEC participe régulièrement aux réunions du WPISP. Une procédure d'octroi du statut d'observateur à l'APEC auprès du WPISP (et peut-être du Comité PIIC) sera lancée en 2007. Le Secrétariat de l'OCDE prend part aux réunions de l'APEC TEL.

2007-08		
Rapport et atelier sur les logiciels malveillants et le vol d'identité. Co-organisés par le WPISP du Comité PIIC et l'APEC TEL-SPSG (<i>Security & Prosperity Steering Group</i>).	Permettre d'appréhender pleinement le phénomène de la malveillance logicielle et suggérer des actions possibles aux pouvoirs publics.	L'OCDE rédigera un rapport avec le soutien d'un groupe d'experts issus des pays membres de l'OCDE et de l'APEC. L'APEC accueillera un atelier co-organisé avec l'OCDE (Manille, 22 et 23 avril 2007).
Rapport sur les indicateurs de la confiance.	Intégrer les connaissances et l'expérience des pays membres de l'APEC non membres de l'OCDE (via l'APEC TEL-SPSG) à la mesure de la confiance.	Les pays membres de l'APEC participeront aux travaux et contribueront aux recherches de l'OCDE.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Initiative Anti-corruption Asie-Pacifique - Présence à des réunions de l'APEC au Chili, en Corée, en Chine et au Viet Nam.	Initiative Absence de répétition inutile dans les activités anticorruption de l'APEC et de l'Initiative BAD-OCDE.	Les possibilités de coopération avec l'ACT (<i>Anti-Corruption and Transparency Task Force</i>) de l'APEC sont étudiées.
2007-08		
Initiative Anti-corruption Asie-Pacifique – séminaire conjoint de renforcement des capacités avec l'ACT de l'APEC, sur un thème à déterminer par les membres de l'Initiative et de l'APEC.	Renforcement des synergies entre l'Initiative BAD-OCDE et l'ACT de l'APEC.	À déterminer.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Le Groupe de travail technique sur la réforme des faillites de l'APEC travaille en étroite collaboration avec le Forum sur la réforme des systèmes de faillite en Asie de l'OCDE. Beijing, 27-28 avril 2006. L'OCDE coordonne aussi avec l'APEC la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Asie. Bali, Indonésie, septembre 2005. Bangkok (Thaïlande),	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise et à régler les problèmes posés par les faillites en Asie et en Eurasie. L'APEC contribuera à diffuser les résultats de ces travaux à un public plus large. Les gouvernements, les autorités de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour élaborer et mettre en	L'OCDE organise le Forum sur la réforme des systèmes de faillite en Asie et la Table ronde d'Asie. L'Australie, en tant que pays chef de file pour les travaux de l'APEC en 2006, a fourni des ressources financières pour les travaux du Forum, dont les résultats ont été examinés et approuvés par le Groupe de travail technique sur la réforme des faillites de l'APEC. L'APEC fait aussi connaître les travaux de la Table ronde d'Asie en invitant l'OCDE et en mettant en évidence les travaux de l'OCDE à ses réunions et

septembre 2006.	œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise et des améliorations des dispositifs en matière de faillite.	sessions de groupe régionales traitant du gouvernement d'entreprise. Le Forum est organisé en coordination avec la Banque mondiale, la BAD, et la CNUDCI. La Table ronde d'Asie est organisée en coordination avec le Groupe de la Banque mondiale et la BAD.
2007-08		
<p>Le Groupe de travail technique sur la réforme des faillites de l'APEC travaillera en étroite collaboration avec le Forum sur la réforme des systèmes de faillite en Asie de l'OCDE, et soutiendra la création d'un Réseau asiatique sur les faillites qui travaillera en étroite collaboration avec le Forum en 2007-2008.</p> <p>La Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Asie donne aussi lieu à une coordination OCDE-APEC.</p> <p>Juin 2007 et à nouveau en 2008.</p>	<p>Meilleure connaissance et meilleure compréhension des pratiques et politiques prometteuses propres à améliorer le gouvernement d'entreprise et à régler les problèmes posés par les faillites en Asie et en Eurasie. L'APEC contribuera à diffuser les résultats de ces travaux à un public plus large. Les gouvernements, les autorités de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé utiliseront les résultats pour élaborer et mettre en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise et des améliorations des dispositifs en matière de faillite.</p>	<p>L'OCDE organise le Forum sur la réforme des systèmes de faillite en Asie et la Table ronde d'Asie. L'Australie, en tant que pays chef de file pour les travaux de l'APEC en 2006, a proposé de fournir des ressources financières pour les travaux du Forum en 2007 et la création d'un Réseau sur les faillites, qui permettrait des échanges d'informations plus intensifs sur ces questions entre les sessions du Forum. L'APEC fait aussi connaître les travaux de la Table ronde d'Asie en invitant l'OCDE et en mettant en évidence les travaux de l'OCDE à ses réunions et sessions de groupe régionales traitant du gouvernement d'entreprise. Le Forum est organisé en coordination avec la Banque mondiale, la BAD, et la CNUDCI. La Table ronde d'Asie est organisée en coordination avec le Groupe de la Banque mondiale et la BAD.</p>

INVESTISSEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Séminaire APEC-OCDE intitulé « La coopération en matière d'investissement pour le développement », Busan (Corée), les 14 et 15 novembre 2005.</p>	<p>L'APEC a suivi de près l'évolution du Cadre d'action pour l'investissement. Les Ministres des Affaires étrangères et du Commerce de ses pays membres ont admis à Busan, en novembre 2005, que le Cadre pouvait constituer un socle pour le renforcement de la coopération APEC-OCDE dans le domaine de l'investissement.</p> <p>Cet intérêt marqué pour le recours au Cadre afin de mettre en œuvre le Programme de Busan a été réaffirmé à Hanoi en</p>	<p>Les autorités coréennes ont accueilli le séminaire avec l'aide financière des autorités japonaises.</p>

	novembre 2006, où les Ministres ont salué l'initiative australienne visant à lancer un dialogue à haut niveau sur le Cadre d'action pour l'investissement.	
Séminaire APEC-OCDE sur le Cadre d'action pour l'investissement, Hoi An (Viet Nam), 8 septembre 2006.	Introduction du Cadre d'action pour l'investissement après sa validation par la RCM de mai 2006.	
2007-08		
Dialogue APEC-OCDE sur le Cadre d'action pour l'investissement, test des principes du cadre au moyen d'autoévaluations menées par le Viet Nam, les Philippines et le Mexique, Melbourne (Australie), 2007.	Trouver le moyen, pour le milieu des affaires des pays de l'APEC et de l'OCDE, d'utiliser efficacement le Cadre d'action pour l'investissement pour améliorer le climat des affaires, susciter la réforme des politiques et mettre au point un programme de travail conjoint formel en matière d'investissement.	En tant que présidente de l'APEC, l'Australie accueillera la réunion. L'Australie et le Japon, voire la Corée, apporteront un soutien financier.
Lancement du Programme d'évaluation des politiques nationales de l'APEC, fondé sur le Cadre d'action pour l'investissement, avec pour commencer une évaluation complète du Viet Nam (autres candidats possibles : le Philippines, le Mexique et le Pérou), Melbourne (Australie), 2007.	Mener et publier des examens conjoints de l'action.	L'Australie et le Japon, voire la Corée et la Belgique, apporteront un soutien financier.
Présence aux réunions de l'IEG en tant qu'invité. L'OCDE fera un exposé sur la méthodologie du Cadre d'action pour l'investissement à la réunion de l'IEG qui se tiendra en janvier 2007 à Canberra.	Mise en commun d'informations et de conclusions des travaux de l'IEG et du Comité de l'investissement de l'OCDE.	

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Coopération avec l'APEC dans le cadre de l'Initiative de coopération APEC/OCDE sur la réforme de la réglementation. - Auto-évaluation des politiques de réglementation en utilisant la Liste de référence commune	La coopération avec l'APEC donne lieu à un engagement de la part des pays de l'APEC d'utiliser la liste de référence commune et de consulter plus largement sur la réforme de la réglementation. Le dialogue sur les politiques et les résultats de l'auto-évaluation	Les ordres du jour pour les réunions sont une responsabilité partagée. L'OCDE fournit un soutien logistique pour la table ronde sur les politiques. L'APEC couvre en partie les frais de voyage des délégués des pays en développement. Les documents sont diffusés sur les sites Internet de l'APEC

<p>APEC/OCDE sur la réforme de la réglementation approuvée par les dirigeants de l'APEC et par le Groupe spécial de l'OCDE sur la politique de la réglementation.</p> <p>- Examen des résultats lors d'une table ronde avec la participation du Secrétariat et d'experts de l'OCDE. En temps opportun, publication conjointe d'un rapport de synthèse.</p> <p>Manifestation 2005 :</p> <p>Colloque APEC-OCDE sur le renforcement des capacités de réforme structurelle à Gyeongju (Corée), 9 septembre 2005.</p> <p>Manifestations 2006 :</p> <p>Table ronde APEC-OCDE sur l'auto-évaluation par les pays membres au moyen de la Liste de référence commune APEC/OCDE sur la réforme de la réglementation, et échange d'expériences à l'occasion des discussions de la Table ronde, 25 février à Hanoi et 9 septembre à Hoi An (Viet Nam).</p>	<p>aident les pays à déterminer les domaines qui doivent faire en priorité l'objet d'améliorations ; la réforme de la réglementation est un élément essentiel de la réforme structurelle, et un cadre réglementaire de qualité améliore l'ouverture des marchés, l'investissement et la concurrence.</p>	<p>et de l'OCDE.</p>
<p>2007-08</p>		
<p>Coopération avec l'APEC dans le cadre de l'Initiative de coopération APEC/OCDE sur la réforme de la réglementation.</p> <p>La future table ronde sur les politiques lors du troisième sommet de l'APEC aura lieu en Australie en juin ou juillet 2007.</p>	<p>La coopération avec l'APEC donne lieu à un engagement de la part des pays de l'APEC d'utiliser la liste de référence commune et de consulter plus largement sur la réforme de la réglementation. Le dialogue sur les politiques et les résultats de l'auto-évaluation aident les pays à déterminer les domaines qui doivent faire en priorité l'objet d'améliorations ; la réforme de la réglementation est un élément essentiel de la réforme structurelle, et un cadre réglementaire de qualité améliore l'ouverture des marchés, l'investissement et la concurrence.</p>	<p>Les ordres du jour pour les réunions sont une responsabilité partagée. L'OCDE fournit un soutien logistique pour la table ronde sur les politiques. L'APEC couvre en partie les frais de voyage des délégués des pays en développement. Les documents sont diffusés sur les sites Internet de l'APEC et de l'OCDE.</p>

**GROUPE ASIE-PACIFIQUE SUR LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX
(GAP)**

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Présence du Secrétariat de l'Initiative BAD-OCDE à la réunion annuelle du GAP (juillet 2006), et du Secrétariat du GAP à des réunions et formations du Groupe de pilotage (mars, mai 2006).	Renforcement de la coopération avec le GAP dans des domaines de travail apparentés ; mise en commun de connaissances spécialisées afin d'éviter la répétition inutile d'activités dans des domaines se chevauchant.	
2007-08		
Initiative Anti-corruption Asie-Pacifique – Examen thématique des liens entre corruption et blanchiment d'argent (2008).	Soutien aux efforts des membres de l'Initiative visant à renforcer les cadres et les institutions de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.	À déterminer.

ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST (ANASE)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réunions du Groupe de pilotage BAD-OCDE – Présence du Secrétariat de l'ANASE.	Évaluation des possibilités de coopération avec l'Association des nations de l'ANASE dans des domaines de travail connexes.	
2007-08		
À déterminer.		À déterminer.

PARIS 21

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Ateliers régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS dans les pays d'Asie. - Forum à haut niveau PARIS21/CESAP sur la planification stratégique en matière de statistique dans les pays d'Asie du Sud-Est (juin 2006, Bangkok).	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 co-organise ces manifestations avec la CESAP et fournit l'orientation méthodologique. L'Association des nations du Sud-Est asiatique fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi des réunions.
2007-08		
Programmes régionaux de soutien à l'élaboration des SNDS.	Adoption de bonnes pratiques en matière de conception des SNDS.	La DCD/P21 gère ces programmes de soutien conjointement avec la CESAP et fournit l'orientation méthodologique. L'Association des nations du Sud-Est asiatique fait part de ses propres enseignements aux pays participants et contribue au suivi.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DE LA MER NOIRE (CEMN)
--

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
--------------------------------	--	--

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Perspectives économiques de la mer Noire et de l'Asie centrale (PEMNAC).	Publication de perspectives régionales en 2007, conformément au Programme de travail 2007-08 du Centre de développement.	Le Secrétariat de la CEMN et ses organes affiliés (le Centre international d'études de la mer Noire, par exemple) apporteront des contributions financières et en nature à l'élaboration des PEMNAC et à leur diffusion dans la région.

SOCIÉTÉ ANDINE DE DÉVELOPPEMENT (CAF)
--

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL
--

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
La CAF (Société andine de développement) est membre à part entière du Comité de direction du Programme LEED.	Collaboration institutionnelle.	Des activités conjointes doivent être menées dans la région andine et sud-américaine.

**CENTRE EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE (CEDEFOP)**

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Réunion en mars 2007 (date à confirmer), sous l'égide du CEDEFOP ; thème de la réunion : la mesure des compétences liées à l'emploi.	La réunion contribuera à la validation d'un nouvel outil statistique permettant de mesurer les compétences liées à l'emploi. Il s'agit de l'une des composantes essentielles du nouveau Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA).	Le CEDEFOP organisera et financera la manifestation. L'OCDE fournira des éléments de réflexion.

INITIATIVE CENTRE-EUROPÉENNE

ENTREPRENEURIAT, PME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL
--

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
L'ICE est un membre à part entière du Comité de direction de LEED. Le Réseau du développement local, animé par le Programme LEED et l'ICE, cherche à faciliter les échanges d'expériences entre praticiens du développement local des pays de l'OCDE et de l'ICE, et à diffuser les pratiques recommandables en matière de développement local.	Améliorer l'accès des praticiens du développement local aux pratiques recommandables en la matière.	Les deux organisations apportent des études de cas sur les pratiques recommandables en matière de développement local, qui sont diffusées auprès des membres du Réseau du développement local.

**CENTRE INTERAMÉRICAIN DES ADMINISTRATIONS FISCALES
(CIAT)**

POLITIQUE ET ADMINISTRATION FISCALES

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Série d'événements concernant la politique et l'administration fiscales.	Renforcement de la coopération avec les pays membres du CIAT. Meilleure acceptation des normes et lignes directrices de l'OCDE dans différents dispositifs fiscaux.	L'OCDE organise les ordres du jour en coopération avec le CIAT, et en assume l'organisation.
2007-08		
Série d'événements concernant la politique et l'administration fiscales.	Renforcement de la coopération avec les pays membres du CIAT. Meilleure acceptation des normes et lignes directrices de l'OCDE dans différents dispositifs fiscaux.	L'OCDE organise les ordres du jour en coopération avec le CIAT, et en assume l'organisation.

**COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA
SÉCHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)**

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - M.O.U. - Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel. - Mécanisme régional de lutte contre les ennemis des cultures. 		<ul style="list-style-type: none"> - Co-animation du réseau. Co-organisation des réunions ; co-animation du site Internet du réseau. Analyses/missions conjointes sur le terrain. - Réflexion conjointe en vue d'une proposition de mécanisme permanent de veille sur les criquets pèlerins.

CONSEIL DE L'EUROPE

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Coopération dans la mise en œuvre de la législation de protection de la vie privée.	Un cadre d'action pour la coopération en matière de mise en œuvre de la législation de protection de la vie privée, accompagné d'un ensemble d'outils pratiques.	Le Conseil de l'Europe participe à un groupe informel de délégués du WPISP du Comité PIIC qui pilotent cette activité. Le Conseil de l'Europe a le statut d'observateur auprès du WPISP. Le Secrétariat de l'OCDE participe à des réunions du Conseil de l'Europe (l'OCDE a le statut d'observateur auprès de son Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (Comité T-PD)).

EMPLOI, MARCHÉS DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Groupe de travail sur les migrations Assemblée parlementaire 2005-06 : le Conseil de l'Europe a le statut d'observateur au Groupe de travail sur les migrations de l'OCDE et, inversement, l'OCDE a le statut d'observateur à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.		
Participation à la préparation du Comité des ministres en Ukraine.		
2007-08 (statut d'observateur, comme en 2005-2006)		
2008 : Conférence des ministres européens responsables des questions de migration, organisée en Ukraine, sur le thème « Migrations et marché du travail ».	Mieux comprendre les migrations à l'intérieur et au départ de la région située à « l'Est de l'Est », et leur impact sur les migrations en Europe.	

ENVIRONNEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06 ; 2007-08	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Comité des politiques d'environnement (EPOC).	

POLITIQUE ET ADMINISTRATION FISCALES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Amélioration des échanges d'informations fiscales entre les signataires de la Convention conjointe d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale du Conseil de l'Europe et de l'OCDE.	Garantie que les deux organisations disposent de toutes les déclarations des signataires de la Convention, ainsi que des modifications apportées, avec le temps, aux listes des impôts concernés, des réserves, etc.	L'OCDE surveille l'application de la Convention par ses pays membres signataires ; le Conseil de l'Europe fait de même pour ses États membres signataires.
Réseau sur les relations financières entre niveaux d'administration.	Produits statistiques et documents d'analyse.	Le Conseil de l'Europe participe aux réunions du Réseau.
2007-08		
Amélioration des échanges d'informations fiscales entre les signataires de la Convention conjointe d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale du Conseil de l'Europe et de l'OCDE.	Garantie que les deux organisations disposent de toutes les déclarations des signataires de la Convention, ainsi que des modifications apportées, avec le temps, aux listes des impôts concernés, des réserves, etc.	L'OCDE surveille l'application de la Convention par ses pays membres signataires ; le Conseil de l'Europe fait de même pour ses États membres signataires.
Réseau sur les relations financières entre niveaux d'administration.	Produits statistiques et documents d'analyse.	Le Conseil de l'Europe participe aux réunions du Réseau.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau anti-corruption pour les économies en transition et Plan d'action d'Istanbul (Réunion générale : mai 2005, Istanbul ; Plan d'action d'Istanbul, réunions d'examen et de suivi : octobre 2005, juin et décembre 2006, Paris).	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des expériences des économies en transition de l'Europe centrale/orientale/méridionale, du Caucase et d'Asie centrale en matière de pratiques optimales ; coordination des activités et priorités futures. - Examen par les pairs du cadre juridique et institutionnel de la lutte 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Réseau et l'OCDE organisent les événements et coordonnent les examens par pays ; le Conseil de l'Europe et le GRECO apportent leurs connaissances spécialisées aux examens et réunions de suivi.

	contre la corruption dans les pays de l'ex-Union soviétique et adoption des recommandations par pays. Surveillance par les pairs de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations.	
Rapports sur le suivi des instruments anticorruption. Examens par pays du GRECO, plusieurs réunions en 2005-2006, Strasbourg.	Examens, par les États membres du Conseil de l'Europe et du GRECO, de la mise en œuvre de la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe et d'autres outils européens anticorruption.	- Groupe de travail sur la corruption : présence aux réunions d'examen de ces pays, qui sont aussi examinés par le Groupe de travail sur la corruption de l'OCDE et le Réseau anti-corruption.
2007-08		
Réseau anti-corruption pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (Réunion générale, mai 2007, lieu à déterminer ; réunions du Plan d'action d'Istanbul).	Voir ci-dessus (2005-2006).	Voir ci-dessus (2005-2006).
Suivi de la Convention. Réseau anti-corruption pour l'Europe orientale et l'Asie centrale. Examens par pays du GRECO, réunions à Strasbourg.	Voir ci-dessus (2005-2006).	Voir ci-dessus (2005-2006).

SIGMA		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Monténégro : Examen du projet de Loi sur les conflits d'intérêts (août 2005) et réunion avec les groupes de travail monténégrins chargés de rédiger la loi (30 septembre et 1 ^{er} octobre 2005).	Commentaires élaborés conjointement sur le projet de Loi sur les conflits d'intérêts ; coordination accrue des actions des donateurs au Monténégro.	SIGMA a collaboré avec la Direction générale des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe dans le cadre du projet SIGMA sur la réforme de l'administration publique et l'aide à la fonction publique au Monténégro.
Réunion du Groupe de projet sur le droit administratif du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 11-13 octobre 2006).	Recommandation préliminaire sur la bonne administration ; code type consolidé de bonne administration.	Le Conseil de l'Europe a organisé la réunion, à laquelle SIGMA a participé en qualité d'observateur.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Communication : séminaires parlementaires et participation du Secrétaire général de l'OCDE à la réunion annuelle organisée à Strasbourg.	Amélioration de la diffusion des informations et conseils d'action de l'OCDE auprès des autorités des pays membres et des principales parties prenantes. Renforcer la légitimité des messages de l'OCDE grâce aux relations avec les médias et les représentants de la société civile, des entreprises et des syndicats, de façon à optimiser l'aptitude de l'Organisation à participer à l'élaboration des politiques.	
2007-08		
Communication : séminaires parlementaires et participation du Secrétaire général de l'OCDE à la réunion annuelle organisée à Strasbourg.	Renforcer l'impact des analyses de politiques et des recommandations de l'OCDE auprès des leaders d'opinion et des décideurs mondiaux, grâce à une couverture abondante et de qualité dans la presse internationale et l'organisation de grandes manifestations d'information du public au plus haut niveau dans les pays membres et leurs régions. Contribuer à une meilleure reconnaissance de la pertinence des travaux de l'OCDE dans les capitales, en fournissant aux délégations membres des informations actualisées axées sur leur pays.	

**COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST (CEDEAO)**

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - M.O.U. - Coopération transfrontalière. - Atlas général de l'intégration régionale. - Politique agricole commune. - Gouvernance, paix et sécurité. 		<ul style="list-style-type: none"> - Établissement conjoint du contenu du rapport annuel, contributions spécifiques de la CEDEAO (paix, sécurité, gouvernance), de la BAD (macroéconomie) et du CSAO (migrations, sécurité alimentaire). - Pilotage conjoint de l'initiative transfrontalière de la CEDEAO : soutien au lancement d'activités sur le terrain financées par les partenaires en développement. La CEDEAO est chargée du cadre juridique. Le CSAO gère le site Internet de l'initiative et se charge de la communication. - Le CSAO et la CEDEAO définissent ensemble le programme de travail annuel de rédaction des chapitres de l'Atlas. Les départements spécialisés de la CEDEAO fournissent les informations et les analyses dont ils disposent. Le CSAO pilote la rédaction des chapitres avec l'aide de consultants. Les chapitres sont validés et finalisés avec le CSAO, qui les diffuse ensuite aux pays d'Afrique de l'Ouest. - La CEDEAO pilote les groupes de travail chargés de la mise en œuvre de la politique agricole commune. Le CSAO est membre de ces groupes de travail et fait notamment le lien entre les organisations de producteurs et la CEDEAO, apporte des contributions de fond (études) et organise des ateliers dont les conclusions sont utilisées pour étayer les travaux de la CEDEAO. - La CEDEAO est le principal instrument régional de maintien de la paix et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. Le CSAO, avec d'autres partenaires, met à disposition des études fonctionnelles pour

		l'élaboration des approches régionales dans ce domaine.
		- Dans le domaine de la gouvernance, le CSAO a organisé le premier forum régional qui a rassemblé l'ensemble des partis politiques, des médias et des organisations de la société civile des pays d'Afrique de l'Ouest. Cette initiative a créé un espace de dialogue et de diffusion des bonnes pratiques et a été reprise par la CEDEAO qui organisera elle-même le prochain forum, auquel elle apportera le soutien nécessaire.
2007-08		
<ul style="list-style-type: none"> - M.O.U. - Publication conjointe d'un rapport annuel sur l'Afrique de l'Ouest. - Coopération transfrontalière. - Atlas de l'intégration régionale. - Politique agricole commune. - Gouvernance, paix et sécurité. 		<ul style="list-style-type: none"> - Établissement conjoint du contenu global du rapport annuel ; contributions spécifiques de la CEDEAO (paix, sécurité, gouvernance), de la BAD (macroéconomie) et du CSAO (migrations, sécurité alimentaire).

AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ENVIRONNEMENT (AEE)

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-2008		
2008 : modélisation environnementale à l'OCDE.	Renforcement de la coopération sur la modélisation.	L'OCDE et l'AEE examinent et partagent des éléments de leurs résultats respectifs dans le domaine de la modélisation environnementale.

ENVIRONNEMENT/ENVIRONNEMENT ET MONDIALISATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-2008		
Publications/rapports 2007 :		
Progrès de la gestion de l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (rapport sur les pays d'EOCAC).	Ce rapport sera la principale contribution du Groupe d'étude du PAE (Secrétariat OCDE) à la Conférence ministérielle de Belgrade (2007) « Un environnement pour l'Europe ». Il est en cours de préparation, en coopération avec les organisations internationales concernées, dont le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS, la Banque mondiale, le Comité de préparation des projets (CPP), les Centres régionaux pour l'environnement (CRE) des pays d'EOCAC.	Coordination étroite de la rédaction du rapport et de l'évaluation paneuropéenne de l'AEE en vue de la conférence de Belgrade.

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE (AELE)

ENVIRONNEMENT		
----------------------	--	--

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-2006 ; 2007-2008	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES AUTORITÉS DE CONTRÔLE
DE L'ASSURANCE (AICA) & ASOCIACIÓN DE SUPERVISORES DE
SEGUROS DE AMÉRICA LATINA (ASSAL)**

AFFAIRES FINANCIÈRES		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Des conférences annuelles sur la réglementation et le contrôle de l'assurance en Amérique latine ont été organisées en coopération avec l'Association internationale des autorités de contrôle de l'assurance (AICA) et l'Association des autorités de contrôle de l'assurance en Amérique latine (ASSAL) à Cochabamba (Bolivie), les 1 ^{er} et 2 mars 2005, et à Lisbonne (Portugal), du 24 au 26 avril 2006.	Les débats contribuent à l'instauration dans les pays latino-américains d'un cadre de réglementation et de contrôle de l'assurance efficace et efficient.	Le travail est réparti également entre les organisations.
2007-08		
Une Conférence annuelle sur la réglementation et le contrôle de l'assurance sera organisée en Amérique latine avec la coopération de l'Association internationale des autorités de contrôle de l'assurance (AICA) et de l'Association des autorités de contrôle de l'assurance en Amérique latine (ASSAL) au Brésil, en mai 2007. Le lieu et la date de la conférence 2008 restent à déterminer.	Les débats contribueront à l'instauration dans les pays latino-américains d'un cadre de réglementation et de contrôle de l'assurance efficace et efficient.	Le travail sera réparti également entre les organisations.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE – PRIVATE ENTERPRISE
PARTNERSHIP FOR THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA (SFI
PEP-MENA)**

INVESTISSEMENT		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Le programme pour l'investissement MENA-OCDE coopère avec l'Initiative PEP-MENA de la SFI depuis son lancement en 2004. Cette coopération efficace concerne le domaine de l'amélioration du gouvernement d'entreprise dans la région - qui est l'activité gérée par le Groupe de travail 5 du Programme.</p> <p>Réunions du Groupe de travail 5, Rabat (Maroc), 14 et 15 septembre 2005 ; et Dubaï (EAU), 26 et 27 novembre 2006.</p> <p>Atelier sur les traités d'investissement, Amman (Jordanie), 12 et 13 décembre 2006.</p>	<p>Stimuler les activités du GT5 consacrées au domaine de résultats centré sur les initiatives volontaires (codification).</p> <p>C'est ainsi que les <i>Corporate Governance Codes</i> concernant les entreprises cotées et les entreprises détenues par l'État, élaborés par l'<i>Egyptian Institute of Directors</i>, ont bénéficié des apports coordonnés de l'OCDE et de la SFI, qui les ont rapprochés de la teneur des Principes de gouvernance de l'entreprise de l'OCDE et des Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques.</p>	<p>Les deux organisations aident les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dans le domaine du gouvernement d'entreprise, qui repose sur les Principes de gouvernance de l'entreprise de l'OCDE et sur d'autres normes convenues à l'échelon international. Ces activités sont complémentaires, comme le montre la qualité de la coopération entre la SFI et l'OCDE mise en œuvre en juillet 2006 pour commenter les <i>Egyptian Guidelines for State-Owned Enterprises</i>.</p>
2007-08		
<p>Une coopération visant à améliorer le gouvernement d'entreprise des banques dans la région MENA est envisagée. Cette coopération viserait d'abord à faire connaître, rechercher et promouvoir les principes de l'OCDE dans le monde bancaire. Une Synthèse sur le gouvernement d'entreprise bancaire, des enquêtes par pays et des évaluations de banques sont prévues.</p> <p>La coopération reposerait sur des événements organisés conjointement par la SFI et l'OCDE, susciterait un élargissement de leurs réseaux mutuels de contacts dans le secteur bancaire de la région MENA, et épaulerait le travail réciproque d'enquête sur le cadre juridique et les pratiques du gouvernement d'entreprise bancaire en vigueur dans les pays de la région.</p>		<p>La SFI axera son action sur la préparation d'enquêtes par pays et d'évaluations des pratiques de différentes banques en matière de gouvernement d'entreprise. L'OCDE produira une Synthèse sur le gouvernement d'entreprise dans le monde bancaire.</p>

CCNM(2007)1

Coopération à propos d'un atelier conjoint qui abordera l'organisation et l'efficacité du système égyptien, Alexandrie (Égypte), février 2007.		
--	--	--

**PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT MUNICIPAL EN
AFRIQUE DE L'OUEST**

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - Opération pilote de coopération transfrontalière. - Un chapitre de l'Atlas de l'intégration régionale. 		<ul style="list-style-type: none"> - Le PDM finance directement certaines actions de terrain de l'une des opérations pilotes de coopération transfrontalière dans la zone de Sikasso (Mali) – Bobo Dioulasso (Burkina Faso). - Le PDM développe un programme de recherche sur l'aménagement du territoire en Afrique de l'Ouest. La CEDEAO et le CSAO réalisent un chapitre de l'Atlas sur la base des résultats de ces travaux.

**COMMISSION NORD-AMÉRICAINNE DE COOPÉRATION
ENVIRONNEMENTALE (CNACE)**

ENVIRONNEMENT

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-2006 ; 2007-2008	Participation, en qualité d'observateur régulier, au Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE).	

NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD)

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
L'OCDE lancera les travaux sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques en Afrique en coordination avec le Secrétariat du NEPAD (3.2).	Meilleure connaissance et meilleure compréhension des Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques. Les gouvernements, les autorités de réglementation et les parties prenantes des secteurs public et privé pourront utiliser les Lignes directrices de l'OCDE et l'expérience de l'OCDE pour faciliter l'élaboration de réformes et d'améliorations du gouvernement d'entreprise.	L'OCDE applique les compétences en matière de gouvernance des entreprises publiques de ses membres pour une série d'études de cas sur la gouvernance des entreprises publiques en Afrique ; le Secrétariat du NEPAD sera en mesure d'aider à déterminer les secteurs où la demande et les capacités d'utilisation de la contribution de l'OCDE sont les plus grandes, et souhaitera peut-être utiliser cette contribution dans ses travaux futurs. Ces travaux sont aussi réalisés en étroite coopération avec le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, qui est rattaché à la SFI.

INVESTISSEMENT

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Conférence NEPAD/OCDE intitulée « Alliances en faveur de l'intégrité : rôle des pouvoirs publics et des entreprises dans l'amélioration du niveau de vie en Afrique », Addis-Abeba (Éthiopie), 7 et 8 mars 2005.	L'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique, lancée à Johannesburg en novembre 2003, vise à mobiliser l'investissement privé au profit de la réduction de la pauvreté, de la création d'emplois et du développement durable en Afrique, en soutenant les efforts que déploient les pays africains eux-mêmes pour faire progresser leur programme national de réformes, les dialogues régionaux et internationaux sur les politiques, la mise en œuvre de celles-ci et le renforcement des capacités.	Co-organisée par l'OCDE, le NEPAD (avec le Pacte mondial des Nations Unies) et Transparency International.

NEPAD/OCDE Table ronde sur la politique d'investissement intitulée « L'investissement pour le développement de l'Afrique : Rendons : rendons-le possible », à Entebbe (Ouganda), 5-27 mai 2005.		Parrainée par les autorités ougandaises avec la coopération de JICA et JETRO au Japon.
Table ronde du NEPAD-OCDE : intitulée « Mobiliser l'investissement privé en Afrique au service du développement : poser les bases d'un progrès soutenu », Brazzaville (République du Congo), 12 et 13 décembre 2006.		Accueillie par la République du Congo, présidente en exercice de l'UA/NEPAD.
2007-08		
L'Initiative se prolongera par des dialogues panafricains centrés sur l'utilisation du Cadre d'action pour l'investissement et des Principes de l'OCDE pour la participation des investisseurs internationaux aux infrastructures dans des secteurs précis.	Les activités seront adaptées aux nécessités et priorités infrarégionales. L'Initiative restera axée sur la transparence, l'ouverture et l'efficacité des politiques d'investissement des pays africains (voir www.oecd.org/daf/investment/africa).	

FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<ul style="list-style-type: none"> - 4^e réunion du FPA : Abuja (Nigeria), 9-10 avril 2005. - 5^e réunion du FPA : Londres (Angleterre), 4-5 octobre 2005. - 6^e réunion du FPA : Maputo (Mozambique), 4-5 mai 2006. - 7^e réunion du FPA : Moscou (Russie), 26-27 octobre 2006. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des perspectives de croissance et de développement des pays africains par un suivi plus efficace de leurs performances et de celles de leurs partenaires en développement. - Débats et concertations efficaces en vue de parvenir à un accord sur les politiques et le programme d'action dans les différents pays d'Afrique, et d'orienter la suite des travaux du FPA et de ceux de l'Unité de soutien. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Secrétariat du NEPAD participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue. - Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements de l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.

2007-08		
<ul style="list-style-type: none"> - 8^e réunion du FPA : Berlin (Allemagne), 22-23 mai 2007. - 9^e réunion du FPA : automne 2007, lieu à confirmer (Afrique). - 10^e réunion du FPA : printemps 2008, lieu à confirmer (Japon). - 11^e réunion du FPA : automne 2008, lieu à confirmer (Afrique). 	<ul style="list-style-type: none"> - Des conférences semestrielles viseront à analyser les enjeux politiques et les stratégies afin d'élaborer un processus de suivi pragmatique et fondé sur des données probantes, en collaboration avec le Secrétariat du NEPAD et de grands organismes multilatéraux africains d'aide au développement. - Élaboration d'un dispositif de suivi permettant d'évaluer la mise en œuvre par les États africains et leurs partenaires en développement de leurs engagements (en cours). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Secrétariat du NEPAD participe à la mise en commun d'analyses, formule des observations sur les travaux d'analyse du FPA et participe aux réunions du FPA afin d'y exposer son point de vue. - Le FPA organise des réunions semestrielles, produit des rapports analytiques (en consultation avec les co-présidents, et avec la participation d'institutions internationales d'aide au développement) qui s'inscrivent dans le cadre de son suivi/évaluation des engagements de l'ensemble des parties en faveur du développement en Afrique.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Amérique latine : séminaire de formation à la lutte contre la corruption pour les procureurs et enquêteurs latino-américains, Buenos Aires (Argentine), décembre 2005 ; conférence et réunion technique sur la détection des faits de corruption, les enquêtes et les poursuites, Santiago du Chili, septembre 2006.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en commun des expériences des experts régionaux en matière d'application de la législation en vigueur pour lutter contre la corruption. 2. Mise au point de moyens susceptibles de renforcer le dialogue entre experts et de créer des réseaux. 3. Publication de comptes rendus des manifestations, dans le but de mieux faire connaître et stimuler les actions futures visant à mettre en œuvre les Conventions applicables. 	L'OCDE organise les événements ; la Banque interaméricaine de développement (BID) apporte ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; l'OCDE et la BID assurent la publication des comptes rendus ; l'OEA et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime apportent leurs connaissances spécialisées et prennent part aux événements. La Banque mondiale y participe également.
2007-08		
Amérique latine : application et mise en œuvre des Conventions anticorruption (une ou deux réunions régionales à haut niveau, ainsi que deux réunions techniques visant à prolonger l'application et la mise en œuvre des Conventions régionales et internationales (dates et lieux à déterminer)).	Voir ci-dessus.	L'OCDE continuera d'organiser les événements ; la Banque interaméricaine de développement apportera ses connaissances spécialisées et un soutien financier à la participation des experts ; la possibilité d'une implication plus forte de l'OEA et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sera étudiée. Les relations avec la Banque mondiale pourraient être étoffées.

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Coopération avec l'OEA/Banque islamique de développement. Instruments propres à promouvoir l'intégrité in Amérique latine et dans les Caraïbes.		

SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Possible coopération sur le thème de la résolution et de la réparation des litiges consommateur.	Cadres d'action complémentaires pour la résolution des litiges transfrontières mettant en jeu le consommateur.	Des demandes informelles de coopération dans ce domaine ont été exprimées. Si elles se confirment, l'OCDE devrait contribuer en tant qu'observateur expert à la rédaction par l'OEA de son modèle de loi sur la résolution des différends, qui s'inspirerait des travaux accomplis par l'OCDE en vue d'une Recommandation du Conseil dans ce domaine.

ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Réseau anti-corruption pour les économies en transition (Réunion générale, mai 2005, Istanbul) et Plan d'Istanbul de lutte contre la corruption.	Voir 2005-2006, Conseil de l'Europe/GRECO.	Comme avec le PNUD. Apport par l'OSCE de financements pour la participation des délégués des ONG aux réunions ; fourniture de lieux de réunion durant les visites rendues aux pays sur le terrain.
Séminaires par pays : Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan.	Promotion des meilleures pratiques internationales de lutte contre la corruption.	Le Réseau anti-corruption a effectué des présentations, et l'OSCE a pris en charge les frais de réunion pour les représentants du Réseau.
2007-08		
Réseau anti-corruption pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (séminaires de renforcement des capacités, Kazakhstan et Arménie, 2007 (projets en discussion)).	À déterminer.	L'OSCE pourrait prendre les frais en charge, et le Réseau élaborer l'ordre du jour et apporter ses connaissances spécialisées.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Séminaire conjoint OCDE (DAF/DEV)-OSCE sur l'investissement et le développement dans les pays d'Asie centrale et de la mer Noire, Istanbul, 11-12 juillet 2006.	Le séminaire a proposé de mettre en place une initiative visant à mieux coordonner les efforts destinés à attirer l'investissement et à promouvoir le développement dans les régions d'Asie centrale et de la mer Noire.	L'OCDE et l'OSCE ont organisé la conférence avec l'aide des autorités turques.

SECRETARIAT DU FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE (FIP)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		
-----------------------------------	--	--

Résultats et événements	Réalisations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
Présence du Secrétariat du FIP aux réunions du Groupe de pilotage.	Évaluation des possibilités de coopération avec le Secrétariat du FIP dans des domaines de travail connexes.	Coopération pour le renforcement des capacités infrarégionales dans le domaine de la lutte contre la corruption.
2007-08		
À déterminer.	À déterminer.	À déterminer.

SECRETARIAT GÉNÉRAL IBÉRO-AMÉRICAIN (SEGIB)
--

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT		
--------------------------------	--	--

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2007-08		
Perspectives économiques en Amérique latine (PEAL) et activités d'ouverture sur les enjeux de développement de l'Amérique latine.	Publication et diffusion de perspectives régionales en 2007, conformément au PTB 2007-08 du Centre de développement.	Le Secrétaire général du SEGIB participera au Comité consultatif de cette publication phare et occupera des fonctions de pilotage et de contrôle de la qualité. Le SEGIB contribuera à la diffusion des résultats.

UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UEMOA)
--

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
- Réflexions sur les défis et les perspectives de l'élevage.		- Le CSAO et l'UEMOA ont brossé ensemble un tableau exhaustif de l'élevage en Afrique de l'Ouest. Le CSAO pilote ce travail en vue d'organiser, dans le cadre de sa coopération avec l'UEMOA, et en association avec la CEDEAO, le CILLS et le ROPPA, une vaste consultation sur ce sujet.

DIRECTION DES STATISTIQUES⁵

Domaine de résultats 6.2.1 : Coordination des statistiques (Programme de travail statistique de l'OCDE)

Résultats et événements	Entrepris en coopération avec	Réalisations escomptées
2005-06		
1. Programme de travail statistique.	FMI	Amélioration de l'efficacité de la coordination du recueil et de la diffusion des statistiques. Utilisation de modules individuels du SIS de l'OCDE (OECD.stat, Statworks, MetaStore) par d'autres organisations internationales pour mener leurs activités statistiques.
2. Développement du Système d'information statistique (SIS) de l'OCDE.	Banque mondiale Division de statistique des Nations Unies (DSNU)	
3. Examens de la qualité statistique.	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)	
4. Panorama des statistiques de l'OCDE (publication annuelle).	Banque centrale européenne (BCE)	
5. Bulletin statistique bimestriel de l'OCDE.	Commission européenne (Eurostat)	
6. Base de données terminologique statistique de l'OCDE (actualisation glissante).	UNESCO FAO Organisation mondiale du commerce (OMC) Organisation internationale du travail (OIT)	

⁵ Pour éviter toute répétition inutile, la coopération de la Direction des statistiques avec les organisations internationales est présentée en une seule section.

2007-08		
1. Programme de travail statistique.	FMI	Amélioration de l'efficacité de la coordination du recueil et de la diffusion des statistiques. Utilisation de modules individuels du SIS de l'OCDE (OECD.stat, Statworks, MetaStore) par d'autres organisations internationales pour mener leurs activités statistiques.
2. Développement du système d'information statistique (SIS) de l'OCDE.	Banque mondiale Division de statistique des Nations Unies (DSNU)	
3. Examens de la qualité statistique.	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE)	
5. Expansion du Panorama des statistiques de l'OCDE (publication annuelle).	Banque centrale européenne (BCE)	
6. Bulletin statistique bimestriel de l'OCDE.	Commission européenne (Eurostat, Centre commun de recherche)	
7. Base de données terminologique statistique de l'OCDE (actualisation glissante).	UNESCO	
8. Organisation du second Forum mondial de l'OCDE « Statistiques, connaissances et politiques ».	FAO Organisation mondiale du commerce (OMC)	
9. Comptes rendus des ateliers consacrés à la mesure du bien-être.	Organisation internationale du travail (OIT)	
10. Développement d'un entrepôt de données statistiques en chinois et en espagnol.		

Domaine de résultats 6.2.2 : Recherche, collecte et diffusion de données statistiques

2005-06		
1. Bases de données et publications relatives aux comptes nationaux (annuelles et trimestrielles).	FMI, BCE, Eurostat, BRI	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
2. Actualisation du SCN 1993.	FMI, Eurostat, DSNU, Banque mondiale	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.
3. Principaux indicateurs économiques (PIE) – base de données et publication (mensuelles).	FMI, BCE, Eurostat, Commission européenne	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
4. Manuel sur les indices des prix à la production pour le secteur des services (recherche en cours).	Eurostat	Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
5. Statistiques du commerce international (annuelles et trimestrielles).	DSNU, Eurostat, OMC	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.

6. Statistiques annuelles de la population active – base de données et publication.	Eurostat, OIT	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
7. Parités de pouvoir d'achat.	DSNU, CENUE, Banque mondiale, Eurostat	Collecte de données coordonnée et élaboration de lignes directrices statistiques internationales et de recommandations sur les concepts et les méthodes de collecte, dans le but de faciliter l'amélioration de la comparabilité et de la transparence des données internationales.
8. Décisions sur les enquêtes et la méthodologie pour les pays de l'Europe du Sud-Est.	Eurostat	Amélioration de la disponibilité de données sur les parités de pouvoir d'achat et les comptes nationaux.
9. Recommandations pour l'échange de données statistiques et de métadonnées.	FMI, Banque mondiale, BCE, BRI DSNU, Eurostat	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.
10. Dette de l'administration centrale et rentabilité des banques – bases de données et publications.		
11. Statistiques structurelles sur les entreprises et sur l'activité économique selon la taille des entreprises – bases de données et publications.	Eurostat, ONUDI	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
12. Autres recommandations concernant les statistiques économiques : <ul style="list-style-type: none"> . sur l'harmonisation des statistiques de la fonction publique . du Groupe de réflexion de l'OCDE sur les statistiques structurelles sur les entreprises . sur la coordination et la stratégie de développement international des statistiques de services . sur les statistiques du commerce international de biens et de services . sur la mesure du temps de travail . sur les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des consommateurs . sur l'indice de la production de services . sur la présentation et la communication de données et de métadonnées 	DSNU, Eurostat, OIT, Commission européenne	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.

. sur les indices des prix à la production pour le secteur des services.		
13. Base de données sur la productivité (actualisation glissante).		
14. Comptes rendus de conférences ou ateliers internationaux sur : . les indices des prix à la consommation (Paris, juin 2005) . les indices des prix immobiliers (Paris, octobre 2006) . la coordination avec la Chine en matière de comptes nationaux (Paris, novembre 2006) . la mesure de l'économie non observée dans les pays de la CEI, (Paris, janvier 2006) . les révisions de données (OCDE-ONS, Paris, avril 2005) . la réunion sur les comptes nationaux avec CENUE / Eurostat (Genève, avril 2006) . les statistiques économiques à court terme (Paris, juin 2005 et juin 2006) . la mesure du temps de travail (Budapest, avril 2006) . les comptes nationaux (octobre 2005 et octobre 2006) . l'accès aux microdonnées (Luxembourg, octobre 2006).	Eurostat, FMI, BCE, OIT	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.
15. Analyse de la qualité et diffusion d'indicateurs composites avancés pour de grands pays non membres.	Commission européenne, CEPALC	Collecte de données coordonnée.
2007-08		
1. Bases de données et publications relatives aux comptes nationaux (annuelles et trimestrielles).	FMI, BCE, Eurostat, BRI	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
2. Actualisation du SCN 1993 – préparation et parution de la publication.	FMI, Eurostat, DSNU, Banque mondiale	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.
3. Principaux indicateurs économiques (PIE) – base de données et publication (mensuelles).	FMI, BCE, Eurostat, Commission européenne	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.

4. Révision de la publication sur les PIE.	Eurostat, BCE, DSNU	Collecte de données coordonnée.
5. Manuel Internet de pratiques recommandées en matière d'utilisation de sources de données administratives pour la compilation d'indicateurs économiques à court terme (actualisation glissante).	Eurostat, BCE	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.
6. Lignes directrices sur Internet concernant la communication et la présentation de données et de métadonnées (actualisation glissante).	Eurostat, FMI, BCE, Banque mondiale	Élaboration de normes internationales pour l'échange de données statistiques et métadonnées aussi bien entre organisations internationales qu'entre agences nationales et organisations internationales.
7. Statistiques du commerce international (annuelles et trimestrielles).	DSNU, Eurostat, OMC	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
8. Statistiques annuelles de la population active – base de données et publication.	Eurostat, OIT	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
9. Parités de pouvoir d'achat.	DSNU, CENUE, Banque mondiale	Collecte de données coordonnée et élaboration de lignes directrices statistiques internationales sur l'amélioration des mesures des PPA pour certains services tels que la santé et l'éducation.
10. Statistiques structurelles sur les entreprises et sur l'activité économique selon la taille des entreprises – bases de données et publications.	Eurostat, ONUDI	Collecte de données coordonnée. Recommandations internationales sur les méthodes et classifications statistiques.
11. Dette de l'administration centrale et rentabilité des banques – bases de données et publications.		
12. Autres recommandations concernant les statistiques économiques sur : . la mesure des stocks de capital et des services tirés du capital . l'inventaire de la disponibilité d'IPP des services et des méthodes utilisées pour les établir par les pays membres et non membres . la mesure du temps de travail . les enquêtes et la méthodologie de mesure concernant l'économie non observée dans les pays d'Europe du Sud-Est	DSNU, Eurostat, OIT, Commission européenne	Élaboration de lignes directrices statistiques internationales et de recommandations sur les concepts et les méthodes de collecte, dans le but de faciliter l'amélioration de la comparabilité et de la transparence des données internationales.

<p>. les pratiques préconisées pour mesurer les principaux aspects du vieillissement de la population.</p>		
<p>13. Comptes rendus de conférences et ateliers internationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Groupe de travail sur les comptes nationaux (annuel) . Groupe de travail de l'OCDE sur les statistiques à court terme (annuel) . Atelier conjoint OCDE-Commission européenne sur les enquêtes de conjoncture et les enquêtes auprès des consommateurs . sur l'amortissement et la mesure du capital . sur les statistiques du commerce international . sur la mesure de l'économie non observée dans quelques grands pays non membres. 	Eurostat, FMI, BCE, OIT, CEPALC	Élaboration de lignes directrices statistiques internationales et de recommandations sur les concepts et les méthodes de collecte, dans le but de faciliter l'amélioration de la comparabilité et de la transparence des données internationales.

**DIRECTION DES
SERVICES DES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX D'INFORMATION**

Résultats et événements	Réalizations escomptées	Répartition des tâches
2005-06		
<p>Meilleures pratiques et possibilités de collaboration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier sur la gestion des TIC pour les organisations financières internationales (Paris, 5-7 octobre 2005, OCDE). - Atelier sur la gestion des TIC pour les organisations internationales (Paris, 12-13 octobre 2006, Banque mondiale). 	<p>Favoriser la collaboration et faciliter les échanges d'informations et l'adoption de pratiques optimales dans les différents domaines des TIC : gestion des ressources, architecture informatique, externalisation, etc.</p>	<p>Coopération avec le FMI, la BIRD, la BAD, la SFI, la BERD, la BEI, la BID, la BRI et le Conseil de l'Europe.</p> <p>Chaque organisation participante contribue de manière égale aux travaux en assumant à tour de rôle l'organisation de l'atelier.</p>